

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DU RÔLE
et de la
RESPONSABILITÉ DU NOTAIRE
EN MATIÈRE DE
TRANSMISSIONS SUCCESSORALES

De l'Établissement de la Qualité d'Héritier

THÈSE POUR LE DOCTORAT
Présentée et soutenue le Vendredi 14 Juin 1907, à 2 h. 1/2

PAR

André DOUCE

Président : M. AMBROISE COLIN.

Suffragants { MM. PLANIOL, *Professeur*.
WAHL, *Agrégé*.

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE
ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR
14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13

1907

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.**

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DU RÔLE
et de la
RESPONSABILITÉ DU NOTAIRE
EN MATIÈRE DE
TRANSMISSIONS SUCCESSORALES

De l'Établissement de la Qualité d'Héritier

THÈSE POUR LE DOCTORAT
L'Acte public sur les Matières ci-après sera soutenu le
Vendredi 14 Juin 1907, à 2 heures 1/2

PAR

André DOUCE

Président : M. AMBROISE COLIN.

Suffragants { MM. PLANIOL, *Professeur*.
WAHL, *Agrégé*.

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE
ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR
14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13

1907





Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

A. — Objet de cette étude.

Nous voyons aujourd'hui intervenir le notaire dans la plupart des transmissions de biens, soit entre vifs, soit après décès. Son intervention revêt un double caractère, présente une double utilité.

Il est d'abord chargé de donner aux conventions passées entre particuliers le caractère authentique (art. 1^{er} de la loi du 25 ventôse an XI), c'est-à-dire de mettre entre les mains de ceux-ci un titre qui leur donne une sécurité complète, puisqu'il ne peut être attaqué que par l'inscription de faux.

Il est ensuite le conseil des parties, et donne à celles-ci les éclaircissements nécessaires sur l'étendue des droits et obligations qu'elles peuvent mettre en jeu dans leurs conventions, et sur les conséquences des stipulations qui y sont contenues.

Ce double rôle s'explique et se comprend facilement dans les transmissions de biens entre vifs, débattues entre les parties avec les conseils du notaire, rédigées sous sa direction, et recevant de sa présence à la signa-

ture la valeur probatoire que leur attribuent les art. 1317 à 1320 du Code civil.

Mais ce rôle change quand il s'agit de transmissions à cause de mort. L'art. 1^{er} de la loi du 25 ventôse an XI dispose que « les notaires sont établis pour recevoir les actes ou contrats auxquels les parties doivent ou veulent faire donner le caractère d'authenticité ». Nous supposons qu'un notaire est chargé de régler une succession au moyen d'une liquidation authentique, soit par la volonté des parties, soit, si des mineurs sont appelés, en vertu de la mission à lui conférée par l'autorité judiciaire. Quelles personnes seront parties dans ce règlement ?

Ce seront toutes celles qui peuvent justifier d'un droit héréditaire, soit en vertu de la loi, soit en vertu d'un testament.

Les héritiers testamentaires étant nommément désignés, aucune difficulté de principe ne s'élève en ce qui les concerne. Il n'en va pas de même en ce qui concerne les héritiers du sang.

Parmi toutes les personnes qui peuvent se présenter comme bénéficiaires d'une succession, il en est assurément qui peuvent immédiatement, à l'aide d'actes de l'état civil, prouver des droits qu'aucun autre droit ne saurait primer : ce sera le cas des enfants légitimes, des père et mère d'un célibataire.

Mais il ne suffit pas, pour régler une succession, de connaître que telles personnes ont le droit d'y prendre

part. En ce qui concerne ce premier groupe qui a des droits en tout état de cause, l'étendue de ces droits même n'est pas fixée. L'acte de naissance d'un enfant indiquera qu'il a droit à une part héréditaire : mais en combien de parts la succession devra-t-elle être divisée ? Et pour tous les autres héritiers qui ne sont appelés qu'à défaut de parents plus proches, ne faut-il pas qu'ils établissent la non-existence de ceux-ci avant d'obtenir qu'un titre authentique les reconnaisse comme héritiers à l'égard des tiers ?

Le notaire a-t-il donc la mission, a-t-il la possibilité de retrouver toutes les personnes qui sont parties dans une succession comme tenant de la loi des droits héréditaires, telle est donc la première question que nous avons à nous poser.

La possibilité d'arriver sur ce point à une solution certaine, le notaire ne l'a assurément pas.

Il faudrait, pour qu'on pût connaître au décès d'une personne, toute l'étendue de la parenté successible, qu'il existât des sortes de registres, de tableaux généalogiques, établis par familles, sur lesquels seraient rapportées la naissance et la mort de tous les membres : organisation presque impossible à concevoir, étant donné d'une part la fréquence des changements de résidence et de situation qui disloquent les parentés, et d'autre part l'extension de la dévolution légale qui appelle les héritiers jusqu'au 12^e degré.

Un essai dont les résultats sont féconds a déjà été

tenté dans ce sens : le livret de famille en usage aujourd'hui dans toutes les mairies contient les éléments primordiaux de ce registre familial. Il renferme les noms des époux et de leurs parents, la date du mariage, du décès de chacun d'eux, les dates de naissance et de décès de leurs enfants. Mais, d'une part, les énonciations de ce livret sont tout à fait incomplètes puisqu'elles n'embrassent que la parenté en ligne directe et au premier degré. Et d'autre part, le livret de famille n'a eu jusqu'à présent aucun caractère officiel ni aucune valeur pouvant dispenser de se référer aux actes de l'état civil. Au reste, demeurant toujours entre les mains des parties, il arrive souvent qu'il n'est pas tenu au courant.

A défaut d'un « cadastre familial complet » existent bien les actes de l'état civil. Nous avons déjà signalé leur insuffisance : ils peuvent servir à prouver des liens de parenté en ligne directe, mais en ligne collatérale leur emploi est très limité. Assurément ils pourront prouver que deux personnes sont nées d'un même père et d'une même mère, sont par conséquent frères germains ; cela ne permet pas de liquider sans autres renseignements la succession de leurs auteurs, car il peut y avoir un grand nombre d'autres frères et sœurs. Et, plus la parenté s'étend, plus s'éloignent les points de repère que fournit l'état civil. En un mot, ces actes déterminent avec précision un petit nombre de liens de parenté, mais laissent entière la question de savoir s'il

n'en existe pas une foule d'autres qui présentent au point de vue successoral autant ou plus d'importance que les premiers.

A défaut de pouvoir faire figurer une sorte de certificat généalogique en tête des actes qui tendront à liquider une succession, ou des instruments qui permettent d'exercer contre les tiers les droits résultant de la liquidation, le notaire doit néanmoins rapporter les liens de parenté ou les faits qui justifient les attributions par lui faites.

Ce sont ces énonciations que nous avons à étudier. Elles peuvent faire corps avec l'acte qui sert de base à la liquidation, c'est-à-dire l'inventaire : elle constitue alors l'*intitulé d'inventaire*. S'il n'a pas été dressé d'inventaire, elles seront rédigées séparément pour être produites à l'appui des droits exercés par les héritiers : ce sera alors l'*acte de notoriété*.

L'exacte détermination des parties a en pareille matière une importance toute spéciale, et le rôle ainsi que la responsabilité du notaire prennent une particulière gravité. Il ne s'agit pas ici, en effet, de biens qui passent d'un patrimoine à un autre par la libre volonté des ayants-droit et sous toutes les conditions qui leur conviennent. Autre chose est la liberté des contrats, qui s'applique aux actes entre vifs (art. 1134) ; autre chose le système légal qui règle la dévolution des biens actifs et passifs du *de cujus*. De l'établissement du tableau des successibles résulte pour chacun d'eux la

part de droits et la part de charges que règlent les art. 731 à 773 du Code civil. De là l'importance du règlement des qualités et de là aussi le second point de vue auquel nous devons nous placer dans cette étude : quelle est la valeur des énonciations de l'*intitulé d'inventaire* et de l'*acte de notoriété* ?

Cette valeur, nous aurons à l'étudier à l'égard de différents groupes de personnes.

Ce seront les héritiers intervenus au règlement de la succession, soit en signant l'intitulé d'inventaire, soit en intervenant à l'acte de notoriété où ils sont désignés, soit en acceptant la liquidation faite d'après les énonciations de l'acte de notoriété et par cela même les reconnaissant véritables, soit, si des mineurs sont en cause, en signant le procès-verbal de lecture et d'approbation de l'état liquidatif qui sera soumis à l'homologation du tribunal.

Ce seront ensuite toutes les personnes qui se présenteront pour faire valoir des qualités héréditaires non reconnues par l'intitulé d'inventaire ou par l'acte de notoriété.

Ce seront enfin les tiers qui, sur la foi de l'intitulé d'inventaire ou de l'acte de notoriété, auront traité avec les héritiers apparents désignés par ces titres, soit pour faire valoir leur créance sur la succession, soit pour s'acquitter de leur dette envers elle. Nous étudierons quelle peut être la responsabilité des notaires dans les rapports entre ces tiers et ceux à qui a été reconnue la

qualité d'héritier. Ici nous rencontrerons et nous examinerons un acte un peu différent des précédents, d'origine moins ancienne, créé par la législation de l'époque intermédiaire pour faciliter les rapports entre le Trésor et les porteurs de rentes, étendu depuis à d'autres cas : *le certificat de propriété*.

B. — Évolution historique.

Avant d'aborder l'examen technique des actes de la pratique actuelle, il est nécessaire de rappeler, au moins succinctement, l'évolution des principes du droit en matière de transmission héréditaire, principalement en ce qui concerne les formalités exigées pour l'appréhension de l'hérédité, et les garanties accordées aux tiers.

Le droit romain exigeait de l'héritier une expression formelle de volonté pour confirmer cette qualité, dans tous les cas où il n'était point héritier nécessaire.

En droit civil, cet acte de volonté ou « adition » fut d'abord solennel sous le nom de *cretio*. Puis on se contenta de la simple expression de la volonté de la partie (*pro herede gestio*).

De même le droit prétorien n'investissait l'héritier de la *bonorum possessio* que sur sa demande formelle.

Le nombre des successibles se trouvait ainsi limité aux héritiers qui prenaient l'initiative de réclamer l'hé-

réduit. C'était là une première mesure propre à faciliter le règlement des successions qu'en complétaient d'autres, relatives aux délais d'adition. Ces délais étaient très courts. En cas d'institution testamentaire, la volonté du testateur les fixait ordinairement à 100 jours. A défaut de testament le prêteur fixa un délai de 100 jours également. Ce laps de temps écoulé, les bénéficiaires de la succession se trouvaient déterminés.

Les actes constitutifs de l'*aditio* ou la demande de *bonorum possessio* pouvaient être faits par des personnes qui, de bonne ou de mauvaise foi, invoquaient des droits héréditaires non fondés. Quelle était en ce cas la situation des tiers, et particulièrement des débiteurs de l'hérédité ?

Si ceux-ci n'exigeaient pas la preuve de sa qualité de la part de celui qui se présentait comme héritier, et s'ils se libéraient entre ses mains, ils s'exposaient aux poursuites ultérieures de l'héritier véritable. Dans ces cas, deux hypothèses sont à envisager : ou bien l'héritier véritable réclamait le paiement au débiteur après avoir exercé avec succès la pétition d'hérédité contre l'héritier apparent ; ou bien il faisait cette réclamation avant d'avoir exercé l'action en pétition d'hérédité.

Dans la première hypothèse, si l'héritier véritable avait obtenu de l'héritier apparent la restitution de l'hérédité, le débiteur pouvait repousser sa prétention non seulement par une *exception de dol* mais même

ipso jure (1); solution logique, puisque, dans ce cas, l'héritier apparent avait payé l'héritier véritable au nom des débiteurs (2). Si, au contraire, l'héritier véritable n'avait pas obtenu la restitution de l'hérédité, par exemple, parce que l'héritier apparent était devenu insolvable, il pouvait demander son paiement au débiteur héréditaire, qui ne s'était pas trouvé libéré par le premier paiement fait aux mains de l'héritier apparent. Cette solution est contraire à l'art. 1240 de notre Code civil. Le débiteur héréditaire avait bien, il est vrai, la ressource d'intenter la *condictio indebiti* contre l'héritier apparent, mais ce recours était illusoire puisque celui-ci était insolvable.

Dans la seconde hypothèse, où l'héritier véritable s'adressait au débiteur héréditaire avant d'avoir exercé la pétition d'hérédité, celui-ci pouvait-il repousser son action ? A première vue, il semble que non, car la pétition d'hérédité devait être jugée la première, et si on exerçait une autre action dont le résultat était susceptible de faire préjuger de celui de la pétition d'hérédité, le défendeur avait l'exception *ne præjudicium fiat hereditati*.

Cependant le débiteur héréditaire ne pouvait pas opposer cette exception, car celle-ci ne fonctionnait que dans l'intérêt du possesseur de l'hérédité; or, ce pos-

(1) Loi 25, § XVII. Dig., liv. III, tit. V.

(2) Instit., III, 29 pr.

sesseur (l'héritier apparent) n'avait aucun intérêt à ce qu'elle fût opposée.

Si le possesseur était de bonne foi, le débiteur héréditaire, obligé de payer une deuxième fois, avait la *condictio indebiti* contre lui, mais cette *condictio* ne lui permettait d'obtenir que le montant de l'enrichissement de l'héritier apparent. S'il était de mauvaise foi, il perdait *ipso facto* le droit d'opposer l'exception *ne præjudicium fiat hereditati*, et le débiteur ne pouvait par conséquent l'opposer en son nom.

On voit par ce qui précède combien était périlleuse en droit romain la situation des débiteurs héréditaires. Aussi devaient-ils s'entourer de garanties multiples avant de se libérer. En quoi consistaient ces garanties ? Quelles justifications demandaient-ils à celui qui se présentait comme héritier de leur créancier ? Nous ne saurions le dire. Mais peut-être le cercle plus restreint des transactions commerciales donnait-il en fait, au débiteur, la sécurité qu'il ne trouvait pas dans les lois. Il est probable qu'on ne consentait à entrer en relation d'affaires qu'avec des personnes dont on connaissait d'une façon précise la situation de famille et la solvabilité.

Au principe romain de l'*aditio* ou de la *bonorum possessio* réclamées par l'héritier, l'ancien droit civil français oppose une théorie nettement différente, formulée par l'art. 318 de la *Coutume de Paris* : « Le mort saisit le vif son hoir le plus proche et habile à lui

succéder », règle qui commence à apparaître dans les textes du ^{xiii}^e siècle (1).

Ce brocard, né vraisemblablement à Orléans sous les auspices des romanistes du ^{xiii}^e siècle, fut colporté d'école en école et après des commentaires et des traductions fort diverses prit au ^{xvi}^e siècle, dans le dernier état du droit coutumier, un sens précis qu'il a légué aux rédacteurs du Code civil : l'hérédité est transmise de plein droit et directement sans qu'il soit besoin d'un acte d'appréhension.

La règle était à peu près générale au ^{xvii}^e siècle bien qu'elle eût rencontré quelques résistances dans son application aux fiefs. Elle passa sans difficulté de l'art. 318 de la *Coutume de Paris* dans notre art. 324 du Code civil.

Il nous paraît incontestable que l'application de cette règle rendit la liquidation des successions beaucoup plus difficile qu'en droit romain. Plus d'acte positif intervenant nécessairement pour confirmer la vocation de l'héritier; plus de délais pour déterminer la liste des successibles.

La transmission héréditaire se produisant automatiquement à l'insu des tiers, à l'insu même de l'héritier, il n'est possible, à aucun moment, d'affirmer qu'un bien quelconque appartient à celui qui s'en dit pos-

(1) *Olmi.*, t. I, p. 452, n° 16. « Per consuetudinem terræ mortuus debebat vivum saisir ».

Usage d'Orlénois (milieu du ^{xiii}^e siècle) : « Li mort saisit le vif ».

sesseur. Cette incertitude a pour résultat de rendre les fraudes faciles et dangereuses. Et le tiers détenteur de biens successoraux, dans l'ignorance où il est du véritable ayant-droit, sera susceptible d'erreurs graves au préjudice des héritiers véritables. Le banquier qui détient des fonds, le débiteur d'une rente mobilière, le possesseur d'objets mobiliers faisant partie du patrimoine du défunt, ne pourront se dessaisir des valeurs qu'ils ont entre les mains avec la certitude qu'ils les remettent au véritable ayant-droit.

La conséquence va être que, dans tous les cas où ce ne sera pas le propriétaire lui-même qui viendra réclamer au détenteur ou débiteur le bien qui lui appartient, et en particulier quand ce sera un héritier qui fera cette réclamation, cet héritier devra fournir une justification de son titre héréditaire ; et il ne sera pas exagéré de la part du tiers débiteur ou détenteur de demander à l'héritier un acte notarié.

En effet, d'une part, la preuve testimoniale serait impossible et dangereuse ; cette preuve est longue et minutieuse ; les qualités qu'on exige d'un témoin sérieux sont multiples et difficiles à rencontrer ; l'administration d'une preuve semblable exige un temps considérable et un contrôle rigoureux ; et l'héritier reculera bien souvent devant les exigences de son débiteur.

La preuve écrite non authentique ne constitue en cette matière qu'un degré supérieur de la preuve par témoins. Les mêmes difficultés se rencontrent : il ne

sera pas facile à l'héritier de se procurer un document offrant des garanties au débiteur ; et, d'autre part, le débiteur qui veut se mettre à couvert sera obligé de se livrer à un examen et à un contrôle minutieux.

Ce sont ces difficultés qui furent l'origine de l'intervention d'un officier public dans les transmissions héréditaires, tant pour éclairer les parties sur leurs droits, que pour fournir aux tiers des garanties de la transmission régulière des droits du défunt : cet officier public fut précisément le notaire.

L'acte notarié, qui naît dans notre droit coutumier, tire son autorité de sa nature quasi-judiciaire : « Le notariat n'était dans l'origine qu'une branche du pouvoir judiciaire, que l'exercice de la juridiction gracieuse » (1).

Jusqu'à la fin du ^{xiii}e siècle, le notaire ne fut (comme il avait été jadis à Rome) qu'un simple scribe, un clerc ou greffier des juges laïcs ou ecclésiastiques. Mais ces greffiers notaires avaient fini par recevoir en

(1) BONNIER et LARNAUDE. *Traité des preuves*, n° 462 ; — POTHIER. *Traité de la procédure civile*, 4^e part., ch. II, sect. II, art. 1 : Autrefois les actes par devant notaires étaient tels que le juge, du nom duquel l'acte était intitulé, condamnait par cet acte, sur la relation du notaire, les parties à l'exécution de leurs conventions portées par cet acte ; c'est pourquoi cet acte était regardé comme un jugement ;... de là est venu qu'on a donné aux actes par devant notaires la même vertu exécutoire qu'aux jugements ; — LOYSEAU, *Offices*, liv. II, ch. V, § 50 : Nous avons pris l'habitude d'expédier nos contrats hors la présence du juge, mais, quoiqu'il en soit, c'est toujours le juge qui parle en iceux, et y est intitulé, ainsi qu'aux sentences ;..... qui est la cause pourquoi les contrats en France ont exécution parée, ainsi que les sentences.

l'absence du juge les actes de juridiction volontaire, car, comme disait Loyseau, « quand les parties sont d'accord, le juge n'y a que voir » (1).

A la fin du ^{xiii}e siècle, quand sous l'influence de la renaissance du droit romain, les écrits se multiplièrent, les notaires ne purent suffire à la rédaction des actes de juridiction contentieuse (juge) et à celle des actes de juridiction volontaire (notaire). Louis IX créa alors en 1270, dans le ressort de la prévôté de Paris, 60 notaires chargés de recevoir les actes de la juridiction volontaire. Et dès lors le but constamment poursuivi par la royauté fut la séparation complète des fonctions des notaires de celle des juges ou des greffiers. Les Ordonnances de 1302 et 1304 (Philippe-le-Bel), de 1315 (Philippe-le-Long) et surtout de 1342 (François I^{er}) tendirent toutes à cette fin. Au ^{xvi}e siècle, la séparation était accomplie et en même temps l'autorité propre de l'acte notarié établie d'une façon définitive.

La loi du 25 ventôse au XI ne fit que confirmer et préciser, suivant les exigences de l'état social nouveau, la nature et le caractère du notaire de l'ancien régime et de l'acte notarié du droit coutumier.

La transformation économique des fortunes particulières, le développement des grands établissements de crédit, la sécurité qu'offrent le caractère et la per-

(1) LOYSEAU, liv. II, ch. V, § 49.

sonnalité du notaire, ont de nos jours fait de celui-ci l'agent indispensable et indiscuté en toutes espèces de transmissions héréditaires. Les garanties que les tiers débiteurs de valeurs successorales trouvaient autrefois dans l'acte dressé par le notaire pour l'établissement des qualités de l'héritier, les débiteurs actuels les ont retrouvées dans les actes que le notaire d'aujourd'hui délivre dans le même but : *l'intitulé d'inventaire et l'acte de notoriété*. Et, de plus, l'ingéniosité de la pratique moderne s'est révélée dans la création et l'emploi d'un nouvel acte au moyen duquel s'effectuent un grand nombre de mutations après décès : *le certificat de propriété*.

C'est l'étude de ces trois actes qu'il nous faut maintenant aborder.

PREMIÈRE PARTIE

DE L'INTITULÉ D'INVENTAIRE

Lorsqu'une succession s'ouvre, il est le plus souvent dressé un inventaire. L'inventaire est un acte conservatoire dont le but est de constater, au moyen d'une énumération détaillée, les éléments actifs et passifs constituant l'état d'une communauté ou d'une succession à une époque déterminée. L'établissement d'un inventaire après décès est d'ailleurs prévu par de nombreux articles du Code civil (art. 113, 126, 451, 600, 769, 794, 813, 821, 1031, 1058, 1414, 1442, 1456, 1483, 1504, etc.). L'inventaire consiste donc dans une simple énumération de l'actif et du passif, dressée à la requête de personnes que la loi énumère dans les différents cas qui peuvent se présenter.

Mais, en tête de cette énumération, dans une sorte de préambule, se trouvent énoncées les qualités des parties requérantes ou présentes, c'est-à-dire l'indication exacte des droits qu'elles prétendent exercer dans

la communauté ou succession à inventorier. Ce préambule porte le nom d'*intitulé d'inventaire*.

Cet intitulé, quoique faisant corps avec le procès-verbal d'inventaire, forme en réalité un tout distinct du reste de l'acte, et il peut en être délivré par le notaire des copies séparées sans que les administrations auxquelles elles sont produites soient en droit d'exiger l'expédition de l'inventaire entier.

Comme l'inventaire est normalement dressé à l'ouverture d'une succession, l'intitulé d'inventaire constitue le moyen le plus usuellement employé pour justifier du droit de l'héritier; c'est ce document qui lui servira à toucher une somme, une créance due à la succession, à retirer des valeurs en dépôt dans une banque, à vendre les biens qui en dépendent.

Quelle est donc la nature et la valeur juridique de cet instrument ?

I. — Formes de l'intitulé d'inventaire.

L'intitulé de l'inventaire se présente en général sous la forme suivante :

L'an , le

En une maison sise

A la requête de :

1° M

Agissant :

1^{ent} *En son nom personnel :*

1 *Comme commun en biens...*

2 *Comme donataire ou légataire en vertu....*

3 *Comme usufruitier en vertu de l'art. 767 du Code civil.*

4 *Comme ayant la jouissance légale des biens de ses enfants mineurs, etc.*

2^{ent} *Au nom et comme tuteur de, ses enfants mineurs, nés à, le.... et le...*

2^o *M. A.*

3^o *M. B., etc.*

QUALITÉS

Les mineurs... et MM. A. et B. habiles à se dire et porter seuls héritiers de M. ... (leur père, leur oncle, etc.), décédé à...., le...

Et ce, comme étant enfants (ou.... : indication de la filiation produisant la parenté invoquée).

De leur chef (ou par représentation de....).

Chacun pour telle quotité (ou : A. et B. chacun pour 1/3 et C. et D. conjointement pour le dernier 1/3 ou chacun pour 1/6, etc.).

A la conservation des droits et intérêts des parties et de tous autres qu'il appartiendra, sans que les qualités sus-exprimées puissent préjudicier en rien à qui que ce soit, mais au contraire sous toutes réserves,

Il va être par M^e. procédé à l'inventaire fidèle et description exacte des meubles meublants, objets mobiliers, fonds de commerce, titres, papiers, notes et renseignements actifs et passifs dépendant tant de la communauté ayant existé entre M. et M^{me}. que de la succession de M....

Suivent d'autres mentions qui, tout en faisant partie de l'intitulé de l'inventaire, se réfèrent aux détails matériels et d'exécution de l'opération, et n'ont point d'intérêt pour l'objet qui nous occupe.

II. — Nature des énonciations de l'intitulé d'inventaire.

Revenons à ces « *Qualités* » qui constituent le noyau de l'intitulé d'inventaire.

Ses indications doivent être très précises, très complètes, le plus claires possible et rédigées avec un grand soin. En effet, nous y trouvons des affirmations sur le nombre des héritiers ou légataires, leur filiation, la quotité à laquelle chacun d'eux est en droit de prétendre, qui demandent d'abord une science juridique approfondie de la loi en ce qui concerne les successions, donations et testaments, et ensuite une connaissance personnelle complète de l'état civil et de la parenté de celui dont les biens sont inventoriés (1).

Les qualités constituent-elles un tableau légal et authentique des ayants-droit à la succession d'un défunt, tableau rédigé par le notaire au moyen de renseignements que lui ont fournis les parties, et dont il a

(1) Il peut sembler que ces connaissances ne sont pas nécessaires quand le requérant qui prétend au patrimoine inventorié est un légataire ou un donataire. En effet il suffit, dans ce cas, de vérifier son titre (donation ou testament), ce qui est ordinairement chose facile. Mais il faut encore s'assurer que la donation ou le testament peut recevoir son exécution, ce qu'il n'est possible de vérifier que si l'on a une connaissance exacte des héritiers du défunt, de leur nombre et de leur nature. Dans ce cas, les renseignements sur la famille de l'auteur sont fournis par un acte de notoriété. Nous renvoyons donc au chapitre suivant où nous étudierons cet acte.

contrôlé l'exactitude ? Si bien que l'intitulé d'inventaire constituerait une preuve authentique de la qualité héréditaire contre laquelle l'inscription de faux serait seule admise ?

On peut le soutenir, car en pratique « dans le cas où un des héritiers est obligé de justifier du nombre des représentants ou de son droit personnel dans la succession, il lui suffit de produire l'expédition de l'intitulé d'inventaire » (1) ; il sert également à prouver le droit héréditaire à l'égard d'un tiers, et celui-ci traite toujours valablement quand il le fait avec des personnes portées comme représentant le défunt dans cet intitulé ; et même, cet intitulé sert comme preuve de la quotité pour laquelle l'héritier est intéressé dans la succession.

Les qualités, au contraire, constituent-elles seulement une déclaration des parties requérantes, reçue par le notaire qui leur donne l'authenticité ? Mais entendons bien que cet authenticité ne s'attacherait qu'au fait de la déclaration, fait seul que le notaire a pu constater, et non pas à sa sincérité qu'il n'est pas en son devoir de contrôler.

Dans cette hypothèse, les qualités ne constitueraient pas une preuve authentique des droits héréditaires, attaquant seulement par l'inscription de faux. Ce seraient de simples déclarations des intéressés eux-mêmes, consignées par le notaire, et qui pourraient

(1) PIGEAU, t. II, p. 598.

être toujours débattues par la preuve contraire, résultant même de simples présomptions (1).

Il nous semble bien que c'est le second point de vue qui est le seul vrai.

I. — A vrai dire la forme même de la rédaction de l'intitulé ne nous donne guère de renseignements sur la nature des énonciations contenues aux « *Qualités* ». Cependant, on peut remarquer qu'immédiatement après les noms des requérants, se trouvent déjà des indications sur les droits qu'ils réclament : « M. X..., époux survivant agit : 1^o comme ayant été commun en biens ; 2^o comme ayant-droit au bénéfice d'un préciput ; 3^o comme habile à recueillir l'usufruit de l'art. 767, etc... ». Ces énonciations ne sont-elles pas déjà des qualités ? Et alors pourquoi l'indication des qualités se trouverait-elle scindée en deux parties, si les énonciations étaient aux deux endroits de même nature ? Ne serait-ce pas que les énonciations dont nous venons de parler constituent de simples déclarations des parties tandis que sous le paragraphe « *Qualités* » se trouverait l'affirmation et la preuve authentique de droits héréditaires indiscutables ? Et, ne pourrait-on pas, à la rigueur, en conclure que ces « *Qualités* » font preuve par elles-mêmes et *erga omnes* des droits héréditaires du requérant jusqu'à inscription de faux ?

(1) Cass., 22 nov. 1869 ; 12 juill. 1874.

II. — En dehors de cette question de forme, où on pourrait voir une preuve du caractère authentique des énonciations constituant les « *Qualités* », il faut tenir compte de la tradition et de la jurisprudence. Or, cette tradition est constante. De tout temps il a été admis que l'inventaire, fait à la requête de celui qui a pris possession de la succession, établissait d'une manière satisfaisante envers les tiers les droits des héritiers (1). Et, actuellement, il est de pratique courante, devant bien des tribunaux et auprès de la majorité des administrations, que les énonciations contenues dans l'intitulé d'inventaire constituent une preuve complète des qualités héréditaires. L'intitulé d'inventaire donc « est par lui-même une preuve *légitime et authentique* du nombre et des qualités de tous les représentants du défunt » (2). Doit-on tenir pour rien la tradition et la jurisprudence ?

III. — Enfin on pourrait trouver encore un argument en faveur du caractère de preuve authentique des « *Qualités* » dans l'art. 6 de la loi du 28 floréal an VII concernant les mutations de rentes sur l'Etat par décès. Cette loi stipule que « le nouvel extrait d'inscription sera délivré à l'ayant-droit sur le simple rapport de l'ancien extrait d'inscription et d'un certificat de propriété. » Et l'art. 6 ajoute : « Le certificat qui sera rapporté... sera délivré par le notaire déten-

(1) FERRIÈRE, *Parfait notaire*, t. II, p. 185.

(2) *Dictionnaire du Notariat*. Voir *Intitulé d'inventaire*, n° 35626.

teur de la minute, lorsqu'il y aura eu *inventaire* ou partage par acte public... ». Donc, le fait que le notaire aura dressé un inventaire dans lequel il devra avoir établi les qualités héréditaires de l'ayant-droit, sera suffisant pour lui permettre d'affirmer, dans un certificat de propriété, que la rente appartient bien à l'héritier, et de requérir le directeur de la Dette inscrite de délivrer un nouvel extrait d'inscription au nom de celui-ci. C'est donc que le Trésor considère l'intitulé d'inventaire comme faisant foi absolue de la qualité de l'ayant-droit. Il y aurait là un texte formel permettant d'attribuer à l'intitulé d'inventaire le caractère d'une preuve authentique.

Il nous paraît cependant impossible d'admettre aucun de ces trois arguments :

1. — En ce qui concerne le premier, nous dirons que la différence qu'on veut voir entre les énonciations contenues sous le titre « *Qualités* » et les autres énonciations de l'intitulé n'est qu'apparente : l'ayant-droit, autre que l'héritier du sang, produisant au notaire, pour justifier de ses droits, un acte quelconque (testament, donation ou contrat de mariage), le notaire constate qu'il se présente comme agissant en vertu de tel acte qu'il énonce et dont, au besoin, il énonce également le contenu. Au contraire, il ne fait pas mention des pièces produites par l'héritier du sang. Mais pourquoi le notaire énonce-t-il seulement les titres du donataire

ou de l'époux commun et non celui de l'héritier du sang ? C'est seulement parce que l'héritier du sang n'a pas de titre à proprement parler : son titre, c'est l'acte de décès du défunt, c'est son propre acte de naissance, c'est le fait qu'il n'existe pas d'héritiers plus proches, qu'il est seul héritier de son degré, etc. . . . Mais il n'est pas possible d'en conclure qu'il s'agit de déclarations ayant une valeur différente. Il n'y a entre les énonciations des droits de l'un ou de l'autre qu'une différence de forme. Dans les deux cas, il s'agit de déclarations émanant du légataire ou de l'héritier.

Il arrive d'ailleurs souvent, par exemple lorsque l'inventaire est dressé à la requête de légataires, que ce sont les droits de ces légataires qui sont énoncés sous le titre « *Qualités* ». Il n'y a donc pas de différence entre ces deux façons d'énoncer les droits des parties, et on appelle couramment qualités l'ensemble formé par ces deux sortes d'énonciations.

Les mots « A la requête de . . . », par lesquels commence l'inventaire, prouvent bien qu'il s'agit des parties qui se présentent et qui *déclarent* (en produisant des pièces que le notaire énonce ou n'énonce pas, suivant qu'il le juge utile) les droits qu'elles prétendent à l'héritage, requérant le notaire de procéder en leur présence à l'inventaire.

II. — En second lieu, de ce que la jurisprudence

et la tradition sont constantes pour admettre ce mode de justifications devant les tribunaux et auprès des administrations débitrices de valeurs mobilières, il ne faut pas en conclure que les uns et les autres considèrent ce mode de preuve comme constituant une preuve authentique. Cela signifie simplement qu'elle met leur responsabilité suffisamment à couvert, ce qui est bien différent. Dans cette limite, les tribunaux et les administrations ont parfaitement raison. Mais nous pouvons nous étonner d'en voir tirer comme conséquence que « l'intitulé est par lui-même une preuve *légale et authentique* du nombre et des qualités de tous les représentants du défunt » (1).

III. — Enfin revenons sur l'art. 6 de la loi du 28 floréal an VII, et ne lui faisons dire que ce qu'il contient. Le législateur a pensé que l'intitulé d'inventaire constituait une présomption suffisante en faveur de la qualité de l'héritier pour permettre au notaire, détenteur de la minute, de délivrer un certificat de propriété basé sur cet acte, et pour autoriser le Trésor à se contenter de cette justification. Mais il ne s'ensuit pas que la loi confère par là à l'intitulé d'inventaire le caractère d'une preuve authentique. Nous ferons observer, au contraire, qu'à défaut d'acte notarié, l'art. 6 stipule que le certificat de propriété sera délivré « par le juge de paix du domicile du décédé, sur

(1) *Dictionnaire du Notariat, loc. cit.*

l'attestation de deux citoyens ». Or, cette attestation n'aura, à aucun degré, le caractère d'une preuve authentique.

Par conséquent, l'intitulé d'inventaire ne constitue pas une preuve authentique du droit héréditaire, et cela a été confirmé depuis longtemps déjà par la doctrine et par les instructions émanées des autorités judiciaires. Une décision du Ministre de la Justice, du 28 avril 1832, déclare que « l'inventaire a toujours été considéré comme un acte *indicatif* des qualités, et qu'il ne peut l'être qu'en réunissant les actes indispensables » (1). Une autre décision, du 3 avril 1837, considère que « l'inventaire ayant toujours été regardé comme un acte qui doit *établir* les qualités des héritiers, il ne peut être parfait qu'en y réunissant les actes indispensables..., que... les inventaires, *destinés surtout à établir les qualités des parties* et la situation active et passive des successions, intéressent plus spécialement les héritiers (2) ». Il y a loin de là à une preuve authentique des qualités héréditaires.

(1) *Journal des Notaires*, art. 7741. Cité par AUGAN, *Cours de notariat*, t. II, p. 176.

(2) *Ibid.*, n° 6427.

III. — Valeur juridique de l'intitulé d'inventaire.

L'intitulé n'est pas une preuve authentique. C'est cependant un acte notarié. A quoi s'attache donc la force probante que la loi reconnaît à cette sorte d'actes ?

L'intitulé d'inventaire, en sa qualité d'acte authentique, fait foi, jusqu'à inscription de faux, d'abord de sa propre authenticité, de l'identité des personnes qui se présentent devant le notaire, de la sincérité de la signature des parties. En dehors de ces faits, il fait foi de ce que le notaire atteste comme ayant été vérifié et contrôlé par lui « *de propriis sensibus, de visu et auditu* » de tout ce qu'il « déclare avoir vu et entendu, constaté et accompli » (1).

Quelles sont ces énonciations ?

Lorsqu'un donataire, lorsqu'un légataire se présente devant le notaire pour faire dresser un inventaire, afin d'établir sa qualité, et d'appréhender les biens héréditaires, il présente l'acte de donation, il produit le testament qui forme son titre. Le notaire constate qu'il agit à la requête de M. X. . . et énonce la donation ou le testament que celui-ci présente. L'existence de de ces actes est prouvée authentiquement.

(1) Cass., 18 févr. 1889 ; S., 89, 4, 161.

Bien plus, le notaire énonce le contenu de ces actes : il constate qu'il s'agit d'une donation en toute propriété, ou en usufruit, universelle ou seulement d'une quotité de la succession ; il énonce qu'il s'agit d'un legs universel, ou à titre universel, ou particulier. Toutes ces énumérations font preuve jusqu'à inscription de faux. Le notaire a en effet contrôlé non seulement l'existence de ces actes, mais encore il a vérifié leur contenu et en a déduit que M. X... avait bien la qualité de légataire universel en toute propriété, de donataire de moitié en usufruit (1).

S'il s'agit d'une personne mariée, présentant son contrat de mariage comme titre lui permettant de revendiquer les biens héréditaires, le notaire énoncera encore l'acte ; il constatera qu'il en résulte que l'époux survivant, étant marié, par exemple, sous le régime de la communauté, revendique tels biens pour sa part de ladite communauté, qu'il a droit à un préciput de... en vertu de son contrat, qu'une convention de mariage contenue dans le même acte lui permet de réclamer telle part des bénéfices communs, etc... Et ces énonciations auront une force authentique.

(1) Cependant il arrive très souvent que les administrations débitrices, à qui l'intéressé présente l'intitulé justificatif de sa qualité, demandent malgré l'énonciation du contrat de mariage, du testament, etc... et l'indication de leur contenu, la production de l'acte lui-même énoncé. Il nous semble que si cette production n'est demandée que pour vérifier l'exactitude des énonciations contenues à l'intitulé, elle peut être refusée à ces administrations.

Est-ce à dire que dans ces différents cas, la qualité de l'ayant-droit sera constatée d'une façon complète et authentique ? Non.

D'abord, rien ne prouvera que le titre pourra être exécuté conformément à son contenu, et que le donataire, par exemple, pourra appréhender la moitié des biens que lui octroie l'acte de donation. Il pourra y avoir lieu à réduction ; la quotité des biens à recueillir serait dans ce cas inexacte. De même, il pourra arriver que le préciput ne puisse pas s'exercer, si la communauté est mauvaise. La qualité de l'ayant-droit n'est donc pas constatée authentiquement d'une façon complète.

De plus, l'authenticité elle-même du titre représenté ne sera pas prouvée par l'énonciation du notaire : on a pu lui représenter un titre faux. Cependant, il existe une présomption en faveur de l'authenticité des pièces représentées : c'est l'habitude que doit avoir le notaire de la pratique des affaires et de l'examen des titres de preuve.

Enfin le notaire ne peut pas non plus se porter garant de la propriété des titres qu'on lui présente. Une personne peut se présenter produisant le contrat de mariage d'une autre personne pour laquelle elle se fait passer. Il est vrai encore ici qu'il est difficile de supposer que la partie soit dénommée d'une façon telle dans le titre représenté, qu'il ait été impossible de l'identifier avec l'ayant-droit qui se présente devant

le notaire, ayant-droit dont l'identité ne doit pas faire doute.

Quoi qu'il en soit, il n'est pas possible de dire que, dans le cas où le requérant représente un titre et où le notaire énonce ce titre et son contenu, la qualité héréditaire du requérant soit constatée d'une façon authentique. Ce qui se trouve prouvé jusqu'à inscription de faux, c'est une série de *faits* que le notaire a pu constater. En aucun cas, il ne constitue une preuve authentique parfaite. Ce ne sont jamais que des déclarations, entourées et vérifiées par des constatations authentiques, mais qui n'en gardent pas moins leur caractère primordial de simples déclarations.

Que dire maintenant des autres énonciations de l'intitulé d'inventaire, c'est-à-dire de celles qui ne sont pas contrôlées et complétées par l'énonciation d'un titre produit à l'appui des prétentions de l'ayant-droit ?

Il s'agit, par exemple, d'un père qui agit au nom et comme tuteur légal de son enfant mineur, ou bien comme ayant la jouissance légale des biens de son enfant, ou encore comme administrateur légal de celui-ci.

Il s'agit enfin de l'héritier du sang qui se présente comme étant le parent le plus proche habile à succéder.

L'énonciation de ces déclarations, sans mention de la production d'un titre, aura-t-elle une force pro-

bante authentique? Non. La déclaration sera authentiquement constatée, c'est-à-dire que le *fait* que l'ayant-droit a fait une telle déclaration sera prouvé jusqu'à inscription de faux, mais la véracité de cette déclaration ne pourra faire pleinement foi à l'égard des tiers détenteurs de valeurs héréditaires.

Cependant, sans faire foi jusqu'à inscription de faux, ces déclarations ont une certaine autorité comme moyen de preuve. La circonstance qu'elles ont été faites en présence de l'officier public et la gravité qui ressort de leur relation dans un acte authentique, fait présumer de leur sincérité : elles sont considérées, jusqu'à preuve du contraire, comme l'expression de la vérité, en ce sens que pour contester cette sincérité, on devra faire la preuve de leur simulation, conformément au droit commun (1).

Mais encore, quelle est cette vérité dont les qualités font foi jusqu'à preuve du contraire? Il ne peut s'agir de l'exactitude du droit de l'héritier, mais seulement : d'une part, de sa bonne foi à prétendre ce droit et, d'autre part, de la vraisemblance de son droit, contrôlé et vérifié par le notaire, dans la mesure du possible. Et c'est à cette conclusion qu'il nous faut aboutir : nous ne trouvons pas dans l'intitulé d'inventaire une preuve proprement dite, mais une simple affirmation réputée sincère et vraisemblable de la qualité de l'héritier.

(1) Cass., 26 juin 1883, S., 84, 1, 367.

En pouvait-il être autrement d'ailleurs ? Non. Il n'est pas possible à l'héritier du sang de prouver d'une façon matérielle qu'il a seul droit d'appréhender la succession ; il ne lui est même pas permis, le plus souvent, d'en avoir la certitude. S'il est enfant du défunt, peut-il justifier matériellement qu'il est le *seul* enfant du défunt ? Peut-il savoir même s'il n'existe pas d'enfant naturel venant en concours avec lui ? S'il est héritier au deuxième ou troisième degré, peut-il justifier ou même avoir la certitude que ses droits ne sont pas primés par ceux d'un héritier plus proche ? S'il s'agit d'un donataire, ou d'un légataire, peut-il savoir si la donation ou le testament n'ont pas été révoqués par une disposition ultérieure du défunt ? Est-il jamais sûr qu'un héritier réservataire, ignoré de lui, ne se présentera pas pour obtenir la réduction de la donation ou du legs ?

Le notaire, s'il a les moyens de préciser les déclarations de l'héritier, s'il peut lui indiquer l'étendue et les limites de son droit héréditaire n'a pas plus que lui le pouvoir de faire la preuve de ce droit. Son contrôle ne peut s'exercer que sur les éléments qui lui sont fournis, et sa certitude ne peut aller au delà de celle de l'héritier.

Au surplus, les termes mêmes employés dans l'intitulé sont bien une indication du caractère provisoire des énonciations qui y sont contenues : « ... sans que les qualités sus-exprimées puissent préjudicier en

rien à qui que ce soit, mais, au contraire, sous toutes réserves... ». Le notaire insère ainsi dans son acte les réserves les plus complètes et les plus formelles en ce qui concerne les déclarations reçues par lui.

Quelle est donc, dans l'échelle des preuves, la valeur de cette *simple affirmation réputée sincère et vraisemblable*? Il nous semble bien qu'on ne peut, en définitive, lui donner que la force d'une présomption. *C'est une conséquence que le notaire tire de certains faits qu'il est à même de vérifier à un autre fait qui lui est inconnu*, à savoir la qualité héréditaire de l'héritier (art. 1349 C. civ.).

Cette présomption elle-même, quelle est sa force juridique? Il ne s'agit pas d'une présomption légale; or, en dehors des présomptions établies par la loi, l'art. 1353 du Code civil stipule qu'elles sont abandonnées « *aux lumières et à la prudence des magistrats* » et recommande à ceux-ci « *de n'admettre que des présomptions graves, précises et concordantes* ». Or, peut-elle constituer une présomption grave, cette déclaration de l'héritier lui-même, venant dire au notaire qu'il est seul ayant-droit au patrimoine du défunt? cette justification émanant de l'intéressé lui-même, qui la requiert? Est-elle précise, cette déclaration, au sujet de laquelle il peut n'avoir, ainsi que nous venons de le voir, aucune certitude? Est-il possible de lui appliquer l'épithète de concordante, cette déclaration unilatérale d'un héritier qui témoigne dans

sa propre cause ? Disons-le, cette déclaration non seulement nous semble d'une valeur juridique très faible, mais encore singulièrement suspecte. Et la force probante de l'intitulé d'inventaire nous paraît de ce chef tout à fait rabaisée.

On conçoit, dans ces conditions, que l'usage de l'intitulé d'inventaire comme pièce justificative de la qualité héréditaire se trouve relativement restreint. Il est surtout et presque uniquement employé par l'héritier pour arriver à se saisir d'une créance successorale (1). Le débiteur, pour faire un paiement valable, demandera à l'héritier de produire cet intitulé d'inventaire lui permettant de présumer qu'il a bien affaire à l'ayant-droit de son créancier. Mais en dehors de ce cas, cette pièce est regardée comme tout à fait insuffisante.

Supposons, par exemple, qu'une personne intente une action en pétition d'hérédité réclamant des biens dépendant d'une succession, à l'encontre d'un tiers en possession de ces biens et qui se prétend aussi héritier ; la production d'un intitulé d'inventaire ne suffira certainement pas au demandeur pour prouver sa qua-

(1) L'héritier, vendeur d'un immeuble successoral, est aussi obligé de justifier à son acquéreur de la transmission régulière de la propriété du bien vendu en remontant à 30 ans en arrière ; il justifie de sa qualité héréditaire, c'est-à-dire de l'acquisition régulière de la propriété en sa personne, au moyen d'un intitulé d'inventaire. Mais ici la preuve de cette qualité n'est qu'accessoire, car l'acquéreur a d'autres garanties : l'action résolutoire ou en folle enchère, la transcription, son action personnelle contre le vendeur en garantie, etc...

lité et se faire mettre en possession des biens héréditaires.

Supposons une action en réclamation ou en contestation d'état. L'enfant qui réclame l'état d'enfant légitime ou à qui on conteste cet état, ne pourra pas apporter comme preuve de sa filiation, lorsque son père est décédé, l'intitulé d'inventaire constatant qu'il est seul enfant légitime du défunt. La loi, en effet, n'admet que trois modes de preuve pour la filiation légitime qui sont : l'acte de naissance, la possession d'état et la preuve par témoins.

L'intitulé d'inventaire sert donc exclusivement à prouver la qualité d'*héritier apparent* à l'égard d'un tiers débiteur ou détenteur de biens mobiliers faisant partie de la succession.

Mais, en définitive, on ne peut lui demander plus et le but poursuivi est obtenu s'il permet à l'héritier d'invoquer le titre d'héritier apparent. En effet, cette qualité lui suffira pour appréhender les valeurs ou créances de la succession, car les tiers débiteurs ou détenteurs se trouvent complètement garantis par les termes de l'art. 1240 du Code civil. « Le paiement fait de bonne foi à la personne qui est en possession de la créance est valable encore que celle-ci en soit par la suite évincée. Tel est le cas où le paiement est fait à un héritier apparent qui, ultérieurement, s'est trouvé exclu de l'hérédité par un héritier plus proche » (1). Le

(1) AUBRY et RAU, t. IV, § 317.

débiteur, en demandant à l'héritier la justification de sa qualité, s'assurera qu'il traite bien avec l'*héritier apparent* : cette précaution sera nécessaire pour éviter que sa bonne foi ne soit mise en doute, et elle sera suffisante pour lui permettre de faire ainsi un paiement qui le libérera définitivement. Les héritiers énumérés à l'intitulé d'inventaire ne seraient-ils pas les véritables et uniques héritiers, que la responsabilité des compagnies ou administrations débitrices n'en serait pas moins à l'abri. Dans ces limites, l'intitulé d'inventaire constitue donc un mode de justification parfait de la qualité d'héritier.

On pourra s'étonner que l'art. 1240 permette ainsi à un héritier de s'emparer d'une fortune mobilière entière, sans avoir à justifier d'un autre titre que de celui d'héritier présumé ou apparent. Et il est certain qu'il y a danger à permettre la transmission définitive de biens souvent considérables à une personne qui n'est peut-être pas l'héritier. Mais n'oublions pas que cette transmission rapide de la propriété mobilière est précisément un des caractères spécifiques de la richesse actuelle, et qu'il y a un intérêt de premier ordre à faciliter ainsi le nombre et la rapidité des transactions mobilières : le plein épanouissement de l'activité commerciale et industrielle d'une nation ne peuvent s'obtenir qu'à ce prix. A vrai dire ce n'est pas là la raison qui a inspiré les auteurs du Code civil, qui se sont attachés surtout à la transmission régulière des immeu-

bles et ont considéré comme secondaire la nécessité d'assurer au propriétaire légitime la possession des meubles successoraux. Mais, si les raisons qui le justifient ont changé, l'art. 1240 n'en énonce pas moins, aujourd'hui encore, un principe dont les résultats sont féconds au point de vue de la transmission des hérités mobilières.

Dans tout ce qui précède, nous nous sommes uniquement occupés de la valeur de l'intitulé d'inventaire, en tant que preuve de la qualité d'héritier à l'égard des tiers. Cette force probante est-elle la même à l'égard des cohéritiers eux-mêmes?

Supposons un intitulé d'inventaire constatant l'existence de deux héritiers. L'un de ces héritiers pourrait-il refuser à l'autre la remise d'un bien héréditaire dont il est détenteur, en s'appuyant sur ce que l'intitulé ne constitue qu'une présomption vague et non une preuve complète et suffisante de sa qualité? Nous ne le croyons pas. L'intitulé d'inventaire fait foi absolue de la qualité héréditaire entre cohéritiers, et l'un d'eux ne peut invoquer à l'égard de l'autre l'insuffisance de la preuve constituée par l'intitulé d'inventaire. Ainsi, il a été jugé qu'aucun des héritiers ne peut critiquer le paiement fait à l'un d'eux par un débiteur héréditaire, en conformité de la liquidation intervenue entre tous les héritiers, sous prétexte que l'*accipiens* n'a pas suffisamment justifié de ses droits héréditaires par l'intitulé (1).

(1) Trib. Seine, 12 juin et 9 août 1886.

Qu'en conclure, sinon qu'il y a là une analogie certaine avec le contrat (authentique ou sous seing privé). En effet « ce contrat fait foi entre les parties » (art. 1320). De même « l'inventaire régulier fait foi entre les parties de toutes les énonciations qu'il contient, lesquelles ne peuvent pas être détruites par des présomptions. » (1) Bien mieux : « Un inventaire irrégulier, même sous seing privé... pourra faire foi de ses énonciations entre les parties qui l'ont dressé. » (2)

Une autre analogie s'impose également : c'est celle de la force probante de l'intitulé d'inventaire avec l'autorité de la chose jugée. La qualité prise dans un intitulé par un héritier est opposable à son co-héritier également requérant à l'inventaire, et à lui seul ; de même qu'un jugement attribuant la succession à un héritier demandeur serait opposable au demandeur et à lui seul : car la foi due à ce jugement ne ferait pas obstacle à la reconnaissance des droits d'un héritier plus proche se présentant ultérieurement. Le tribunal, appelé à statuer sur une demande en pétition d'hérédité, joue donc un peu le même rôle que le notaire, appelé à rédiger sur les déclarations et les justifications fournies par les ayant-droit, le tableau de leurs qualités héréditaires.

L'intitulé d'inventaire est, en résumé, au point de vue de la force probante, un acte dans lequel se trouvent

(1) Cass., 2 déc., 1835, S., I, 824.

(2) Cass., 13 juill. 1828, S. Chr.

réunis des éléments très divers : certaines de ces énonciations ont le caractère de preuve authentique ; d'autres ne sont opposables qu'aux parties entre elles, à la façon d'une convention sous seings privés ou d'une décision judiciaire passée en force de chose jugée ; d'autres enfin, et des plus importantes, ne sont que des déclarations constituant une simple présomption, à la façon d'un témoignage qui émanerait de l'intéressé lui-même.

IV. — Rôle et responsabilité du notaire.

A. — Rôle du notaire.

Examinons le rôle du notaire rédacteur de l'intitulé d'inventaire ; ce rôle devra délimiter exactement la responsabilité qu'il encourt.

Lorsqu'un notaire est requis par son client de dresser un intitulé d'inventaire constatant sa qualité héréditaire, il enregistre ou suscite les déclarations de celui-ci concernant les énonciations qu'il juge utile de consigner dans son acte.

D'abord il s'informe de l'identité de la personne décédée et de son état civil ; puis de la date et du lieu du décès. Il arrive, le plus souvent, que le notaire a eu personnellement connaissance du décès, et qu'il connaît d'une façon précise la personne du défunt. D'abord, et surtout en province et dans les campagnes, les liens

d'intimité qui se créent entre le notaire et sa clientèle lui permettent d'avoir à cet égard une connaissance complète et une certitude presque absolue. En dehors de ces liens directs, il peut de plus être avisé du décès soit par l'envoi du « billet de faire-part », soit par les renseignements des amis ou du public, qui forment autant de témoignages indirects sur ce point. Dans ces conditions, le notaire recueille purement et simplement les déclarations de l'ayant-droit sans lui demander aucune justification, pas même la production de l'acte de l'état civil constatant le décès.

Puis, le notaire s'enquiert des héritiers du sang laissés par le défunt, de leur existence et de leur nombre. Ici encore les relations personnelles du notaire avec la famille du décédé le dispenseront dans bien des cas de demander aucune justification à l'héritier. D'ailleurs ces renseignements peuvent résulter d'actes se trouvant parmi ses minutes ; ainsi les qualités des héritiers d'une veuve non remariée pourront se trouver indiquées dans l'intitulé de l'inventaire dressé après le décès du mari. Enfin il peut aussi posséder nombre d'indications résultant de notes émanées du défunt ou de sa famille, de correspondances échangées, etc. Dans tous ces cas, il apprécie si sa connaissance de la filiation des héritiers du sang est suffisamment établie, demande les justifications complémentaires et les pièces d'état civil qui lui semblent utiles.

Le notaire s'inquiète ensuite des dispositions entrevifs ou testamentaires pouvant émaner du défunt. Il se fait représenter le contrat de mariage ou l'acte de donation instituant un donataire de tout ou partie des biens successoraux ; il fait déposer au rang de ses minutes par le Président du Tribunal le testament instituant un légataire, ou il se fait représenter l'expédition du dépôt effectué chez un autre notaire. Il examine le titre qui lui est présenté et se rend compte des stipulations qu'il contient.

Enfin, le notaire s'informe de la capacité des ayant-droit à la succession. Si le défunt laisse un époux survivant, il se fait représenter le contrat de mariage. S'il laisse des filles mariées, il demande également le contrat de mariage de celles-ci. S'il y a un héritier mineur, il recherche le tuteur et le subrogé-tuteur, se fait apporter l'expédition de la réunion du conseil de famille ayant pourvu à leur nomination ; de même pour un interdit. S'il y a parmi les ayant-droit un failli, il demande la production du jugement déclaratif de faillite. Il vérifie toutes ces pièces, examine leur contenu et demande le concours des personnes qu'il lui paraît utile d'appeler pour sauvegarder les droits des héritiers.

Après ces préliminaires, et à l'aide des renseignements qu'il a recueillis, il dresse l'intitulé d'inventaire et y énonce les droits auxquels prétendent les parties, avec l'indication des titres produits par elles, et des

quotités auxquelles les héritiers du sang ont droit dans la succession.

On voit que ces opérations nécessitent un travail personnel du notaire. Elles ne consistent pas en effet seulement à recueillir et constater par écrit les réclamations des ayant-droit. Mis en présence des pièces qui lui sont produites, il faut non seulement qu'il en contrôle rapidement l'authenticité ou la valeur probante, mais encore qu'il en analyse le contenu. Recevant la déclaration de ses clients sur leur filiation, il faut qu'il sache en conclure d'une façon certaine à quelles personnes appartient le patrimoine successoral et à quelle quotité pour chacun. Lorsque les héritiers du sang viennent en concours avec un légataire ou donataire, il faut qu'il sache de quelle façon et dans quelle mesure pourra s'exécuter la libéralité, ou du moins qu'il réserve à cet égard les droits de toutes les parties.

En premier lieu donc, le notaire doit se livrer à une vérification et à un contrôle personnels des déclarations des requérants. Ce premier travail d'appréciation a toujours été considéré comme étant un des rôles essentiels du notaire. « Lorsque, dit Merlin, il se présente un inconnu qui se prétend héritier et dont la prétention n'a pour base aucun titre apparent, aucune possession d'état, doit-il être admis à l'inventaire ? Le Parlement de Paris a jugé que non par arrêt du 4 juillet 1759. Il s'agissait de savoir si un

particulier nommé Duglos qui se disait frère d'un sieur Duclos d'Orgeval devait assister à l'inventaire des biens de ce dernier : M. l'avocat général Séguier observa que quand des personnes se présentaient comme *parens* connus et en possession de la parenté, on ne devait admettre que ceux qui, sans une possession de parenté, représentaient au moins des titres colorés (1). Il paraît que la Cour a adopté ce principe ; et en effet, parce que Duglos ne prouvait pas la moindre liaison avec le défunt dont il se disait frère, tandis que d'autres particuliers prouvaient être ses cousins germains et avoir été reconnus tels, et surtout parce que l'extrait baptismal du défunt le nommait Nicolas Duclos et non pas Nicolas Duglos, comme son soi-disant frère voulait qu'il fût nommé, la Cour, par arrêt du 4 juillet 1759, le débouta de sa demande qui tendait à ce qu'à sa requête et en sa présence il fût procédé à l'inventaire (2). »

Le notaire chargé de dresser l'inventaire, après avoir recueilli les déclarations de ceux *qui se disaient* cousins germains de Duclos, et de celui *qui se prétendait* frère du défunt, avait dû procéder au contrôle de leurs

(1) Un titre ou une provision colorée est une provision qui a la couleur et l'apparence d'un titre légitime, bien qu'elle puisse être arguée de nullité pour quelques défauts qui s'y rencontrent, et qui sont couverts par la possession paisible et triennale, pourvu qu'elle n'ait point été prise et retenue par force ou par violence (DRAPIER, *Recueil des principales décisions sur les matières bénéficiales*, I, 37).

(2) DENISART. *Collection de décisions nouvelles*.

déclarations au moyen de l'acte de l'état civil qu'il s'était fait représenter. Il avait conclu de cet examen que les seuls ayant-droit étaient les cousins germains, d'où le procès engagé par Duclos.

Il y a là par conséquent la trace d'une sorte d'enquête à laquelle se livre le notaire : sur cette enquête il prend une décision personnelle contre laquelle l'héritier se prétendant évincé ne peut se pourvoir qu'en justice. En une matière aussi traditionnelle, l'ancienneté de la décision rapportée constitue un témoignage certain, prouvant que la vérification et le contrôle des déclarations de l'héritier forment une partie essentielle de la mission du notaire.

En second lieu, le notaire est obligé de vérifier la régularité des titres qui lui sont présentés, et d'interpréter leur contenu. Ce travail consiste d'abord à s'assurer que le testament olographe, par exemple, produit par le légataire, paraît bien daté et signé de la main du testateur, qu'il n'a pas été modifié après coup par le défunt, ou falsifié par un ayant-droit lésé après le décès ; entendons bien d'ailleurs qu'il ne s'agit pas de trancher si le testament est valable au fond, ni même inattaquable quant à la forme, mais seulement de vérifier s'il présente toutes les conditions requises pour un testament régulier. De même pour un testament authentique, une donation, un contrat de mariage, un acte de l'état civil, etc. Cet examen de forme terminé, le notaire doit encore se rendre compte du

contenu du titre : il doit dire s'il s'agit d'un legs universel, d'un legs à titre universel, ou d'un legs particulier, il doit indiquer quels droits confère à l'époux survivant le contrat de mariage représenté. Rien n'est plus délicat souvent que de prendre partie sur ces questions d'où peuvent dépendre cependant l'intervention ou la non-intervention d'un ayant-droit.

En ce cas encore, le notaire n'a pas, bien entendu, à donner une interprétation définitive du contenu du titre ; en cas de désaccord sur les termes de l'acte, les tribunaux devront décider du sens véritable des textes ; mais ses connaissances juridiques, ses aptitudes professionnelles motivent ici son intervention et déterminent son rôle. Il doit éclairer ses clients sur leurs droits exacts au patrimoine successoral, leur indiquer ceux d'entre eux qui doivent être exclus de l'inventaire, ceux qu'il est nécessaire d'appeler, et en cas de doute sur les droits véritables des parties, prendre ses précautions pour laisser les choses en état afin que les droits de tous soient sauvegardés, si plus tard un procès intervient entre les différents héritiers.

La vérification et l'interprétation des titres des requérants constituent donc également un rôle essentiel incombant au notaire.

Enfin, en troisième lieu, après la vérification des déclarations et des titres de l'ayant-droit, le notaire a encore une tâche qui lui est bien personnelle. Elle consiste à établir le tableau de la dévolution successo-

rale. Cela suppose une connaissance souvent approfondie des textes de loi et de la jurisprudence relatifs aux successions et aux donations et testaments. Pour ne citer que deux cas, rappelons combien sont nombreuses les difficultés que fait naître la présence d'héritiers naturels en concours avec les héritiers légitimes ; et quelles inextricables complications résultent du conflit des disponibles à l'égard d'un époux et d'un étranger tous deux légataires. Encore une fois, le rôle du notaire ne sera pas de résoudre en dernier ressort toutes ces questions, mais il devra être suffisamment averti pour apercevoir les causes de procès, mettre en garde les parties et sauvegarder dans sa rédaction les droits de chacun des co-héritiers.

Le rôle du notaire dans la rédaction de l'intitulé d'inventaire n'est donc pas purement passif. Il ne se contente pas d'authentifier les déclarations des héritiers apparents ; il a un rôle actif et intervient personnellement dans la fixation des droits héréditaires. C'est la vérification et le contrôle des dires de ces héritiers apparents, ainsi que des pièces qu'ils présentent, qui lui permettent de déduire quels sont, d'après la loi et la jurisprudence, les droits véritables des parties.

B. — Responsabilité du notaire.

Etant donné ce rôle, et dans les limites que nous venons d'assigner à son activité professionnelle, quelle peut être la responsabilité civile du notaire, rédacteur de l'intitulé d'inventaire ?

La responsabilité du notaire est régie à la fois par le principe ordinaire de responsabilité civile tel qu'il découle des art. 1382 et 1383 du Code civil, et par l'art. 68 de la loi du 25 ventôse an XI qui reconnaît aux tribunaux par les mots « s'il y a lieu », un pouvoir général d'appréciation en ce qui concerne l'application de ce principe aux notaires (1).

D'après les termes de ces textes, on admet généralement que « les juges doivent condamner le notaire à des dommages-intérêts s'il a commis une faute grossière, une grande négligence ; et devront le décharger de toute responsabilité s'il ne s'agit que d'une négligence qui peut être rejetée sur la faiblesse humaine » (2). Par exemple, l'inobservation des formes prescrites par la loi pour les actes notariés engagera sa respon-

(1) « Tout acte fait en contravention aux dispositions contenues aux art. 6, 8, 9, 10, 14, 20, 52, 64, 65, 66 et 67 est nul s'il n'est pas revêtu de la signature de toutes les parties ; et, lorsque l'acte sera revêtu de la signature de toutes les parties contractantes, il ne vaudra que comme écrit sous signature privée : sauf dans les deux cas, *s'il y a lieu*, les dommages-intérêts contre le notaire contrevenant ».

(2) *Répert. de législ. du notariat*, t. I, p. 736.

sabilité; mais l'erreur commise par suite de déclarations peu explicites des parties ne pourra entraîner sa condamnation à des dommages-intérêts. Tel est d'une façon très générale, le principe qui régit la responsabilité notariale.

La cause de cette responsabilité est double, suivant qu'on considère l'une ou l'autre des deux faces de son rôle : en effet, tantôt il agit comme un simple rédacteur, recevant les déclarations et consignant ce qu'il a vu ou entendu ; tantôt il agit comme interprète et conseil de la volonté des parties, en raison de ses connaissances et de ses aptitudes professionnelles.

a) Responsabilité du notaire rédacteur.

Comme rédacteur de l'intitulé d'inventaire, le notaire peut voir sa responsabilité engagée soit en ce qui concerne la forme de l'acte, soit en ce qui concerne la capacité des parties.

Pour ce qui est de la forme de l'acte, la responsabilité du notaire n'a rien de spécial ; il ne s'agit pas d'un acte solennel, il n'est donc tenu que de respecter les formes ordinaires prescrites pour les actes notariés.

Le notaire devra, croyons-nous, assister personnellement à la signature de l'intitulé d'inventaire. Le principe est, en effet, que l'acte dressé par un clerc, en l'absence du notaire, est entaché d'une nullité qui peut

engager la responsabilité de celui-ci (1). Mais une pratique constante admet que la présence réelle du notaire n'est indispensable qu'au cas où l'acte ne serait pas valable comme acte sous seing privé. Or, si l'inventaire n'est pas un acte solennel soumis à des formes spéciales imposées par la loi, du moins, la forme authentique elle-même est-elle bien obligatoire pour sa rédaction. L'art. 943 du Code de Proc. civ. dit en effet : « Outre les formalités communes à tous les actes devant notaires, l'inventaire contiendra, etc... ». Or, si la forme authentique est nécessaire pour conférer à l'acte l'existence légale, l'héritier qui éprouvera un préjudice par suite de l'irrégularité de l'intitulé qui constate sa qualité héréditaire, sera fondé à actionner le notaire en indemnité (2).

Mais dira-t-on, l'intitulé d'inventaire, nul en tant qu'acte authentique, vaudra entre les parties comme acte sous seing privé. Toutefois, et quoi qu'il nous ait paru que l'intitulé d'inventaire avait quelque analogie avec une convention rédigée entre les parties (il fait foi entre les parties des énonciations qu'il contient, même s'il est irrégulier. — V. *suprà*, p. 39), en définitive, cependant, il s'agit là non d'un contrat synallagmatique, mais d'un procès-verbal rédigé par un officier public. C'est en tant que constatées officiellement par le notaire

(1) Pau, 13 juill. 1886 ; S., 1887, 2, 63 ; — Chambéry, 20 févr. 1888.

Voyez en effet : Cass., 1^{er} juin 1840 ; S., 1840, 1, 495.

que les déclarations des parties pourront avoir une valeur à l'égard des tiers et permettre à l'héritier d'obtenir la remise des biens mobiliers composant l'hérédité.

La présence réelle du notaire nous paraît donc indispensable à l'intitulé, même en dehors du cas où il se trouve un mineur parmi les ayant-droit, ou du cas de scellés, cas dans lesquels la présence réelle du notaire présente alors un intérêt moral incontestable.

Pour ce qui est de la capacité des parties, le notaire peut voir sa responsabilité mise en jeu au sujet de la *capacité générale* de l'héritier en tant que personne apte ou non à intervenir dans un acte notarié, et au sujet de sa *capacité héréditaire* en tant que personne appelée ou non à la succession ouverte.

L'art. 2 de la loi de ventôse an XI oblige le notaire à s'assurer de l'identité et de l'état civil des parties. Aussi doit-il être déclaré responsable lorsque, par suite d'une erreur sur cette identité ou cet état civil, l'acte dressé par lui se trouve nul. La loi n'exige pas trop de lui en imposant cette sanction à sa négligence ; en effet, elle lui offre le moyen au cas où il ne lui est pas possible, ou même seulement facile, de vérifier cette identité, de mettre sa responsabilité à couvert ; il se fera attester le nom, l'état et la demeure des parties « par deux personnes majeures connues de lui, sachant signer, et ayant les mêmes qualités que celles requises pour être témoin instrumentaire. »

Mais il semble bien que c'est seulement reculer d'un

degré la responsabilité et non la supprimer, car le notaire sera responsable de la qualité des témoins qui viendront faire cette attestation. Il lui sera bien facile de s'assurer que ces témoins sont majeurs, savent signer et sont domiciliés dans l'arrondissement communal où est passé l'acte ; mais il pourra arriver que ces témoins ne soient pas « connus du notaire. » Ce sera même le cas général. Dans ce cas comment le notaire fera-t-il pour se mettre à couvert ? (1).

La jurisprudence en cette matière laisse au juge un très large pouvoir d'appréciation pour examiner si le notaire s'est assuré que les témoins offraient des garanties sérieuses de moralité et de sincérité (2). Ainsi le notaire qui se ferait attester l'identité et la l'état-civil d'une partie par un parent ou un allié au degré prohibé de cette partie, commettrait une faute engageant sa responsabilité (3). Au contraire, il ne commettrait pas de faute si « par suite des exigences de la pratique et à défaut des modes de preuves indiqués par la loi, il avait été réduit à s'assurer de l'identité d'une partie au moyen de témoins certificateurs qui lui étaient totalement inconnus, ou même à

(1) On a dit que « les témoins certificateurs étaient au choix des parties qui seules devaient amener devant le notaire des personnes qui les connaissent » (PAGÈS, *De la responsabilité des notaires*, p. 73). Cependant l'art. 2 de la loi de ventôse est formel et le notaire doit, sous peine de responsabilité, s'assurer autant que possible de la capacité des témoins certificateurs (ELOY, t. I, n° 377 ; BAUBY, n° 190).

(2) Voyez par exemple : Paris, 29 janv. 1847 ; D., 1847, 4, 423.

(3) RUTGEERTS, t. II, n° 413.

l'aide de papiers personnels en bonne et due forme » (1). On peut voir par ces opinions combien est large le pouvoir d'appréciation des juges du fait.

Ajoutons qu'en pratique, nous n'avons jamais vu de témoins certificateurs intervenir dans un intitulé d'inventaire pour attester l'individualité et l'état civil de l'héritier.

Il ne s'agit pas dans ce qui précède de la capacité proprement dite des parties, mais seulement de leur individualité. Le notaire est-il garant de cette capacité? La majorité des décisions de la jurisprudence tient pour la négative (2). Mais quelques auteurs (3) et quelques décisions de jurisprudence (4) obligent le notaire à s'assurer de la capacité des parties.

Remarquons que le notaire n'a pas ici la ressource de se faire attester cette capacité par des témoins certificateurs. Beaucoup de notaires cependant requièrent cette attestation des témoins en même temps que celle de l'identité, mais elle ne peut, croyons-nous, avoir aucune valeur juridique. C'est la responsabilité des parties seules et s'il y a lieu celle du notaire qui est en jeu.

La question de fait joue donc un grand rôle en cette matière et une liberté complète est encore laissée ici

(1) MATHIEU, n° 157.

(2) Trib. de Vienne, 20 févr. 1862; — Trib. de Metz, 17 juin 1863; — Trib. de Dijon, 12 avril 1880.

(3) ÉLOY, t. I, n° 364.

(4) Trib. de Nevers, 4 août 1896.

aux Tribunaux pour s'assurer s'il y a eu faute lourde de la part du notaire dans l'énonciation de la fausse capacité des parties.

Quoi qu'il en soit, il arrive la plupart du temps que les vérifications faites par le notaire pour s'assurer de la capacité *héréditaire* de l'héritier l'amènent à s'assurer accessoirement de sa capacité *générale*. Mais il arrive souvent que ces éléments de vérification manquent et que le notaire est obligé de s'en rapporter à la bonne foi de son client pour l'une et l'autre capacités. Dans ce cas, sa responsabilité peut se trouver facilement mise en jeu par le fait d'un client inconnu en qui il aura eu trop confiance.

Du chef de la capacité générale de l'héritier, le notaire est donc responsable du préjudice causé lorsqu'il y a eu de sa part négligence manifeste : s'il a dressé un intitulé d'inventaire à la requête d'un héritier mineur se disant majeur et sans appeler le subrogé-tuteur (1) ; d'une femme mariée se disant célibataire, veuve ou divorcée, sans appeler son mari (2) ; d'un commerçant ayant caché son état de faillite, sans que le syndic intervienne ; d'un établissement public non muni des autorisations nécessaires (3), etc...

Outre la *capacité générale* de l'héritier, le notaire se préoccupe de sa *capacité héréditaire*. Quelle est sa responsabilité dans la vérification de cette qualité?

(1) Cf. Rouen, 14 mai 1864 (*Journal des notaires*, art. 12352).

(2) Cl. Trib. Seine, 27 janv. 1869 ; S., 1869, 2, 56.

(3) Cf. Trib. Mortain, 31 déc. 1864 ; — Trib. Chambéry, 21 déc. 1889.

On a dit parfois que le notaire n'était pas obligé de procéder à la vérification des qualités des parties et que sa responsabilité de ce chef ne serait engagée qu'en cas de dol ou de fraude (1). Ainsi il a été jugé que le notaire rédacteur d'un contrat de vente n'est pas responsable de ce que le vendeur, n'ayant pas été interpellé par lui sur le point de savoir s'il était marié, l'acquéreur, croyant à tort celui-ci célibataire, a payé son prix sans remplir les formalités de purge légale (1). On pourrait en conclure dans la matière qui nous occupe que le notaire n'est pas responsable des erreurs concernant la qualité prise par l'héritier dans un intitulé d'inventaire.

Il nous semble bien cependant qu'il y a lieu de faire une distinction.

Le notaire est certainement responsable quand la qualité qu'il énonce résulte d'un titre qu'il a entre les mains et qu'il a énoncé dans son acte. Il lui a été présenté le contrat de mariage de l'époux survivant, l'acte de naissance du fils héritier ; il énonce ces actes ; il est certainement responsable d'une erreur dans l'établissement des droits qui en découlent directement. Car alors, il y a eu véritablement faute lourde de sa part ; en effet on ne conçoit pas un notaire ayant eu sous les yeux l'acte de naissance du fils

(1) LORET, t. I, p. 237 ; — BAUBY, p. 179 et s.

(2) Orléans, 24 juill. 1836 ; S., 1836, 2, 461.

héritier, par exemple, et lui donnant la qualité de frère du défunt dans l'intitulé d'inventaire.

Mais, lorsque la qualité qu'il énonce est une simple déclaration émanée de l'héritier, sans qu'aucun titre justificatif soit mentionné, il peut sembler naturel qu'on le décharge de toute responsabilité dans l'établissement des qualités héréditaires.

Le notaire ne peut-il pas, cependant, se trouver encore responsable en partie dans ce dernier cas, de la qualité invoquée par les requérants ? Nous croyons qu'il faut répondre par l'affirmative.

En effet, il ne faut pas oublier que ces requérants, parties à l'inventaire, sont censés connus personnellement du notaire, qu'en tout cas leur identité a dû lui être attestée par des témoins connus de lui. Dans ces conditions, le tiers, qui accepte de l'héritier l'intitulé d'inventaire comme établissant sa qualité, n'est-il pas en droit de considérer comme tout à fait sérieuse l'énonciation contenue dans cet acte ? Ne doit-il pas juger la déclaration de l'héritier, reçue par le notaire, comme émanant du notaire lui-même ; et celui-ci ne la couvre-t-il pas de son autorité morale d'officier ministériel, responsable en quelque manière de la sincérité de son client ? Il ne serait pas bon, bien entendu, d'élargir outre mesure cette responsabilité particulière : notamment elle ne devrait pas être étendue en dehors des limites très restreintes dans lesquelles l'intitulé d'inventaire constitue une justifi-

cation de la qualité héréditaire à l'égard des tiers. Mais il nous semble qu'admettre ici un principe de responsabilité, ne peut qu'être de nature à augmenter le prestige de la fonction du notaire, dont le devoir ne consiste pas seulement à recevoir passivement et sans contrôle les déclarations émanées de ses clients.

Au reste, cette confiance dans la seule affirmation du notaire en dehors de tout acte authentique n'existe-t-elle pas en fait ? Les établissements publics, lorsqu'une justification de qualité leur paraît incomplète, ou lorsque l'opération roule sur des valeurs ou des sommes peu importantes, se contentent bien souvent d'une simple lettre signée du notaire pour rectifier ou compléter la justification produite, ou même pour dispenser totalement de la fourniture des justifications demandées. Nous sommes donc en droit de conclure que, si la seule parole du notaire possède une semblable autorité en dehors du contenu même des actes notariés, *a fortiori* elle peut et doit, en ce qui concerne les énonciations des actes rédigés par lui, être la source d'une responsabilité correspondante.

β) *Responsabilité du notaire, interprète et conseil.*

Nous ne pouvons qu'effleurer ici la nature de la responsabilité notariale. Par l'effet du principe posé dans l'art. 1240, qui met à l'abri les tiers traitant avec

l'héritier apparent, la jurisprudence est à peu près muette en cette matière, et la doctrine l'est tout à fait. Cependant, essayons de montrer qu'il y a place pour une part de responsabilité incombant au notaire interprète et conseil dans la rédaction de l'intitulé de l'inventaire.

Nous avons vu que le notaire, dans l'établissement des qualités héréditaires, joue un rôle actif et personnel. Lorsque les ayant-droit lui présentent un titre (contrat de mariage, donation, etc.) ou lorsqu'ils lui indiquent les faits générateurs de leurs droits, le notaire doit être en mesure d'indiquer à chacun d'eux la valeur et l'étendue exacte de ces droits. Il doit pouvoir interpréter ces actes ou ces faits en se conformant aux lois établies, et donner en conséquence aux parties les conseils qu'il croit utiles (avantage qu'il y a à accepter telle libéralité, à renoncer à telle qualité pour s'en tenir à telle autre, etc.). Cela suppose, en un mot, de la part du notaire, des connaissances juridiques telles, qu'il ne lui arrive pas de commettre de trop graves erreurs de droit.

Autrefois la jurisprudence considérait le notaire comme absolument irresponsable de toute erreur ou omission portant sur le fond du droit, excepté en cas de dol (1). Aujourd'hui la solution est bien différente : elle fait supporter au notaire les conséquences préju-

(1) Cass., 22 déc. 1840 ; S., 181, 1, 39.

diciables de toutes les nullités commises dans leurs actes, même de celles se rattachant au fond du droit, mais elle les décharge lorsque la nullité est le résultat d'une erreur portant sur un point difficile et controversé (1) ou lorsqu'il s'agit d'une question neuve (2).

Malgré les restrictions de la jurisprudence actuelle, il y a là pour le notaire une source de responsabilités nombreuses. Lorsque l'époux survivant ou l'héritier présente au notaire un contrat de mariage rédigé dans des termes ambigus, ou même simplement dont les clauses ne sont pas courantes (certains régimes dotaux, régime de communauté universelle, etc...), celui-ci ne devra-t-il pas, après un examen attentif du titre présenté, prendre parti sur la signification exacte de ces clauses et faire agir le requérant dans des qualités souvent difficiles à déterminer ? De même, si le défunt laisse des héritiers éloignés et nombreux, il aura à mettre en jeu et à résoudre des questions ardues et souvent compliquées, par exemple s'il s'agit d'enfants naturels, de représentation, de quotités délicates à calculer. Dans tous ces cas, ses connaissances professionnelles seront mises à l'épreuve et sa responsabilité engagée par une négligence.

Cependant, dira-t-on, il ne sera responsable qu'en

(1) Cass., 17 août 1869; S., 1869, 1, 396; — Trib. de Fontainebleau, 14 août 1961; Trib. de Péronne, 20 janv. 1890; — Trib. d'Amiens, 12 nov. 1890.

(2) Trib. de Bordeaux, 17 nov. 1879.

cas de faute lourde. Oui, mais bien souvent la gravité de la faute sera proportionnée à la gravité des conséquences qui résulteront de sa négligence. Or, la liquidation et le partage définitifs de la succession seront basés sur les qualités exprimées dans l'intitulé d'inventaire. Il en pourra résulter une attribution erronée de valeurs et de biens souvent considérables. Si la négligence première a été légère, les conséquences plus ou moins reculées pourront en être très graves. Ne serait-il pas juste, dans ces conditions, de dire qu'une partie de la responsabilité de ces erreurs désastreuses repose sur le notaire, et que le co-partageant lésé a recours contre lui ?

C'est bien, en effet, le notaire qui se trouve être la seule cause de sa lésion. Lorsque l'héritier s'est présenté devant lui, il ne lui a pas spontanément déclaré qu'il agissait avec tels et tels droits déterminés par son régime matrimonial, qu'il revendiquait pour telle quotité compliquée la succession ouverte. C'est le notaire qui, *interprète* du titre qui lui a été soumis et des règles juridiques particulières gouvernant les successions, lui a donné le *conseil* de se présenter avec la qualité que, de fait, il a revendiquée à l'inventaire. Sa qualité est donc bien en partie l'œuvre du notaire qui doit supporter la responsabilité résultant de sa fausseté.

En résumé, nous ne croyons pas qu'il faille décharger le notaire de toute responsabilité en matière d'inti-

tulé d'inventaire. Même en dehors de la faute lourde et du dol, en présence desquels sa responsabilité ne fait pas doute, il y a lieu d'instituer une responsabilité à la charge du notaire lorsque, par suite de son ignorance ou de sa négligence, il a causé à l'héritier un préjudice grave. Notamment en ce qui concerne le contrôle des déclarations des parties, il n'est peut-être pas mauvais de rendre le notaire responsable, s'il n'a pas exigé de l'héritier les justifications, ou tout au moins les explications suffisantes sur les faits servant de base à ses droits. La jurisprudence s'était jadis engagée dans cette voie en déclarant que « le notaire devait exiger que tout individu qui se présente à l'inventaire en prétendant être l'héritier présomptif ou légataire, prouve sa qualité et ses prétentions par la production d'un titre apparent (actes de l'état civil) ou d'une possession d'état » (1). Le conseil est excellent ; trop souvent les qualités héréditaires sont établies par le notaire dans l'intitulé d'inventaire sans qu'il y ait de sa part une certitude morale ou matérielle suffisante de la sincérité des déclarations de l'héritier. L'exonérer de toute espèce de responsabilité dans ces cas, c'est en faire un simple rédacteur passif ou indifférent des prétentions des ayant-droit, ce qui n'est ni bien prudent pour la garantie des tiers intéressés, ni bien digne de la confiance que le public témoigne à l'autorité notariale.

(1) Bordeaux, 4 janv. 1851.

DEUXIÈME PARTIE

DE L'ACTE DE NOTORIÉTÉ

Le deuxième mode de justification des qualités héréditaires, où le notaire ait sujet d'intervenir, est l'acte de notoriété.

D'une manière générale, on désigne sous ce nom tout acte passé devant un officier public, et constatant les déclarations de personnes ou témoins qui attestent un fait notoire, pour suppléer à un acte écrit qu'il est devenu impossible de se procurer ou de retrouver.

Ce qu'il importe de mettre tout de suite en relief, c'est que l'acte de notoriété ne constate pas le fait même qu'il s'agit d'établir, mais seulement la notoriété de ce fait, c'est-à-dire la croyance publique relative à ce fait. Il constate et prouve que telles et telles personnes sont venues déposer devant l'officier public et certifier que le fait était à leur connaissance.

On conçoit immédiatement ce qu'un tel mode de preuve présente de défectueux. Aussi ne doit-on pas

s'étonner que la loi ne lui ait donné qu'exceptionnellement la force d'une preuve légale. Cet acte a néanmoins pris de nos jours, du fait même de sa fréquence, une importance de plus en plus grande, et il est intéressant de se rendre compte de sa valeur au point de vue de la sécurité des intérêts qu'il est destiné à garantir.

Quelle est d'abord l'origine des actes de notoriété ?

I. — Origine des actes de notoriété.

Les actes de notoriété ont été d'un usage courant dans l'ancienne pratique du droit qui les employait de deux manières ; tantôt pour constater un point de droit, tantôt pour constater un point de fait.

L'emploi de l'acte de notoriété pour constater un point de droit s'était répandu depuis l'abolition des *enquêtes par turbes* par l'art. 23 de l'ordonnance de 1667. On sait que l'enquête *par turbes*, qui d'ailleurs ne pouvait être provoquée que par les cours souveraines, était une sorte d'information destinée à trancher des difficultés qui s'élevaient au cours d'un procès, soit sur le sens d'une coutume, soit sur le style d'une juridiction, soit même sur quelque point de fait important. Ces enquêtes entraînaient de grands frais pour les parties, et on les avait remplacées par

des actes de notoriété. Ces actes étaient de deux sortes : les uns étaient dressés en exécution d'un arrêt d'une cour souveraine, les autres étaient délivrés sur la simple réquisition des parties. Ils étaient rédigés par le lieutenant général ou particulier du siège, en forme de procès-verbal, et motivés, le tout sur l'attestation de douze anciens juges, avocats ou praticiens (1).

Le Code civil mit fin à cet usage ; les actes de notoriété sur des points de droit ou de jurisprudence, les attestations interprétatives du sens des lois ou coutumes, n'avaient plus de raison d'être dans une législation codifiée qui interdit aux tribunaux d'interpréter la loi par voie de décision générale (art. 5 du Code civil).

Il reste toutefois un vestige de cet ancien usage dans l'institution des *parères*. On appelle ainsi des certificats qui servent à prouver des usages commerciaux ; mais ces certificats n'émanent point des officiers de justice ou des officiers publics. Le tribunal ayant ordonné de faire la preuve d'un usage, les parties s'adressent aux Chambres de commerce qui donnent leur avis. Les parères sont moins usitées aujourd'hui qu'autrefois, et d'ailleurs la loi du 13 juin 1856, qui a donné force de loi à un certain nombre d'usages commerciaux, a restreint les cas d'emploi de ces certificats.

(1) DENISART, *Collection de Décisions nouvelles*, v^o *Acte de notoriété*, n^o 2.

L'ancienne pratique connaissait également l'acte de notoriété pour établir un point de fait, et cela, dans des cas analogues à ceux où on l'emploie encore aujourd'hui.

« Souvent, dit en effet Denisart, les qualités et le nombre des héritiers d'un défunt se prouvent et s'établissent par des actes de notoriété, surtout quand il n'a point été fait d'inventaire après la mort de quelqu'un, ou lorsque, dans un inventaire, tous les héritiers n'ont pas été nommés, ou enfin lorsqu'il n'est pas dit dans un inventaire en termes positifs que tous ceux qui y sont dénommés ne sont pas les seuls héritiers du défunt.

« Les actes de notoriété servent aussi à rectifier les erreurs et omissions de noms de baptême ou de famille dans les actes et contrats, et principalement dans tout ce qui est relatif à la perception et au paiement des rentes dues par le Roi ; sur quoi il faut voir l'arrêt du Conseil du 3 février 1714.

« Les actes de notoriété sont encore admis lorsqu'on veut acquérir des rentes viagères ou des tontines, et ne peut représenter son extrait de baptême, parce que les registres ont été ou incendiés ou perdus ; une déclaration du 19 avril 1690 porte « qu'en ce cas, les
« particuliers pourront faire certifier leur âge par
« devant deux notaires au Châtelet ou par devant les
« juges des lieux, par deux témoins, gens connus et
« de probité, après toutefois que les curés ou vicaires

« auront certifié qu'il n'y a aucun registre baptistaire
« dans leur église, de l'année de leur naissance, dont
« il sera fait mention dans lesdits certificats, lesquels
« vaudront et serviront comme auraient pu faire les
« extraits baptistaires »...

« Les actes de notoriété de cette espèce ne sont à proprement parler que des certificats sur un point de fait, ils sont d'un usage fréquent pour la perception des rentes dues par les comptables. La Chambre des comptes ne fait point de difficultés d'ajouter foi à ceux qui sont signés de personnes domiciliées » (1).

Nous pouvons vérifier sur ce point, comme nous l'avons indiqué dans l'introduction, que les fonctions de notaire ou de juge eurent pendant longtemps des domaines communs. L'acte de notoriété fut longtemps considéré comme un acte de juridiction gracieuse qui appartenait au juge ordinaire des lieux. Un arrêt du Parlement du 13 juillet 1874 en avait ainsi décidé en ordonnant qu'à « défaut d'inventaire..., il serait rapporté un acte d'attestation fait en jugement devant les juges des lieux où les successions seraient ouvertes..., en présence du substitut du procureur général du Roi ». Mais sans doute la pratique était hésitante, et cet arrêt du Parlement ne fut pas suivi, car une déclaration du 28 mai 1706 « autorisa, dit Denisart, les notaires au Châtelet de Paris, à passer

(1) DENISART, *loc. cit.* n^{os} 4 à 7.

tous actes de notoriété, pour le fait des rentes sur l'Hôtel de Ville de Paris ; et on a étendu sa disposition aux notaires des provinces, sans cependant leur donner un droit exclusif. En effet, les notaires de Châlons-sur-Marne ont été maintenus dans le droit de recevoir les actes de juridiction volontaire, et notamment les actes de notoriété, par arrêt rendu le samedi 11 juillet 1761. Mais cet arrêt ne porte pas exclusivement au juge ; et j'ai sous les yeux un grand nombre de ces sortes d'actes, donnés tout récemment au bailliage de Saint-Quentin » (1).

Le droit intermédiaire maintint l'usage de cet acte de notoriété, d'un emploi si commode. Nous avons plusieurs textes qui le prévoient.

D'abord, l'art. 1^{er} de la loi du 8 fructidor an V, relative aux rectifications d'erreurs de noms et de prénoms sur le Grand livre de la Dette publique, dispose : « Les créanciers de l'Etat au préjudice desquels il pourrait être intervenu quelque erreur dans leurs noms et prénoms portés au Grand livre et Registre de la Dette publique, formeront leur pétition en rectification d'erreurs devant les commissaires de la trésorerie, comme par le passé ; ils y joindront les *actes de notoriété*, et autres pièces authentiques, à l'aide desquelles ils croiront pouvoir constater l'erreur... ».

Ensuite, l'art. 6 de la loi du 28 floréal an VII, rela-

(1) DENISART, *loc. cit.*, n° 8.

tive aux transferts de la Dette publique, autorise la délivrance des nouveaux extraits d'inscription sur le simple rapport de l'ancien extrait et d'un certificat de propriété ou *acte de notoriété*, dont les énonciations sont prévues au texte. Ces actes, dûment légalisés, devaient être délivrés, suivant les cas spécifiés par l'article, soit par le notaire, soit par le juge de paix du domicile du défunt. Remarquons encore ici cette commune compétence de l'officier public et du juge.

Le Code civil a prévu et expressément autorisé l'usage des actes de notoriété, pour suppléer au défaut d'actes de naissance (art. 70 et s.), en matière de mariage pour suppléer au défaut d'actes respectueux (art. 155), mais il est revenu à la compétence judiciaire et commet exclusivement dans ces deux cas le juge de paix.

La déclaration d'absence, sous un nom différent, constitue également un acte de notoriété, auquel s'applique encore la compétence judiciaire : l'absence doit être déclarée par le tribunal de première instance.

Mais la pratique notariale a conservé l'emploi des actes de notoriété dans toutes les circonstances où il peut être nécessaire de constater un fait, et elle y a été autorisée par la loi du 25 ventôse an XI. L'art. 20 de cette loi range les actes de notoriété parmi les actes dont les notaires sont dispensés de garder minute ; c'est-à-dire qu'ils sont du nombre des actes simples que les notaires peuvent délivrer en brevet. Les notaires

doivent donc aujourd'hui délivrer des actes de notoriété, sur la réquisition des parties, comme les autres actes qu'on leur demande de rendre authentiques.

II. — Diverses sortes d'actes de notoriété après décès

Les actes de notoriété après décès servent à deux fins principales : 1° à remplacer l'intitulé d'inventaire quand il n'a pas été dressé d'inventaire ; 2° à rectifier les erreurs ou les omissions de l'intitulé d'inventaire.

1° Acte de notoriété dressé à défaut d'inventaire

Lorsqu'il n'a pas été fait d'inventaire des biens d'une succession, on supplée, par un acte de notoriété, à la preuve qu'aurait fournie l'intitulé des qualités et des droits des héritiers.

Par conséquent, l'acte de notoriété doit, dans ce cas, contenir toutes les indications que l'on aurait trouvées dans l'intitulé :

- a) Le nom du défunt, le lieu et la date de son décès ;
- b) Les noms des héritiers ;

c) Le degré de parenté de chacun d'eux avec le défunt ; leur état civil ; s'il y a parmi eux des femmes mariées, ou veuves, il faut également faire connaître le nom de leur mari ; s'il y a des mineurs ou des inter-

dits, on doit trouver autant que possible la date de leur naissance et la mention du jugement d'interdiction ;

d) La part que chacun des héritiers est appelée à recueillir dans la succession ;

e) La mention des dispositions universelles ou à titre universel que le défunt aurait faites ;

f) L'acte indiquera aussi si le défunt était marié et sous quel régime.

Il se peut qu'un acte de notoriété soit demandé par un donataire ou un légataire pour établir que le don ou le legs ne sont pas sujets à réduction ; il suffit alors de mentionner simplement dans l'acte que le défunt ne laisse pas d'héritiers réservataires. L'acte de notoriété sert, dans ce cas, au donataire ou légataire à empêcher l'apposition des scellés. Il est également utile au légataire institué par un testament olographe ou mystique pour appuyer sa requête d'envoi en possession (art. 1008 du Code civil).

Il faut avoir soin d'ajouter aux mentions sus-indiquées celle qu'il n'a pas été fait d'inventaire, puisque c'est cette circonstance qui motive l'établissement de l'acte de notoriété.

On annexe ordinairement à l'acte de notoriété ainsi dressé une expédition de l'acte de décès du *de cujus*. Cette précaution est nécessaire surtout lorsqu'il y a des certificats de propriété à délivrer, ainsi que nous le verrons dans le chapitre consacré à cet acte.

2° Acte de notoriété rectificatif d'inventaire.

Il est employé dans plusieurs cas : ou bien l'intitulé d'inventaire contient des erreurs dans l'indication par exemple des noms, prénoms, profession et demeure de l'un ou plusieurs des héritiers, dans celle de leur titre de parenté ; ou bien l'on a omis complètement un héritier dans l'intitulé ; ou bien, au contraire, on a considéré comme existante une personne non présente à l'inventaire, et qui n'a pas fait connaître ultérieurement son existence ; ou enfin, il y a incertitude sur les droits ou la qualité des héritiers.

A. — *Erreur dans l'indication des noms, prénoms, qualité de l'un des héritiers.*

Lorsque l'acte de notoriété a simplement pour but de redresser une erreur de nom, il doit énoncer les expéditions des actes de l'état civil qui servent de base à la rectification, et il est bon de laisser ces actes annexés à la notoriété.

L'erreur peut porter sur les droits successoraux des héritiers ; on doit alors faire intervenir celui ou ceux des héritiers auxquels on a attribué de trop fortes parts, et leur faire approuver la rectification.

Si les intéressés consentent à approuver la rectifica-

tion, l'acte de notoriété est dressé à la suite de l'inventaire, et il en est fait mention en marge de l'intitulé d'inventaire dont tous les extraits, délivrés dans la suite, devront faire mention de cette rectification.

Si ceux auxquels l'erreur profitait, refusent d'approuver la rectification, l'héritier réclamant s'adressera au tribunal pour obtenir un jugement. Jusqu'au prononcé du jugement, l'intitulé d'inventaire ne devra pas être modifié. Dans le conflit qui s'élève en effet alors, le notaire ne peut s'ériger en juge, et l'intitulé d'inventaire doit être tenu pour régulier jusqu'à ce que la justice ait décidé.

Mais les choses doivent rester en l'état, aussi bien en faveur de l'héritier lésé, qu'en faveur des héritiers avantagés. Or, si les notaires pouvaient délivrer purement et simplement des extraits de l'intitulé d'inventaire contesté, ce pourrait être au détriment des premiers; il suffit de supposer le cas par exemple où les seconds toucheraient les créances héréditaires, puis deviendraient insolvables. Pour mettre sa responsabilité à couvert, le notaire ne devra pas délivrer d'extrait de l'intitulé sans faire mention du nouvel acte de notoriété, qui est la base des prétentions de l'héritier lésé.

B. — *Omission de l'un des héritiers.*

On procède comme il vient d'être dit, au cas où un héritier omis se présente et fait dresser un acte

de notoriété constatant ses droits. Si des difficultés se produisent avec les héritiers désignés dans l'intitulé d'inventaire, l'héritier omis pourra intenter la pétition d'hérédité. On appliquera les mêmes règles qu'en cas de simple lésion quant à la délivrance des extraits de l'intitulé.

C. — *Absence de l'un des héritiers portés à l'intitulé.*

Un acte de notoriété peut être encore utile pour constater la disparition et l'absence de la personne portée comme existante à l'intitulé d'inventaire, et pour permettre aux autres de se prévaloir des dispositions de l'art. 136 du Code civil en se faisant attribuer les droits successifs de celui dont l'existence n'est pas reconnue. Mais l'acte de notoriété ne suffit pas à lui seul, car la loi organise une procédure spéciale en matière de déclaration d'absence. L'acte de notoriété sera produit dans l'enquête contradictoire prévue par l'art. 116, mais le tribunal seul pourra ordonner une rectification de l'intitulé d'inventaire.

D. — *Incertitude sur les droits ou la qualité des héritiers.*

Lorsque le défunt laisse une veuve enceinte, il y a incertitude sur les droits, et même sur la qualité des héritiers, car la naissance de l'enfant viendra res-

treindre ou même anéantir leur vocation héréditaire. On devra, ce moment venu, dresser un acte de notoriété sur l'attestation de deux témoins ; et si l'enfant n'est pas né viable ou si l'on prévoit une cause de désaveu, il sera nécessaire de faire intervenir à l'acte de notoriété les personnes qui ont figuré à l'inventaire.

La mention de cet acte de notoriété devra être portée en marge de l'intitulé d'inventaire ; et l'acte lui-même devra être annexé à l'inventaire.

III. — Du choix et du rôle des témoins.

L'art. 11 de la loi du 25 ventôse an XI dispose, ainsi que nous l'avons dit plus haut, que lorsque le notaire ne connaît pas personnellement les parties, il doit se faire attester leur identité par deux citoyens connus de lui, remplissant les mêmes conditions que les témoins instrumentaires.

Les témoins qui interviennent dans un acte de notoriété sont-ils soumis à cette règle ? La théorie ne l'exige point et la pratique s'en éloigne. Nous ne sommes pas ici dans le cas prévu par le texte de l'art. 11 ; il s'agit de certifier la notoriété d'un fait et non point d'attester l'identité d'une personne.

D'autre part, l'art. 11 conduirait à ne prendre que deux témoins et à répudier le témoignage des parents ou alliés des parties.

Or, les témoins dans un acte de notoriété peuvent être en grand nombre, et l'on estime même avec raison que le concours des témoignages est un supplément de garantie.

De même l'honorabilité de ces témoins entrera en ligne de compte.

Enfin devront être admises les déclarations de femmes, de parents, d'alliés, de domestiques et même d'étrangers, lorsqu'ils auront été particulièrement bien placés pour constater les faits, sauf bien entendu à écarter les témoignages dont un intérêt pourrait faire suspecter la sincérité.

Il est à remarquer que le caractère particulier des témoins dans un acte de notoriété est si net que, s'ils sont inconnus du notaire, leur identité doit lui être certifiée par les témoins certificateurs de l'art. 11 de la loi du 25 ventôse, et qu'avant les dispositions de la loi du 12 août 1902, la présence de témoins instrumentaires se trouvait requise à défaut de l'assistance d'un notaire en second.

En fait, l'officier public a un pouvoir à peu près discrétionnaire dans le choix des témoins. Voici les règles que trace à ce sujet Augan dans son *Cours de Notariat* : « Les individus par qui le fait qu'il s'agit d'établir est déclaré, bien qu'on les désigne sous le nom de témoins, peuvent être admis encore qu'ils ne réunissent pas toutes les qualités que l'on doit trouver en la personne des témoins instrumentaires.

« Autant qu'il est possible, il faut choisir des personnes domiciliées dans le lieu où le fait s'est passé et à l'époque de ce fait. Ce sont celles dont le témoignage a le plus d'autorité et doit inspirer le plus de confiance lorsque d'ailleurs elles offrent des garanties de probité et d'honneur.

« Au reste, ce n'est pas seulement au nombre, au caractère, à la position des témoins qu'est attachée la démonstration de la notoriété publique, mais encore à la concordance et à la précision de leurs attestations et de leurs souvenirs (t. II, p. 293). »

Remarquons que, si ces règles sont de nature à donner une certaine valeur aux dépositions ainsi recueillies, elles ne sont cependant pas impératives, et n'ont d'autre portée que celle de simples conseils.

Il importe également de distinguer les témoins de l'acte de notoriété des témoins admis à faire la preuve en justice. La justification des qualités héréditaires par l'acte de notoriété est admise dans tous les cas, quel que soit l'intérêt pécuniaire. Il est bien rare d'ailleurs qu'on établisse des actes notariés pour le règlement d'une succession dont le montant ne dépasse pas 150 fr. Nous sommes donc en dehors du domaine d'application de l'art. 1344.

C'est qu'il ne s'agit pas, en effet, dans notre matière, d'une preuve à proprement parler, telle que les tribunaux peuvent l'exiger pour affirmer l'existence d'une obligation. Les témoins n'apportent pas l'allégation

d'un fait précis, indiscutable ; la vérification des liens de parenté ou des droits héréditaires supposerait en effet des connaissances presque techniques quant aux énonciations des actes de l'état civil, et quant à la manière de supputer les degrés de parenté. Les témoins affirment seulement que tel fait est de notoriété publique, on ne leur demande pas s'ils l'ont vérifié. Or, la notoriété n'est pas susceptible d'une preuve exacte. Elle est seulement susceptible de degrés, d'appréciation. Et s'il est impossible de la prouver d'une manière absolue, elle ne peut constituer elle-même un moyen de preuve indiscutable.

Mais supposons qu'on veuille voir là quand même une preuve testimoniale, elle serait parfaitement admissible en l'espèce. Pourquoi ? Parce que l'objet de la preuve serait non pas la consistance de la succession, sa valeur pécuniaire mais la qualité d'héritier dans la personne du successible ; c'est là un simple fait, et l'art. 1341 du Code civil ne se réfère qu'aux cas où les parties ont contracté. Sa prohibition ne s'applique donc que lorsqu'il s'agit de choses qui font ou peuvent faire la matière des contrats ou des conventions. Or, si les successions peuvent être l'objet de contrats, il n'en est pas ainsi des faits de parenté, générateurs de droits héréditaires.

Quoi qu'il en soit, il ne s'agit donc pas ici d'un témoignage au sens des art. 1341 et suiv. C. civ., et les règles sur la preuve testimoniale n'ont rien à voir

avec les déclarations fournies par les témoins dans l'acte de notoriété.

De cette constatation on peut tirer plusieurs conséquences.

D'abord tous les principes relatifs à l'administration de la preuve testimoniale seront écartés en matière d'actes de notoriété. Notamment l'obligation pour le témoin de prêter « serment de dire la vérité » ne s'appliquera pas aux personnes dont le notaire enregistre les déclarations (art. 262 Code pr. civ.). Les cas de reproches prévus par l'art. 283 du même Code ne pourront pas être invoqués : notamment, nous avons vu que « les parents et alliés de l'une ou l'autre des parties jusqu'au degré de cousin issu de germains inclusivement » pourront être entendus dans tous les cas où ils n'auront aucun intérêt direct à la constatation de la dévolution héréditaire objet de l'acte, c'est-à-dire lorsqu'ils ne seront appelés à recueillir aucune fraction de la succession. Il en faut dire autant, bien entendu, des formes du procès-verbal de rédaction de ces déclarations : les art. 269 et suivants ne lui seront pas applicables. Les délais, les pénalités relatifs aux témoins entendus dans les enquêtes judiciaires n'auront pas non plus d'objet en matière d'actes de notoriété.

D'autre part, si le témoin a fait une fausse déclaration et a sciemment dénaturé le fait, objet de la notoriété publique, il pourra bien encourir de ce chef

en vertu de l'art. 1382, une responsabilité civile, mais il ne pourra être poursuivi pour le crime de faux témoignage, non plus que l'héritier pour subornation de témoins.

La question a cependant été controversée, non pas il est vrai en matière d'actes de notoriété notariés, mais au sujet de déclarations faites devant un juge de paix qui avait été requis d'en donner acte dans des conditions analogues à celles dans lesquelles procède le notaire en matière d'acte de notoriété. L'art. 47 du Code pénal de 1791 « punissait de 6 années de gêne le faux témoignage en matière civile ». La Cour de cassation, dans un arrêt du 6 novembre 1806 appliqua cette peine à la fausse déclaration du témoin. Les défenseurs objectèrent en vain : « Lorsque la loi a parlé de faux témoignages, elle n'a pu l'entendre que de la déposition qui serait faite judiciairement par des témoins appelés... Toute déclaration spontanée, extra-judiciaire, ne peut être qualifiée témoignage et ne peut lier son auteur de manière à l'empêcher de se rétracter par la suite. Un témoin est celui qui atteste, soit positivement, soit négativement, un fait sur lequel il y a un doute légitimement élevé. Celui qui fait une déclaration sur un fait qui n'est pas légitimement contredit ne donne qu'une assertion et non point un témoignage » (1). La Cour de cassation n'admit point ces raisons et vit là un faux témoignage.

(1) Cour de cass., Crim. rej., 6 nov. 1806.

La doctrine ne suivit pas la Cour de cassation dans cette voie : Helie et Chauveau (IV, 435) sont d'avis que de fausses déclarations faites devant des officiers publics compétents constituent un faux en écritures publiques et non un faux témoignage. « Le faux témoignage, a dit l'orateur du Corps législatif, ne peut avoir lieu que de la part de ceux qui sont interpellés en justice ou en vertu de ses ordres ; toute déclaration extra-judiciaire, si elle n'est pas conforme à la vérité, est une assertion fausse, mais ce n'est pas un faux témoignage ». Et la Cour de cassation, revenant sur la jurisprudence antérieure, rendit en 1838 un arrêt conforme à cette doctrine (1).

Remarquons d'ailleurs que lorsqu'il s'agit, au moyen de l'acte de notoriété, d'obtenir un jugement rectificatif de l'acte de l'état civil, la fausseté de la déclaration des témoins a le caractère d'un faux témoignage. Dans ce cas, en effet, ces dépositions sont reçues en vertu d'une délégation de justice (2).

Mais si, comme nous venons de le voir, les principes relatifs au témoignage judiciaire ne peuvent trouver leur application lorsqu'il s'agit d'une attestation contenue dans un acte de notoriété, il ne faut pas en conclure que le témoin est dans ce cas à l'abri de toute responsabilité.

(1) Cour de Cass., Crim. rej., 7 déc. 1838.

(2) Cour de Cass., Crim., 24 nov. 1808.

La jurisprudence a eu rarement à statuer sur des cas de responsabilité de témoins en matière d'actes de notoriété. Cependant un jugement du Tribunal de Sarrebourg, ayant déchargé de toute responsabilité un témoin, qui avait fait une fausse attestation dans un acte de notoriété, la Cour de Nancy sur appel, appliquant à ce témoin le principe général de responsabilité de l'art. 1382 du Code civil, l'obligea à réparer le préjudice causé par sa déclaration.

Il s'agissait d'un sieur Michel Felden, décédé à Cayenne, dont la succession comprenait des sommes qui avaient été déposées à la Caisse des Dépôts et Consignations. En 1823, le sieur Bella, mandataire des trois frères Velden, de Sarrebourg, toucha ces sommes en faisant disparaître les différences de noms au moyen d'un acte de notoriété, dressé devant un notaire de Paris, où lui-même avait comparu comme témoin attestant. En 1836, le sieur Weber établit qu'il était le véritable héritier et, comme la Caisse des Dépôts lui opposait la quittance Velden et l'acte de notoriété, il actionna en restitution les Velden et en garantie Bella.

Le tribunal de Sarrebourg repoussa sa demande en objectant notamment, que Bella n'avait fait que déclarer un fait qui pouvait être à sa connaissance.

Sur appel, la Cour de Nancy, considéra que les frères Velden « ayant touché de bonne foi, étaient en droit de refuser le payement, et que, attendu la perte

éventuelle, mais probable de la majeure partie du capital, puisqu'il était avoué par Bella lui-même qu'un seul des trois frères Velden était solvable, lequel ne pouvait être tenu que de la part qu'il avait touchée, et que les deux tiers au moins de la créance de l'appelant se trouveraient perdus pour lui, c'était à raison du préjudice causé par le fait de Bella que l'appelant invoquait avec fondement les dispositions de l'art. 1382 du Code civil qui l'obligeaient à réparer le préjudice causé ». Et la Cour déclara entière la responsabilité de Bella, à raison des fausses déclarations faites par lui dans l'acte de notoriété (1).

La responsabilité du témoin est donc complète, mais il ne s'agit ici, bien entendu, que de la responsabilité ordinaire du droit commun ; s'il a donné sciemment une fausse attestation, il pourra être condamné à des dommages-intérêts soit envers les héritiers, soit envers les tiers auxquels ces déclarations auraient porté préjudice. Trop souvent les témoins, dans l'acte de notoriété, ignorent les conséquences que peuvent avoir pour eux des attestations fausses ou erronées sur des faits qu'ils ne connaissent qu'incomplètement, et il est nécessaire qu'ils soient bien avertis qu'il ne s'agit pas là d'une simple formalité. L'acte qu'on leur demande de signer permettra aux ayants-droit qui y sont désignés de se mettre en possession des créances

(1, Cour de Nancy, 20 mars 1841 ; S., 1841, 2, 323.

héréditaires ; et il faut qu'ils sachent que l'importance de leur responsabilité serait mesurée à l'importance du patrimoine qui se trouverait par ce moyen appréhendé par des héritiers sans droit.

IV. — Valeur juridique de l'acte de notoriété.

Examinons maintenant la question de savoir quelle est la valeur de l'acte de notoriété quant à la preuve de la qualité de l'héritier.

Remarquons d'abord que la présence et le ministère de l'officier public donnent à l'acte un caractère indubitablement authentique. Il fera donc preuve, jusqu'à inscription de faux, de sa date, de la présence des témoins, de leur identité, de leur signature, etc. Il constituera un document écrit, qui ne pourra être modifié ni dans sa forme, ni dans son fond, sous peine de faux en écriture publique.

Mais, s'ensuit-il pour cela qu'il constitue une preuve légale de la qualité de l'héritier ? Pas plus que pour l'intitulé d'inventaire, il n'est possible de donner à cette question une réponse absolue.

Comme on l'a dit très justement, la preuve qui résulte de cet acte authentique n'est pas autre chose qu'« une preuve testimoniale de faits, consignés par écrit en présence des parties intéressées », c'est-à-dire du no-

taire et des témoins, au moment même où il est passé (1). L'officier public ne fait que rendre témoignage des actes qu'il a mission de recevoir. Et ce témoignage s'applique à toutes sortes de faits, et non pas seulement aux conventions. Les conventions constatées authentiquement par les notaires ne sont elles-mêmes que des faits qui engendrent des conséquences juridiques. Mais en tout état de cause, l'officier public ne certifie et ne peut certifier que les faits qui se sont passés devant lui, qu'il a constatés *propriis sensibus*, dont il a été lui-même le témoin *visa et auditu*. Quant aux faits dont il n'a pas été le témoin direct, il est évident que son témoignage ne peut pas avoir le même caractère : l'officier public n'est plus en pareil cas qu'un simple témoin qui dépose par ouï dire. Et alors que prouve l'acte dressé par lui ? Tout simplement que les choses qui y sont énoncées ont été dites en sa présence, mais non pas que ces choses sont vraies.

A vrai dire, le fait que ces déclarations ont été faites en la présence et sous le contrôle du notaire, constitue une présomption de bonne foi et de sincérité de la part des déclarants ; mais ces déclarations elles-mêmes n'ont qu'un caractère provisoire, elles ne font foi que jusqu'à preuve contraire et n'ont pas une valeur d'authenticité absolue.

Ce sont là les principes généraux qu'il nous faut

(1) TOULLIER, t. VIII, chap. VI, n° 143 et s.

appliquer à l'acte de notoriété. L'officier public constate bien authentiquement un fait, mais lequel ? Ce n'est pas que telle personne est héritière de telle autre, c'est seulement que des témoins sont venus lui déclarer qu'à leur connaissance, ces deux personnes étaient liées entre elles par une parenté qui peut conférer à la première des droits sur la succession de la deuxième. Voilà tout ce qui est authentique.

Or, on ne peut, en principe, accorder une foi pleine et entière à un témoignage que tout autant que le témoin est en mesure d'attester personnellement la réalité des faits dont il dépose. On peut lui appliquer la règle rappelée ci-dessus pour l'officier public. « *Tes-tis debet deponere de eo quod novit, et præsens fuit, et scit per proprium sensum, non autem per sensum alterius* ». — « La condition essentielle, dit Jousse (t. I, p. 715), est que le témoin dépose de ce qui s'est passé en sa présence, c'est-à-dire qu'il doit déposer du fait comme l'ayant vu, ou comme l'ayant entendu de ses propres oreilles, s'il s'agit de choses qui tombent sous l'organe de l'ouïe. En effet, il est constant que la certitude qui est nécessaire pour former un témoignage ne peut être produite que par la vue ou par l'ouïe, n'y ayant que ces deux sens capables de recevoir les images des actions et des paroles des hommes, telles qu'elles sont nécessaires pour produire une connaissance parfaite ».

Ces conditions sont remplies par les témoins instru-

mentaires, qui assistent à la confection d'un acte, et qui coopèrent au ministère de l'officier public. Elles le sont encore par des témoins certificateurs dans nombre de cas, mais il est clair qu'elles ne se rencontrent plus dans les dépositions des témoins à un acte de notoriété. Ici, les témoins ne déposent que par ouï-dire : ils déclarent « savoir comme étant de notoriété publique... » Or, il est constant que les déclarations qui reposent sur un tel fondement ne méritent pas le nom de témoignage (1).

Ce que nous trouvons, au fond, dans l'acte de notoriété, ce n'est pas autre chose que la preuve *par commune renommée*, c'est-à-dire le mode de preuve le plus défectueux, celui que la loi n'autorise qu'exceptionnellement à défaut de tout autre moyen de preuve, et à titre de peine. La preuve par la commune renommée diffère de la preuve testimoniale en ce qu'elle repose, non pas sur des dépositions de faits directement connus des témoins, mais sur des dépositions basées sur des opinions, des croyances ou des suppositions.

En justice, la simple notoriété d'un fait est insuffisante pour le faire admettre comme vrai, et n'a jamais constitué une présomption légale (2), pas même en matière commerciale.

(1) DALLOZ, *Rép.*, v^o *Preuve testimoniale*, n^o 49.

(2) AUBRY et RAU, t. VIII, p. 454, § 749.

C'est tout à fait exceptionnellement et dans des cas limitativement déterminés (art. 444, 503, 1994-2° Code civil) que la loi subordonne l'application de certaines de ses dispositions à la notoriété d'un fait. Ce n'est pas à dire pourtant que la constatation de cette notoriété ne puisse influencer sur la décision des juges, mais elle ne constitue qu'un élément dans l'ensemble des documents de la cause, et jamais une preuve légale des faits sur lesquels on s'appuie (1).

Il suit de là que l'acte de notoriété, en dehors des hypothèses exceptionnellement prévues par la loi, ne constitue pas une preuve proprement dite. Il n'est, la plupart du temps, qu'un indice, et en fait, n'a pas plus de valeur qu'un simple certificat.

Nous avons cependant constaté que l'acte de notoriété était un instrument authentique. Or, un tel acte fait pleine foi entre les parties contractantes ? Y a-t-il ici des parties contractantes ? Non, puisqu'il s'agit d'une déclaration unilatérale. On pourrait cependant supposer telle hypothèse où l'un des témoins de l'acte de notoriété prétendrait prouver contre sa déclaration authentiquement enregistrée ; par exemple, s'il prétendait découvrir postérieurement qu'il a à la succession des droits supérieurs à ceux de la personne dont il a affirmé la parenté avec le *de cujus*. Le cas ne paraît s'être jamais présenté devant

(1) Cass. req., 6 juill. 1891 ; D. 92, 1, 119.

les tribunaux. Nous pensons que le témoin en question devrait être admis contre l'acte de notoriété à faire la preuve de ses qualités héréditaires. Ce qu'il a affirmé, en effet, c'est la notoriété des rapports de parenté existant entre un tiers et le défunt. Il n'en a pas tiré lui-même la conséquence juridique, à savoir l'attribution de la succession à ce tiers. En conséquence, il n'a rien fait qui pût faire présumer d'aucune intention de renoncer à ses propres droits, s'il se trouvait qu'il en eût.

La Cour de cassation a cependant décidé, par un arrêt du 27 juin 1899, que lorsqu'une personne instituée par testament légataire universelle du *de cujus*, a fait dresser un acte de notoriété attestant que celui-ci ne laissait ni descendant, ni ascendant, qu'elle a obtenu son envoi en possession en vertu de cet acte, et qu'elle a pris ainsi, vis-à-vis des héritiers du testateur, qualité de légataire universelle non parente de ce dernier, elle ne peut revendiquer à l'égard de la Régie, et afin de se soustraire au paiement d'une partie des droits de mutation, la qualité d'enfant naturel (1).

Mais cette solution est certainement inspirée par le motif que l'intéressée avait, en ce qui concerne l'attribution de la succession, fait usage de l'acte de notoriété afin de venir comme légataire universelle, et

(1) Cass., 27 juin 1899, D, P., 1900, 1, 10.

qu'il y aurait eu, dans ces conditions, une véritable fraude à l'égard du Trésor, si elle avait été admise à renoncer à ce titre de légataire pour échapper au paiement de partie des droits de succession.

C'est surtout à l'égard des tiers, écartés de l'hérédité par l'héritier qui a obtenu l'acte de notoriété, que celui-ci est entièrement dénué de valeur probante. Contre l'action en pétition d'hérédité, il ne peut en aucune manière servir de défense. Il ne constitue pas même un commencement de preuve par écrit, car il ne remplit pas les conditions de l'art. 1347 du Code civil, qui veut que l'écrit émane de la partie contre laquelle il est invoqué.

Tout au plus, pourra-t-on voir dans l'acte de notoriété une simple présomption ; mais cette présomption résultera de la notoriété elle-même, et cette notoriété, le juge aurait pu la constater lui-même par son enquête. Elle n'empruntera point une force nouvelle au fait qu'elle aura été consignée dans un acte reçu par devant notaire.

Examinons maintenant la valeur de l'acte de notoriété à l'égard des tiers. Donne-t-il à celui auquel il reconnaît une parenté qui le constitue héritier, le droit de toucher les créances héréditaires ? Exercera-t-il une influence sur la validation des ventes consenties par l'héritier apparent ?

La jurisprudence nous offre des décisions intéressantes sur ces deux questions :

I. — En ce qui concerne le paiement fait par le débiteur à l'héritier apparent qui se présente muni d'un acte de notoriété, nous le trouvons validé par un arrêt de la Cour de Paris du 23 juillet 1831 (1). « Attendu que les pièces de caisse et les circonstances, qui ont précédé et accompagné le paiement fait par le comte de Moutry, établissent de la manière la plus évidente que celui-ci était de bonne foi en se libérant entre les mains de Térance Macmahon de la somme par lui due à Jean Macmahon ; qu'en effet le comte de Moutry n'a fait ce paiement que sur la représentation d'un acte de notoriété, établissant en la personne de Térance Macmahon la qualité de parent et de seul héritier de Jean Macmahon, que cet acte, où figure comme témoin le tuteur même de Jean Macmahon, ne pouvait être suspecté de fraude ».

Faisons observer que dans cette décision l'acte de notoriété paraît pris en considération pour établir la bonne foi du débiteur, et permettre ainsi l'application de l'art. 1240 du Code civil, qui lui permet de se libérer valablement aux mains du porteur du titre de créance, s'il est lui-même de bonne foi.

Nombre d'autres décisions déclarent au contraire que le paiement, fait aux mains d'un héritier qui ne justifie de sa qualité que par la production d'un acte de notoriété, n'est point libératoire à l'encontre de

(1) J. A., I, 831, 2, 242.

l'héritier véritable. Ces décisions concernent principalement des paiements faits par la Caisse des Dépôts et Consignations. Les différents cas où elles ont été rendues offrent des traits communs. Il s'agit de militaires ou de marins décédés dans les Echelles du Levant. Leur succession, recueillie par le Consulat de France, est versée à la Caisse des Consignations. Sous l'inspiration d'agents d'affaires, des personnes portant le même nom que le décédé font établir des actes de notoriété, à l'aide de témoins complaisants, établissant qu'elles sont seules héritières des sommes consignées. La Caisse paye. Puis survient l'héritier véritable, qui établit régulièrement ses qualités, et qui assigne la Caisse en paiement des sommes dont elle s'est imprudemment dessaisie.

Le Tribunal condamne la Caisse « parce qu'elle a admis sans vérification, sans critique, ou comme suffisante, une déclaration portant que F. V... avait quitté son pays depuis de longues années, pour aller aux colonies où il est décédé, ce qui était en contradiction manifeste avec les énonciations du dépôt ; que dans le doute elle ne pouvait se rendre juge de la difficulté, et devait en référer à l'autorité judiciaire (1).

Même solution le 10 février 1842 ; le Tribunal de la Seine condamne la Caisse pour « faute lourde (2).

(1) Tri. Seine, 2 mars 1837 (*Le Droit*, 7 mars 1837).

(2) *Gaz. trib.*, 2 févr. 1842.

Enfin, nous trouvons, dans une espèce analogue, l'affaire portée en Cassation. Dans ce dernier cas, l'héritier apparent porteur de l'acte de notoriété, avait obtenu une Ordonnance de référé, autorisant la Caisse à payer sous peine d'y être contrainte. Cette fois, et sans doute en considération de l'Ordonnance de référé, le Tribunal de la Seine décida que le paiement était régulier (7 juin 1860, Aff. Spagno). Mais la Cour de Paris infirma le jugement, « considérant qu'il a été effectué en vertu d'un acte de notoriété reçu par M^e Noris, notaire à Paris... Considérant que l'acte de notoriété n'était appuyé en fait ni de l'acte de décès de J. B. Spagno, ni de justifications équivalentes ; que la Caisse des Consignations elle-même l'a jugé insuffisant puisqu'elle a refusé de se dessaisir sans autorisation de justice. — Considérant que la Caisse n'a point payé comme contrainte et forcée, puisque l'Ordonnance du 7 mars 1835 n'intervenait que pour arrêter les actes de l'exécution. — Considérant que ladite Ordonnance, qui renvoyait les parties à se pourvoir au principal, n'a statué qu'au provisoire, et sans préjudice du fond du droit. — Que d'ailleurs cette décision n'est point opposable à l'appelant, qui n'y était ni partie, ni représenté ».

L'affaire fut portée par la Caisse devant la Cour de cassation, qui confirma l'arrêt de la Cour d'appel. L'arrêt de rejet dispose « que la question de savoir si celui qui a reçu devait être considéré comme créan-

cier apparent et comme étant en possession de la créance, n'est pas seulement une question de droit, mais aussi de fait ; qu'il était dans le droit des magistrats d'apprécier les circonstances dans lesquelles le paiement avait eu lieu ; et qu'en décidant, par suite de cette appréciation, que la Caisse des Consignations n'avait pas payé un créancier de bonne foi en possession de la créance de J.-B. Spagno, la Cour impériale n'a fait qu'user d'un droit qui lui appartenait souverainement » (1).

Nous trouvons ici la confirmation nette de l'opinion exprimée plus haut, que l'acte de notoriété ne constitue aucunement une preuve légale, mais seulement une simple présomption sur laquelle le juge du fait a tous pouvoirs d'appréciation.

II. — La question de validité de la vente faite par l'héritier apparent, a soulevé de très longues controverses. La doctrine est disposée à considérer cette vente comme nulle, la survenance de l'héritier véritable constituant une condition résolutoire. La jurisprudence au contraire, pour assurer la sécurité des transactions, la considère le plus souvent comme valable.

Mais un certain nombre d'arrêts exigent au moins comme condition de cette validité la bonne foi de

(1) D. P., 1862, 1, 223.

l'acquéreur, et l'acte de notoriété a été considéré comme établissant cette bonne foi. « Attendu, dit un arrêt de Cassation du 16 janvier 1843, qu'on ne connaissait aucun héritier vivant de M^{me} de Belzunce autre que le comte de Lenoncourt, et qu'aussi un acte de notoriété avait constaté qu'il était le seul héritier... ».

Inversement, la mauvaise foi de l'acquéreur conduisit la justice à annuler la vente de parts héréditaires par des héritiers apparents dans l'espèce suivante : une femme Tissier avait recherché les ayants-droit à une succession vacante et fait établir leur qualité par des actes de notoriété ; puis elle leur avait racheté leurs parts héréditaires. Cette vente fut annulée sur la demande d'héritiers dont les droits étaient préférables à ceux des individus découverts par la femme Tissier. « Attendu, dit le Tribunal de Versailles (13 janvier 1829), que la femme Tissier n'a point contracté avec des héritiers qu'elle ait trouvés en possession paisible et publique de la succession, mais avec des héritiers qu'elle a cherchés, provoqués, dont elle s'est entremise de rassembler les qualités et les titres — Que dès lors, elle est responsable envers les héritiers véritables, non seulement du défaut de bonne foi, mais aussi du défaut de soins et de réflexion qu'elle aurait dû mettre dans cette recherche... — Que son ignorance desdits héritiers véritables est donc de sa part la suite d'une faute grave dont elle ne saurait profiter... » Ce jugement fut cassé par la Cour de

Paris, mais la Cour de cassation, à son tour, cassa l'arrêt d'appel (26 août 1833).

V. — Rôle et responsabilité du notaire.

Le notaire a-t-il, en matière d'actes de notoriété, une responsabilité particulière? Nous laissons de côté, bien entendu, toutes les responsabilités d'ordre général qui peuvent atteindre le notaire pour infraction à ses obligations professionnelles, pour nullités de forme, ou qui peuvent engager sa responsabilité au cas où il interviendrait comme conseil des parties.

La valeur de l'acte de notoriété dépend uniquement de la valeur des témoignages reçus, et par conséquent du choix des témoins. Il peut arriver, soit que le notaire recueille les déclarations de personnes qu'il ne connaît point, ou dont l'identité lui est seulement affirmée par des témoins certificateurs, soit que le notaire exerce personnellement une certaine action sur le choix des déclarants.

Si le notaire est simplement requis de recevoir des déclarations, il est certain que son rôle est purement passif et sa responsabilité nulle quant à la valeur des affirmations enregistrées par lui ; ainsi que nous l'avons dit, il ne sera responsable que de l'énonciation exacte des faits qu'il aura constatés, et de la transmission fidèle des propos qu'il aura recueillis.

La jurisprudence est très ferme dans ce sens. Les décisions que nous avons citées du Tribunal de la Seine des 2 mars 1837 et 1842 sont très nettes sur ce point. « Attendu, dit la première, quant au notaire Martin, qu'en prêtant son ministère pour la rédaction de son acte de notoriété, il n'avait nullement à vérifier si les parties étaient véritablement héritières, et si les déclarations des témoins étaient sincères ; que dès lors on ne saurait le rendre responsable de l'emploi qui a été fait de l'acte de notoriété. » Et la seconde, statuant sur l'appel en garantie de la Caisse des consignations contre le notaire, déboute la Caisse « par les motifs... que M^e N... , notaire, n'ayant pas reçu sous sa responsabilité les déclarations des parties, qui l'ont requis de leur prêter son ministère, a observé d'ailleurs les règles de sa profession. »

Mais si le notaire n'était pas simplement requis d'enregistrer les déclarations, si comme il arrive souvent, appelé à régler une succession et prenant en mains la direction de l'affaire, il avait à se préoccuper d'établir les qualités héréditaires de ses clients, s'il faisait alors personnellement appel à des témoins pour établir les relations de parenté, nous estimons que sa tâche serait plus délicate. La valeur de l'acte de notoriété dépendrait alors du soin avec lequel les témoins seraient choisis. Nous avons vu plus haut non point des règles impératives, mais des indications qui doivent être suivies en pareil cas. Le fait pour le notaire de

s'en écarter, alors qu'elles sont admises généralement comme devant lui servir de guide, constituerait alors certainement une faute. De même aussi le notaire qui omettrait de poser au déclarant des questions précises lui permettant de s'assurer de la sincérité et même de la véracité de ses affirmations, remplirait imparfaitement son ministère.

Il y a là une appréciation des faits qui est certainement très délicate, mais la confiance qui est généralement accordée au notaire et l'importance des intérêts dont il a la garde exigent, toutes les fois qu'il entendra des témoins pour dresser l'acte de notoriété, qu'il emploie toute sa pratique des affaires et toute sa perspicacité pour éviter d'être trompé. Il n'est point responsable s'il enregistre de fausses affirmations apportées de mauvaise foi devant lui, mais nous estimons qu'il devrait l'être si par inexpérience, négligence, ou inobservation des règles de sa profession, il entendait des témoins dont il avait de justes motifs de suspecter la bonne foi ou la sincérité ; ou s'il laissait des témoins alléguer même de bonne foi des faits incomplets ou inexacts.

APPENDICE AUX DEUX PREMIÈRES PARTIES

Responsabilité du notaire en matière d'établissement de la propriété des immeubles.

Il n'est pas possible de ne pas comparer la tâche et la responsabilité du notaire rédacteur de l'intitulé d'inventaire ou de l'acte de notoriété, avec celles qui lui incombent dans la rédaction des contrats de vente d'immeubles en ce qui concerne l'établissement de la propriété. Dans les deux cas, en effet, son rôle consiste à recevoir des parties les renseignements et les pièces justificatives de leurs droits, et à relater sous forme de déclarations l'enchaînement des faits générateurs de ces droits. Et en cette matière au moins, nous possédons un arrêt de la Cour de cassation délimitant d'une façon précise le rôle et la responsabilité du notaire.

L'établissement du droit de propriété d'un immeuble dans un acte de vente ou d'échange, dans une donation ou une obligation hypothécaire, est pour ainsi dire « l'histoire » de l'immeuble dont on transmet la propriété ou sur lequel on confère un droit réel d'hypothèque, pendant le temps nécessaire pour

que la prescription s'accomplisse. La rédaction de cette histoire peut être la source de difficultés techniques très délicates; il ne s'agit pas seulement des recherches minutieuses auxquelles oblige l'établissement d'une propriété qui a fait l'objet d'un grand nombre de transmissions, mais encore des difficultés juridiques qui peuvent s'élever sur la preuve à faire de la régularité de chacune des transmissions. Dans cet ordre d'idées le rôle du notaire est assez épineux et sa responsabilité a peut-être été exagérée par la jurisprudence.

Remarquons d'abord que la tâche du notaire peut être lourde. Dans peu de cas seulement on se contente de faire remonter l'origine de propriété jusqu'à la dernière transcription; il en est ainsi par exemple en matière d'obligation hypothécaire quand le prêteur connaît parfaitement son débiteur et le gage qui lui est offert, ou quand il s'entoure de garanties minutieuses qui lui donnent toute sécurité (1). Mais la plupart du temps, le notaire doit rechercher la suite des transmissions de la propriété et s'assurer de leur régularité jusqu'à 30 ans en arrière, temps requis pour que la prescription de l'art. 2262 puisse s'accomplir, et que

(1) Le Crédit foncier, par exemple, ne fait établir l'origine de propriété des immeubles donnés en gage que jusqu'à la dernière transcription. Il est vrai que le notaire doit fournir à la Société le complément de cette origine jusqu'à 30 ans en arrière, dans une note sur papier libre. Mais le contrat conditionnel de prêt ne contient que l'origine immédiate.

les vices d'une propriété antérieure soient définitivement couverts. Et dans le cas où il s'agit d'un immeuble susceptible d'avoir fait sous la Révolution l'objet d'une adjudication administrative, le notaire doit établir la propriété d'une façon plus complète encore. La crainte des clauses domaniales (1) l'oblige à remonter jusqu'à l'acte d'adjudication administrative lui-même, car ces clauses constituent des servitudes imprescriptibles contre lesquelles il est indispensable de prémunir l'acquéreur ou le créancier hypothécaire.

On voit de combien de pièges est semée la tâche du notaire, qui doit s'assurer de la validité des mutations de propriété jusqu'à une époque aussi reculée. Or, en cette matière, la jurisprudence, considérant que le notaire a reçu des parties un « mandat légal (2) », aggrave encore sa tâche et décide « qu'il est de son « *devoir professionnel* de vérifier, pour les constater « exactement et complètement dans le contrat, *l'origine et les conditions* de la propriété des biens « vendus ou hypothéqués en se reportant aux documents propres à cette vérification, soit que ces « documents aient été fournis par les parties, soit « qu'ils se trouvent déjà dans les archives du notaire ;

(1) Une clause domaniale obligeait, par exemple, l'adjudicataire à abandonner, sans indemnité, tout le terrain nécessaire soit à l'ouverture de nouvelles routes ou voies publiques, soit à l'élargissement ou à l'alignement de celles déjà établies.

(2) Voyez sur la théorie du « Mandat légal » du notaire : Paul PONT. *Rev. crit. de légis. et de Jurispr.*, 1855, t. VII, p. 35.

« et le devoir est d'autant plus rigoureux que les
« contractants sont des personnes ignorantes et illet-
« trées qui accordent à l'officier public toute leur
« confiance » (1). Cette jurisprudence très lourde pour
les notaires a été instaurée par le tribunal de Soissons
dans un arrêt célèbre (2) où la mission du notaire en
cette matière est ainsi définie :

« Les notaires n'ont pas seulement pour mission
« de donner un caractère d'authenticité aux actes qu'ils
« rédigent : dans son esprit et d'après ses motifs
« même, la loi qui les institue a entendu leur conférer
« un rôle plus digne et plus élevé ; elle les considère
« comme les *conseils désintéressés des parties*. La
« doctrine et la jurisprudence s'accordent à recon-
« naître que les notaires ont le devoir d'éclairer
« les parties sur ce qui peut les intéresser dans
« les actes qu'elles passent devant eux, et de
« leur en faire comprendre la portée et les consé-
« quences. Dans cet ordre de devoirs se rencontre en
« première ligne, pour le notaire appelé à consacrer
« par un acte de son ministère un placement sur
« hypothèque, l'obligation de vérifier, pour les cons-
« tater exactement et complètement dans le contrat,

(1) A. AMIAUD. *Traité formulaire général alphabétique et raisonné du notariat*, 5^e édit., Paris, 1905, v^o *Notaire*.

(2) Jugement du tribunal de Soissons du 13 mai 1857, confirmé par arrêt de la Cour d'Amiens le 24 novembre suivant et par la Cour de cassation, le 3 août 1858.

« l'établissement de la propriété de l'immeuble offert
« en gage, l'origine et les conditions de cette propriété
« entre les mains de l'emprunteur, l'importance des
« charges qui peuvent le grever tant du chef de celui-
« ci que du chef des précédents propriétaires, et ce,
« d'après les documents propres à cette vérification,
« soit qu'ils aient été remis par les parties, soit
« qu'il les ait trouvés au nombre des archives dont
« le dépôt lui est confié ».

Et le jugement conclut en soumettant le notaire qui s'est soustrait à l'accomplissement des devoirs professionnels définis plus haut à la responsabilité du droit commun par application du principe général contenu dans l'art. 1382 du Code civil (1).

On voit combien est large et audacieuse la théorie de la jurisprudence, qui aggrave ainsi la responsabilité purement professionnelle du notaire, rédacteur de l'établissement de propriété et conseil des parties. Ce n'est plus seulement un « fonctionnaire public établi pour *recevoir* tous les actes et contrats auxquels les parties doivent ou veulent faire donner le caractère d'authenticité » (2) ainsi qu'il est dit dans la loi fondamentale du notariat : sa mission de vérification de l'origine et de la condition de la propriété du bien vendu ou hypothéqué le rend en quelque sorte res-

(1) V. art. 16399, *J. N.*, *Dictionnaire du notariat*, 3^e édit., v^o *Responsabilité des notaires*, n^o 90.

(2) Loi du 25 ventôse an XI, art. 1^{er}.

ponsable de la nullité de la vente ou de l'hypothèque provenant du défaut de droit dans la personne du vendeur ou du débiteur.

Le texte et l'esprit de la loi de ventôse ont été certainement dépassés. Le notaire est un *fonctionnaire public*, dit cette loi : or il est inadmissible qu'on fasse rentrer dans le devoir professionnel d'un fonctionnaire rédacteur l'obligation de se constituer le gérant d'affaires du client, de faire à sa place la vérification et la preuve de son droit de propriété sous sa responsabilité pécuniaire. « Le notaire, dit encore la loi de ventôse dans son art. 3, est tenu de prêter son ministère lorsqu'il en est requis ». Est-il possible que, dans le cas qui nous occupe, on le charge d'un « mandat légal » au nom duquel on ferait peser sur lui la responsabilité de l'établissement de propriété, alors qu'il ne peut se soustraire à l'obligation de dresser l'acte de vente que les parties le requièrent de recevoir. Une semblable extension de la théorie du mandat légal nous paraît excessive : il ne s'agit plus d'un mandataire légal, mais d'un mandataire malgré lui.

TROISIÈME PARTIE

DU CERTIFICAT DE PROPRIÉTÉ

Nous allons maintenant nous occuper d'un troisième acte, délivré le plus souvent par le notaire, comme l'intitulé d'inventaire et l'acte de notoriété, mais qui forme à lui seul une seconde classe parmi les moyens de preuves offerts à l'héritier pour justifier de son droit ; c'est le certificat de propriété.

Le certificat de propriété est un acte délivré par un officier public (notaire, juge de paix, greffier), qui atteste sous sa responsabilité que telle personne a tel droit de propriété ou de jouissance sur une valeur déterminée (rente, arrérages de pension, livret de caisse d'épargne, etc...).

Au moyen de ce certificat, l'héritier justifie de son droit de propriété ; il a en mains *un instrument* qui supplée à l'intitulé d'inventaire, l'acte de notoriété, le partage, la donation, etc..., lesquels constituent proprement ses titres de propriété ; ces titres ont été

fournis à l'officier public qui a dû les examiner qui doit les énumérer dans le certificat. Il ne s'agit plus seulement de l'affirmation de la qualité héréditaire chez l'héritier, mais de la constatation directe de l'effet de cette qualité, à savoir son droit de propriété sur un bien donné.

L'emploi du certificat de propriété constitue une simplification avantageuse, et pour l'héritier qu'elle dispense des frais occasionnés par la production souvent dispendieuse des pièces héréditaires, et pour les administrations intéressées qui, par ce moyen, rejettent sur l'officier public rédacteur, la tâche de l'examen des pièces héréditaires avec la responsabilité qui en découle.

I. — Législation du certificat de propriété et des cas dans lesquels il y a lieu à sa délivrance.

La matière du certificat de propriété n'est pas régie dans notre droit par un texte ou une loi générale (1). Cet acte a été autorisé par le législateur à titre de simplification et de faveur dans des cas déterminés par des textes spéciaux. Né d'une nécessité pratique, il a tendu à se généraliser par l'usage, mais aujour-

(1) Notre Code civil, notamment, ne fait nulle part mention du certificat de propriété, non plus que la loi de ventôse an XI constitutive du notariat.

d'hui encore il constitue une exception et non pas la règle ordinaire en matière de transfert.

Le premier texte où nous voyons mentionner le certificat de propriété est le décret de la Convention nationale du 24 août 1793, dont les art. 165 et 172 sont ainsi conçus :

Art. 165. — « Tous les transferts et mutations seront justifiés au liquidateur de la Trésorerie nationale qui, après la vérification de la déclaration enregistrée et de l'extrait de l'inscription du ci-devant propriétaire, délivrera un certificat de propriété d'après lequel le Payeur principal de la Dette publique fera créditer le nouveau propriétaire et débiter l'ancien de la totalité ou de partie des objets cédés. »

Art. 172. — « Lors des mutations par décès, les héritiers légataires et autres ayant-droit fourniront au liquidateur de la Trésorerie nationale les pièces nécessaires pour constater leurs droits et qualités ; et, après cette justification, le liquidateur leur délivrera un certificat de propriété à la présentation duquel le Payeur principal de la Dette publique les fera créditer ainsi qu'il est mentionné pour les mutations. »

Le certificat dont il s'agit dans ce texte n'est pas encore le certificat de propriété, tel que nous le connaissons aujourd'hui ; c'est une simple note, transmise par un chef de service à un autre chef de service, à l'intérieur d'une administration, pour autoriser la

mutation au nom de l'héritier. C'est ce qui correspondrait aujourd'hui à l'avis du *contentieux* au moyen duquel on obtient un paiement de la *caisse*.

Le texte suivant est la loi du 28 floréal an VII. C'est le texte le plus important dans la matière des certificats de propriété. L'art. 6 de cette loi dispose :

« En cas de mutations autres que celles par transfert, le nouvel extrait d'inscription sera délivré à l'ayant-droit sur le simple rapport de l'ancien extrait d'inscription et d'un certificat de propriété ou acte de notoriété contenant ses nom, prénoms et domicile, la qualité en laquelle il possède, l'indication de sa portion dans la rente et l'époque de sa jouissance.

« Le certificat qui sera rapporté après avoir été dûment légalisé, sera délivré par le notaire détenteur de la minute, lorsqu'il y aura eu inventaire ou partage par acte public, transmission gratuite à titre entre vifs ou par testament.

« Il le sera par le juge de paix du domicile du décédé, sur l'attestation de deux citoyens, lorsqu'il n'existera aucun desdits actes en forme authentique.

« Si la mutation s'est opérée par jugement, le greffier dépositaire de la minute délivrera le certificat.

« Quant aux successions ouvertes à l'étranger, les certificats délivrés par les magistrats autorisés par les lois du pays seront admis, lorsqu'ils seront rapportés dûment légalisés par l'agent français ».

C'est ce texte qui sert de fondement à la délivrance de tous les certificats de propriété actuels, et le notaire en fait mention en tête de l'affirmation de la propriété ou de la jouissance de l'héritier (1).

Les textes postérieurs ne font que compléter la loi de floréal an VII ou appliquer à d'autres cas particuliers l'usage du certificat de propriété. Ce sont : un décret du 18 septembre 1806, une ordonnance du 14 avril 1819, une ordonnance du 31 mai 1838, la loi du 7 mai 1853, celle du 11 juin 1878 et le décret du 16 juillet suivant, la loi du 16 avril 1881, celle du 26 juillet 1886 et le décret du 28 décembre suivant, enfin la loi du 20 juillet 1895.

Des textes énumérés ci-dessus deux faits doivent être dégagés : c'est d'abord qu'entre le certificat de propriété et l'acte de notoriété, ils semblent établir une sorte d'égalité comme si l'un ou l'autre pouvait être indifféremment fourni par l'héritier à l'appui de sa demande de transfert ; en second lieu c'est que le certificat de propriété ne nous est connu législativement que par des textes le prescrivant dans des cas particuliers et pour des administrations publiques déterminées.

Lorsque la loi du 24 août 1793 créa le Grand-Livre de la Dette publique, elle eut en vue, en utilisant le

(1) « Le soussigné... notaire à... certifie et atteste, conformément à l'art. 6 de la loi du 28 floréal an VII... ».

certificat de propriété, non pas de changer le mode de justification habituelle des droits de l'héritier en créant un nouvel acte d'établissement de sa qualité, mais bien plutôt d'organiser le contentieux des mutations en matière de rentes. Le liquidateur de la Trésorerie nationale fut donc chargé de s'assurer par l'examen des justifications fournies du droit héréditaire des ayant-droit. Ce fut lui qui délivra l'attestation de la qualité de l'héritier au moyen de laquelle les autres fonctionnaires de la Dette devaient opérer la mutation au Grand-Livre, attestation qui fut appelée certificat de propriété.

La loi du 28 floréal an VII modifia cette situation en stipulant que le Trésor n'interpréterait pas personnellement les actes desquels résultaient les changements survenus dans la propriété des rentes. C'est aux officiers ministériels que fut confié le soin de délivrer l'attestation nécessaire, qui continua à s'appeler certificat de propriété. Or, à cette époque, les notaires délivraient déjà l'acte de notoriété dans sa forme actuelle. Ils se trouvaient donc rédiger deux actes tendant à peu près au même but : le certificat de propriété et l'acte de notoriété. De là vient que les textes emploient toujours ces deux termes accouplés, bien qu'il s'agisse de deux modes de transfert bien différents : l'art. 6 de la loi de floréal an VII stipule que les mutations s'opèrent sur le rapport « d'un certificat de propriété ou acte de notoriété ». Le décret du 18

septembre 1806 emploie aussi ces deux mots concurremment : « la caisse d'amortissement est autorisée à rembourser les cautionnements des titulaires décédés ou interdits aux héritiers ou ayant-droit sur simple rapport. . d'un certificat (de propriété) ou d'un acte de notoriété, contenant les noms... ». L'art. 23 de la loi du 20 juillet 1895 sur les caisses d'épargne parle des « certificats de propriété et actes de notoriété exigés par la Caisse d'épargne ». Mais, dans la pratique, l'acte de notoriété n'est jamais employé et le Trésor, notamment en ce qui concerne les mutations de rentes, exige toujours un certificat de propriété (1).

Les différents textes que nous avons énumérés plus haut font connaître les cas où on obtient le transfert d'une valeur ou le remboursement d'une somme des administrations intéressées au moyen de la production par l'ayant-droit du certificat de propriété.

I. — *Rentes sur l'Etat.*

D'abord les rentes nominatives inscrites au Grand-Livre de la Dette publique. Le texte de la loi du 28 floréal an VII, qui est général en ce qui concerne la Dette publique, s'étend aux bons du Trésor et en général à tout ce qui est dû par l'Etat, les départements ou les communes.

(1) Arrêt Cassation du 14 avril 1824.

La loi du 11 juin 1878 qui créa la Dette amortissable par annuités dispose dans son art. 3, § 2, que « tous les privilèges et immunités attachés aux rentes sur l'Etat sont assurés aux rentes 3 % amortissables ».

Toutefois, en ce qui concerne les bons du Trésor, certains auteurs ont prétendu que les notaires ne pouvaient être tenus de délivrer des certificats de propriété en dehors des cas prévus par la loi, et on cite un cas où le Trésor s'est incliné devant le refus d'un notaire de délivrer le certificat de propriété qui était requis. La pratique actuelle est d'ailleurs établie depuis longtemps en sens contraire.

II. — *Cautionnements des fonctionnaires publics.*

Le décret du 18 septembre 1806, ainsi que nous l'avons vu plus haut, prescrit la délivrance d'un certificat de propriété pour le remboursement entre les mains des héritiers du titulaire du montant des cautionnements déposés au Trésor par les fonctionnaires publics. Ce cautionnement peut consister en numéraire ou en rentes : dans les deux cas, un certificat de propriété est nécessaire.

III. — *Livrets de Caisses d'épargne.*

En ce qui concerne les Caisses d'épargne, il faut

distinguer s'il s'agit de la Caisse nationale ou des caisses privées.

La loi du 9 avril 1881, qui créa la première, ne prévoit pas les justifications à fournir par les héritiers qui réclament le montant du livret d'un titulaire décédé, ou les titres de rentes provenant d'achats faits par la Caisse. Mais, par application de la règle admise pour toutes les créances sur l'Etat, la Cour des comptes exige à l'appui du remboursement la production d'un certificat de propriété (1).

La loi du 20 juillet 1895 sur les caisses d'épargne privées fait au contraire mention dans son art. 23 du certificat de propriété ou des actes de notoriété ; elle les prévoit, mais n'en impose pas l'emploi, et déclare que dans les cas où les Caisses croiront devoir les exiger, ces actes seront exempts des droits de timbre et d'enregistrement.

IV. — *Fonds de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.*

La loi du 20 juillet 1886 (art. 17) et le décret du 28 décembre suivant (art. 35) prescrivent la délivrance d'un certificat de propriété rédigé dans les formes indiquées à la loi du 28 floréal an VII pour les capitaux réservés par le titulaire à cette Caisse, ainsi que les arrérages des rentes dus au décès.

(1) Décision du Ministre des Finances, 6 janvier 1882.

V. — *Arrérages de rentes, pensions, traitements et secours dus par l'Etat, les départements et les communes.*

Toutes ces sommes sont visées par le texte général de la loi du 28 floréal an VII ; elles comprennent notamment les prorata de traitements de la Légion d'Honneur et de la médaille militaire et des secours délivrés sur la Caisse des offrandes nationales.

En dehors des cas que nous venons d'énumérer, les transferts, remboursements et retraits de valeurs héréditaires, aux mains des héritiers du titulaire, doivent se faire au moyen de la production des pièces justificatives des qualités, et non par la voie du certificat de propriété. Notamment la Banque de France, le Crédit foncier, les Compagnies de chemins de fer et en général toutes les grandes sociétés n'admettent pas le certificat de propriété.

Cependant cette énumération n'est pas limitative, et la Chambre des notaires de Paris, dans ses délibérations des 11 mai 1815 et 2 décembre 1834, a admis que les notaires pourraient délivrer des certificats de propriété pour toutes les *caisses publiques* qui acceptent ce mode de justification (1). Mais une circulaire de la même Chambre, du 27 septembre 1846, leur recommande de s'abstenir de délivrer des certificats de propriété pour les *caisses particulières*,

(1) Règlement du 27 avril 1847, art. 18.

et aussi pour les Sociétés, Compagnies de chemins de fer et autres administrations et établissements commerciaux, industriels et financiers, *lors même que ceux à qui il doit être justifié de la propriété les accepteraient*, car ce mode de procéder a pour effet de faire peser sur le notaire une responsabilité très lourde que doit subir la personne qui fait le paiement.

Il y a lieu, en effet, de se demander pourquoi le législateur a prescrit dans les cas indiqués plus haut la délivrance du certificat de propriété. Il est certain qu'il y a pour l'intéressé, ou qu'il peut y avoir, une économie et une simplification : la production d'un seul acte peu coûteux, au lieu d'expéditions ou d'extraits souvent dispendieux et compliqués. Cependant, est-ce bien l'intérêt seul des particuliers qu'on a eu en vue ? Il ne nous semble pas. Le but de toutes ces lois spéciales a surtout été de fournir à certaines administrations des garanties supérieures, en un mot de sauvegarder surtout l'intérêt du Trésor et de l'Etat.

Cette garantie supplémentaire a été obtenue au moyen d'un déplacement de responsabilité. Lorsque le notaire, le greffier ou le juge de paix délivre un certificat de propriété, il atteste sous sa responsabilité personnelle le droit de l'héritier sur la valeur successorale. Au contraire, lorsqu'il fournit à un débiteur de biens héréditaires les actes justificatifs de la qualité de l'héritier, il laisse à ce débiteur le soin de s'assurer des droits de cet héritier.

Le souci du législateur est d'ailleurs clairement exprimé dans les considérants d'un avis du Conseil d'Etat du 2 juin 1828 :

« Considérant que la loi du 28 floréal an VII a été promulguée afin de faciliter dans l'intérêt du crédit public les transferts et mutations d'inscriptions au grand livre de la Dette publique ;

« Que, pour atteindre ce but, elle a substitué aux formalités précédemment exigées des formalités plus simples, dont elle a voulu assurer la prompte exécution de la part des agents du Trésor, au moyen des dispositions par lesquelles elle les a dispensés de *vérifier eux-mêmes les droits et qualités des nouveaux propriétaires et à reporter sur d'autres la responsabilité de cette vérification.* »

Le même avis établit « que l'examen dont l'agent comptable a à s'occuper par rapport aux certificats de propriété délivrés par les notaires, est légalement consommé lorsqu'ils sont revêtus des formalités et qu'ils renferment les indications voulues par la loi du 28 floréal an VII. » C'est une décharge complète pour l'employé du Trésor. D'ailleurs l'article 7 de cette loi dispose « que les certificats opéreront la décharge de la Trésorerie nationale. »

Les textes prescrivant la délivrance des certificats de propriété constituent donc une source de responsabilité nouvelle pour le notaire. Si ce moyen d'obtenir les transferts ou les remboursements offre des

avantages pratiques de nature à satisfaire la clientèle, il crée par contre au notaire une responsabilité qu'il doit le plus possible éviter. Comme l'on ne saurait exiger de lui cet acte lorsqu'il ne se trouve pas dans un des cas où la loi le prescrit, il est très naturel que la Chambre des notaires de Paris ait fait au notaire la recommandation de n'user qu'avec modération du certificat de propriété, et précisé l'extension qu'il y avait lieu de donner aux énonciations non limitatives des textes.

II. — Forme du certificat de propriété.

Le certificat de propriété délivré par le notaire, est une acte ordinairement en brevet qui peut se décomposer en trois parties.

D'abord, comme une sorte de titre, il doit énoncer en tête la valeur qui en fait l'objet et qui doit être désignée d'une façon complète par la série ou le numéro, la somme et l'immatricule. Cette première partie peut s'appeler *l'intitulé* du certificat de propriété.

La seconde partie est le *visa* : elle contient l'énoncé des faits qui donnent lieu à la mutation (décès, mariage, divorce, etc...) et l'analyse des actes et pièces établissant la propriété en la personne des nouveaux titulaires. Ces actes et pièces sont mentionnés par

ordre de date et ne sont en général qu'analysés sommairement. Cette énumération est la charpente du certificat de propriété, c'est sur son contenu que le notaire s'appuiera pour affirmer la propriété ou la jouissance des ayant-droit nouveaux. Le décret du 18 septembre 1806, interprétant la disposition contenue dans l'art. 6 de la loi du 28 floréal an VII, indique comment devra être rédigé le visa : « Il faudra, lorsqu'il y aura plusieurs ayant-droit, indiquer la portion revenant à chacun ; à quel titre il est propriétaire, soit comme héritier, comme donataire ou légataire, comme cessionnaire, soit enfin en vertu d'abandon fait par le partage de la succession du titulaire décédé ; il sera également nécessaire de relater les différents actes de transmission de propriété, tels qu'inventaire, partage, transport, donation et testament, soit olographe, soit devant notaire. S'il s'agit d'un testament olographe, on énoncera que le légataire s'est fait envoyer en possession de son legs, et on relatera l'ordonnance rendue par le Président du tribunal, à l'effet dudit envoi en possession ; si le titulaire décédé a laissé une veuve commune ou non commune, le certificat en fera mention, ainsi que de son droit de propriété si elle est commune ; si le titulaire est décédé célibataire, il en sera fait mention ; si dans le nombre des ayant-droit il y a des tuteurs... il faudra les dénommer et énoncer leur résidence... » (1).

(1) Cf. *Note de la Dette inscrite*, janv. 1906, n° 20.

Ce texte est seulement indicatif d'ailleurs, et l'énonciation d'autres actes peut être rendue nécessaire pour compléter l'établissement de la propriété.

La partie essentielle du certificat de propriété est la troisième : c'est le *certifié*. Dans cette disposition finale, le notaire désigne les noms et prénoms des nouveaux propriétaires, leur qualité civile, et indique la portion de somme ou de rente revenant à chacun. Le certifié comprend aussi l'énonciation des conditions ayant pour objet de restreindre la faculté du titulaire de disposer librement. Il peut attester aussi le droit pour telle personne déterminée de toucher le montant de la valeur, objet de la mutation et d'en donner quittance (le tuteur pour un mineur ; le mari pour une femme commune en biens, etc...). Dans le certifié, le notaire affirme seul et sous sa responsabilité le droit des nouveaux propriétaires ; il doit donc apporter le plus grand soin à sa rédaction.

III. — Valeur juridique du certificat de propriété.

Examinons d'abord si le certificat de propriété est un acte notarié.

On a nié autrefois qu'il en soit ainsi et on a dit que, bien que délivré par les notaires, il ne pouvait être considéré comme un acte notarié à proprement

parler (1). On s'appuyait sur l'art. 9 de la loi du 25 ventôse an XI qui stipulait que les actes seraient reçus par deux notaires ou un notaire assisté de deux témoins. Or le certificat de propriété est signé d'un seul notaire et il n'est ordinairement pas signé par les parties. Ce sont des certificats que le notaire délivre non pas en sa qualité de notaire, mais en tant qu'auxiliaire des opérations de liquidation de la Dette publique (art. 1, loi du 26 frimaire an VIII). On ajoutait que la Régie de l'enregistrement avait confirmé cette manière de voir, en reconnaissant que les certificats de propriété ne sont pas sujets à l'enregistrement dans un délai déterminé et ne doivent pas être portés au répertoire (délibération du 14 juillet 1821). Une décision du Ministre des Finances du 1^{er} août 1821 est dans le même sens.

Toutefois, cette manière de voir ne nous paraît pas exacte. En thèse générale, on peut dire que le certificat de propriété est délivré par le notaire, en sa qualité de notaire, et qu'il est par conséquent un acte notarié. Le notaire ne peut être considéré comme agent ou auxiliaire intervenant dans la liquidation de la Dette inscrite, lorsque des textes formels le désignent comme chargé de délivrer le certificat de propriété en sa qualité d'officier public : l'art. 174 de l'Ordonnance du 31 mai 1838 stipule que « l'identité

(1) ROLLAND DE VILLARGUES, n° 38.

des personnes, la vérification des pièces et les qualités, et les droits à la propriété sont certifiés sous leur responsabilité par les officiers publics, que les lois ont désignés à cet effet ». Or, lorsque le notaire, désigné comme officier public compétent dans la loi de floréal an VII pour délivrer le certificat de propriété, délivre ce certificat sous sa responsabilité d'officier public, il n'est pas possible de dire qu'il n'agit pas en sa qualité de notaire, et que le certificat n'est pas un acte notarié.

A vrai dire, le certificat de propriété n'a pas été soumis pendant longtemps à l'inscription au répertoire, mais la pratique contraire a prévalu depuis, et les certificats de propriété sont aujourd'hui répertoriés par les notaires. Les certificats délivrés pour faciliter le paiement des sommes dues par l'Etat « à titre de pension, de rémunération ou de secours », sont exempts de l'enregistrement et de l'inscription au répertoire, mais ceux qui sont délivrés pour faire opérer des mutations au grand livre de la Dette publique ou pour obtenir le remboursement d'un cautionnement, sont assujettis à l'enregistrement dans le délai déterminé pour les actes des notaires par l'art. 20 de la loi du 22 frimaire an VII. Ils doivent par conséquent être inscrits au répertoire, conformément à l'art. 49 de la même loi. Cela résulte du texte d'une lettre adressée le 25 janvier 1851 à M. le Président de la Chambre des notaires de Paris par le

Directeur de l'enregistrement du département de la Seine. L'usage constant et uniforme des notaires est, d'ailleurs, nous l'avons dit, conforme depuis longtemps à cette manière de voir.

Le certificat de propriété est donc bien un acte notarié, mais un acte notarié d'une nature spéciale.

D'abord, il est délivré par le notaire seul, qui le signe sans le concours des parties dans la forme ordinaire d'un acte sous seing-privé : « Je soussigné X..., notaire à..., certifie que... ».

Il est, dans certains cas, dispensé formellement de l'inscription au répertoire.

Il est de plus presque toujours rédigé en brevet ; aucun texte cependant ne paraît s'opposer à ce qu'il soit dressé en minute ; mais le Trésor exige toujours que les certificats de propriété lui soient produits en originaux et non en expéditions (1).

Il s'agit là d'un acte notarié d'une espèce particulière, sans doute, mais soumis néanmoins à la plupart des règles ordinaires imposées à l'acte notarié par la loi du 25 ventôse an XI.

Nous nous trouvons donc en présence d'un acte notarié établissant les droits héréditaires d'un propriétaire de rentes sur l'Etat (ou livret de caisse d'épargne, etc...). L'intitulé d'inventaire et l'acte de notoriété constituaient aussi des actes notariés établissant des qualités héréditaires. Allons-nous appliquer

(1) *Note de la Dette inscrite*, janv. 1906, n° 33.

au certificat de propriété ce que nous avons dit de ces deux actes à propos de la force probante ? Nous croyons qu'il y a entre le certificat de propriété et les deux autres modes de preuves en matière héréditaire des différences essentielles.

D'abord, la preuve faite par le certificat de propriété, n'est pas du tout la même que celle où tendent l'intitulé d'inventaire et l'acte de notoriété. Ceux-ci établissent la qualité de l'héritier proprement dite en la personne de l'ayant-droit. Le certificat de propriété prouve à la fois ou plus ou moins. Il prouve la propriété de la valeur elle-même entre les mains de l'héritier ; il constitue un établissement de propriété de la valeur, à la manière de celui que contiennent les contrats de vente d'immeubles. En ce sens, le certificat de propriété fait une preuve plus complète que l'acte, qui établit seulement la qualité et non la propriété de l'héritier. En un autre sens, il prouve moins, car c'est sur la notoriété ou l'inventaire visé dans sa rédaction qu'il s'appuie pour affirmer la propriété du titulaire. Il suppose antérieurement faite la preuve de la qualité héréditaire par ces actes, et se contente d'en tirer comme conséquence nécessaire et immédiate l'affirmation du droit de l'héritier.

Le certificat de propriété fait-il même la preuve de la propriété du bien héréditaire ? Ou bien ne ferait-il pas seulement que rendre compte des actes auxquels cette preuve est contenue, et tirer la conclusion des

faits qu'ils énoncent ? Nous croyons que c'est à cette dernière limite qu'il faut restreindre la preuve fournie par le certificat.

La parole du notaire n'a de valeur authentique qu'en ce qui concerne les faits ou les actes qu'il a vérifiés lui-même : un arrêt de la Cour de Bordeaux, du 18 mars 1851, dit « qu'il ne fait pas l'office de juge mais celui de témoin ; que s'il y a doute sur le droit ou sur son étendue, il doit consigner la difficulté dans son certificat, ou renvoyer les parties à la faire vider par le juge compétent ». Le notaire vérifie et juge les actes qui lui sont déposés et atteste le droit de l'héritier tel qu'il paraît résulter de ces actes. Mais il n'est pas juge du contenu de ces pièces, il a pu être trompé lui-même par elles (1), et si leurs énonciations ne peuvent lui donner la certitude que de la qualité d'héritier apparent, l'attestation authentique du notaire n'aura de force probante absolue qu'en ce qui concerne la propriété apparente de l'héritier.

Toutefois, dans les limites où le certificat de propriété constitue une preuve, cette preuve est bien différente de celles fournies par l'intitulé d'inventaire et l'acte de notoriété.

Il ne s'agit plus d'une simple présomption comme dans l'intitulé d'inventaire ; il ne s'agit plus même d'une preuve par commune renommée comme dans

(1) Cass., 9 août 1843 ; S. 43, 1. 762.

l'acte de notoriété. Ici nous avons une preuve authentique dans toute la force et dans toute l'acception du terme. C'est le notaire lui-même qui intervient dans l'acte notarié pour affirmer le droit de l'héritier sur le bien héréditaire, objet de la mutation. Le notaire a entre les mains toutes les pièces nécessaires pour déterminer sa conviction ; il peut compléter les énonciations de ces pièces par tous les renseignements oraux indispensables pour mettre sa responsabilité à couvert ; mais, lorsqu'après avoir visé les actes qui lui ont été déposés, il affirme, sans qu'il y ait de sa part, ni fraude, ni faute, qu'en conséquence des actes énumérés au cours du certificat de propriété, l'inscription de rente appartient bien aux héritiers dans telles ou telles proportions, cette affirmation constitue au premier chef une preuve authentique contre laquelle l'inscription de faux est seule recevable. Les énonciations du certifié sont bien en effet de celles qu'on ne peut contester qu'en attaquant la véracité du notaire.

Bien entendu, la question de la force probante des actes énoncés et visés au certificat de propriété reste entière : il en est ainsi, comme nous l'avons dit plus haut, notamment en ce qui concerne le contenu des inventaires et actes de notoriété sommairement analysés. Le certificat de propriété n'étant qu'une conséquence des actes établissant les qualités héréditaires, ne peut constituer une preuve plus forte que ces actes eux-mêmes. Mais en réservant la preuve supposée

faite par les actes visés, et en considérant cette preuve comme administrée provisoirement, il est vrai de dire que le certifié du certificat de propriété constitue par lui-même une preuve authentique et définitive de ses énonciations.

D'ailleurs le certificat de propriété a pour l'héritier des conséquences plus graves que l'inventaire ou l'acte de notoriété.

Dans l'inventaire, l'héritier intervient bien personnellement, mais on prend toujours soin de réserver tous ses droits ; il n'agit que comme « habile à se dire et porter héritier de... » ce qui ne constitue pas de sa part une prise de qualité. Au reste, l'inventaire n'a jamais été considéré que comme un acte conservatoire laissant à l'héritier liberté pleine et entière pour prendre parti sur la succession dans la suite. Il serait même étrange qu'on le constituât héritier dans l'intitulé, alors que c'est seulement la suite de l'inventaire qui lui fera connaître l'état de la succession et lui permettra, en connaissance de cause, d'accepter ou de refuser l'hérédité. — En ce qui concerne la notoriété, ses droits sont encore bien mieux réservés puisqu'il n'intervient pas à l'acte en principe, et que ceux-ci sont constatés en dehors de lui.

Le certificat de propriété constitue au contraire un acte d'héritier. C'est un commencement de prise de possession du patrimoine héréditaire, après laquelle l'ayant-droit ne peut plus ni renoncer à la succession,

ni l'accepter sous bénéfice d'inventaire (à moins, bien entendu, que ce bénéfice n'ait été expressément réservé dans le certificat, et l'acceptation bénéficiaire indiquée au Trésor ou à l'administration débitrice).

Or, au moyen du certificat de propriété délivré et signé par le notaire seul, les mutations peuvent s'opérer en dehors des parties. L'héritier pourra donc, à son insu, avoir fait acte d'héritier, et accepté malgré lui une succession onéreuse, si son notaire rédige et dépose au Trésor un certificat de propriété lui faisant prendre qualité. Et comme conséquence, le notaire qui aura fait opérer une mutation de rente en dehors de l'héritier, pourra se voir reprocher par celui-ci la prise de qualité que le certificat de propriété a déterminée à son détriment.

Pour remédier à cet inconvénient, le notaire se met à couvert, soit en faisant signer à son client une réquisition formelle de délivrer le certificat de propriété, réquisition qui sera visée dans le certificat, soit en faisant intervenir les ayant-droit au certificat, qui constatera ainsi que la délivrance n'en a pas été faite à leur insu.

La délivrance d'un certificat de propriété peut donc avoir des conséquences graves pour l'héritier aussi bien que pour le notaire rédacteur, et crée une responsabilité spéciale inconnue en matière d'intitulé d'inventaire ou d'acte de notoriété.

Une question reste à examiner. Nous avons vu que, lorsqu'une mutation s'effectue par la voie du certificat

de propriété, la production de celui-ci remplace celle des pièces établissant la transmission héréditaire : le certificat de propriété *visé* ces pièces et cela suffit. Il constitue donc un acte complet par lui-même ; le Trésor n'opère jamais le changement d'immatricule demandé que sur une pièce unique, le certificat de propriété : elle doit donc être complète et on ne pourrait régulièrement suppléer aux indications qui auraient été omises par la production ultérieure de pièces justificatives. D'autre part, nous avons vu que le certificat de propriété ne constituait pas une preuve définitive de la propriété de l'héritier, qu'il rendait compte seulement des actes desquels cette preuve découle. Comment concilier ces deux idées, et dire qu'il dispense de la production de toute autre pièce justificative, s'il ne constitue pas pour l'administration à laquelle il est présenté une preuve suffisante du droit de l'héritier ?

La question est intéressante, car, si le certificat de propriété ne dispense pas de la production de justifications accessoires, on pourra se demander s'il constitue vraiment une simplification en matière de mutations, et s'il n'est pas, au contraire, une gêne pour le public puisque, sans venir en aide aux particuliers, il crée une responsabilité nouvelle pour le notaire rédacteur.

Il faut faire une distinction. Le certificat de propriété dispense certainement et définitivement de la

production des pièces visées dans le corps de cet acte : intitulé d'inventaire, acte de notoriété établissant les qualités héréditaires, acte de partage indiquant pour quelle portion ils sont respectivement propriétaires, contrat de mariage indiquant les droits de la veuve ou de ses représentants. Tous ces actes sont suffisamment connus de l'administration détentrice de la valeur successorale par le seul fait de l'analyse succincte contenue au certificat de propriété. Un complément d'analyse peut être demandé si l'énonciation de l'acte paraît insuffisante, mais jamais la production de la pièce visée elle-même.

A cette règle une seule exception existe : c'est, lorsqu'il s'agit de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, ou en matière de pensions et traitements dus par l'État ; dans ce cas la copie de l'acte de décès du titulaire doit être jointe à la demande du paiement. Le Trésor ne dispense de la production de cet acte de décès (visé d'ailleurs au certificat) que lorsque le notaire donne spécialement en tête du certificat de propriété une copie ou un extrait de l'acte de décès (1). En dehors de ce cas, le certificat constitue une justification complète et dispense de la production des actes qu'il énonce.

Mais il y a lieu parfois de fournir, à l'appui du

(1) *Circulaire du Directeur général de la comptabilité publique*, 1^{er} mai 1876, § 6.

transfert à opérer, des pièces accessoires et complémentaires, en dehors de celles visées au certificat de propriété. Ainsi, lorsque le Trésor, ou l'administration de la Caisse d'épargne, par exemple, a un paiement à effectuer entre les mains d'une héritière mariée, ou lorsqu'une mutation doit être opérée au nom de cette héritière, on devra produire son contrat de mariage, car il peut contenir des clauses dont il faudra tenir compte pour effectuer le paiement, ou immatriculer le nouveau titre. La Caisse d'épargne doit, en effet, surveiller l'exécution de l'emploi s'il en est prescrit un au contrat de mariage ; la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse également.

Il y a d'autres pièces accessoires dont la production est également demandée : le certificat constatant l'acquit des droits de mutation prescrit en matière de rentes sur l'Etat, par la loi du 10 juillet 1852 (1) ; l'acte authentique de mainlevée, lorsqu'une opposition a été signifiée entre les mains du Trésor détenteur d'un titre de rente ; une déclaration de non-cumul, lorsqu'il s'agit de toucher les arrérages d'une pension sur l'Etat, les départements ou les communes. Toutes ces pièces complémentaires, non visées par le certificat, peuvent être réclamées à l'appui du transfert.

Le certificat de propriété constitue donc bien un moyen de transfert simplifié, et dispense de la production des actes établissant les qualités héréditaires

(1) *Note de la Dette Insrite*, janv. 1906, déjà citée.

des ayant-droit. La considération qu'il serait insuffisant pour prouver la propriété de l'héritier, ne saurait autoriser l'Administration débitrice à réclamer la production des actes eux-mêmes. L'examen de ces actes d'ailleurs ne pourrait augmenter la valeur probante du certificat de propriété : ils n'établissent que la qualité d'héritier apparent ; le certificat de propriété ne pourra donc jamais établir qu'une propriété apparente. Mais c'est tout ce que peut demander l'administration qui effectue le transfert. Il lui suffit, pour dégager sa responsabilité, de payer de bonne foi à celui qui est en possession de la créance (art. 1240 du Code civil) et le fait de la possession de l'héritier lui sera prouvé d'une manière suffisante au moyen du certificat de propriété.

IV. — Compétence du notaire. — Son rôle et sa responsabilité.

A. — *Compétence.*

Nous avons vu que le notaire n'est pas le seul officier public compétent pour dresser le certificat de propriété. Aux termes de la loi du 28 floréal an VII, le droit de délivrance appartient encore aux juges de paix, aux greffiers, et à certains magistrats étrangers pour les successions ouvertes à l'étranger.

Or, nous avons vu que, grâce au certificat de propriété, le Trésor et autres administrations qui l'exigent, entendent se débarrasser d'une partie de la responsabilité en matière de transmission successorale, et reporter sur l'officier public rédacteur une partie de cette responsabilité. Un pareil acte constitue donc au détriment des notaires un déplacement de responsabilité que ceux-ci doivent désirer ne pas élargir. Nous avons déjà vu que la Chambre des notaires de Paris a invité les notaires à ne point délivrer de certificats de propriété pour les caisses particulières et les établissements privés. Mais en matière de caisses publiques même, il est prudent pour les notaires de s'en tenir aux caisses pour lesquelles un texte formel de loi prescrit ce mode de transfert. Et enfin, même lorsqu'il s'agit d'une administration pour laquelle le certificat de propriété est autorisé, il y a eu lieu de délimiter strictement les cas dans lesquels l'officier public compétent sera le notaire. La question de la compétence en matière de délivrance du certificat de propriété intéresse donc au premier chef les notaires au double point de vue du rôle que ceux-ci sont appelés à jouer en la matière et de la responsabilité qui en résulte.

Nous allons donc nous demander dans quel cas l'officier public compétent est le notaire pour la délivrance du certificat de propriété.

La compétence du notaire en la matière est fixée

par l'art. 6 de la loi du 28 floréal an VII qui stipule :
 « Le certificat... sera délivré par le notaire détenteur de la minute, lorsqu'il y aura eu inventaire ou partage par acte public ou transmission gratuite par acte entre vifs ou par testament ».

Quoique la loi de floréal an VII ait été écrite pour les transferts de rentes sur l'Etat, il est certain que les règles qu'elle édicte ainsi au sujet de la compétence des notaires, sont applicables aux autres valeurs dont les transferts s'effectuent au moyen du certificat de propriété.

Une autre extension du texte doit être également faite. La loi ne mentionne que quatre actes dont la détention permet au notaire la délivrance du certificat de propriété : l'inventaire, le partage, la donation et le testament. Mais il a été reconnu que cette énumération ne pouvait être considérée comme limitative, et qu'on devait assimiler aux actes spécialement visés par la loi, tous les autres actes attributifs ou translatifs de propriété, tels que : contrat de mariage, transport de droits successifs, acceptation de donation, délivrance de legs, dépôt avec reconnaissance d'écritures d'actes sous-seings privés (1), nantissement, etc. (2).

D'autre part, le notaire qui n'est pas détenteur d'une

(1) Mais non les actes sous-seings privés non déposés avec reconnaissance d'écritures (GORGES et DE BRAY, *v° Sous-seing privé*, p. 325).

(2) Note citée de la *Dette inscrite*, janv. 1906, n° 4,

minute contenant attribution ou translation de propriété ne peut pas délivrer le certificat, même quand il aurait reçu en dépôt les actes justificatifs des droits des parties ; et de plus il ne peut viser dans son certificat que des actes dont il détient les minutes ou dont les expéditions lui ont été déposées pour minute.

La compétence du notaire est donc enfermée entre ces deux limitations extensive et restrictive et on peut la résumer dans cette règle : le notaire est l'officier public compétent pour délivrer le certificat de propriété toutes les fois que le transfert a pour base un acte attributif ou translatif de propriété se trouvant au rang de ses minutes ; et dans ce cas toutes les pièces visées au certificat doivent également se trouver au rang desdites minutes.

Une difficulté a été soulevée à ce propos au sujet de l'acte de notoriété. La détention d'un simple acte de notoriété permet-elle au notaire de délivrer le certificat de propriété ?

Les auteurs et la jurisprudence tiennent pour la négative. Le notaire n'aurait donc pas qualité pour agir, même en se faisant déposer l'expédition ou l'extrait d'un acte translatif de propriété. Un arrêt de la Cour des Comptes du 24 juin 1835 établit comme règle absolue que la loi du 28 floréal a entendu déléguer pour dresser le certificat de propriété le notaire détenteur de la minute de l'un des actes qui y sont

indiqués, et que cette délégation lui est essentiellement restrictive. Cet arrêt a été confirmé par deux autres arrêts de la Cour des Comptes des 30 mars 1837 et 7 juin 1839. Un arrêt de la Seine du 12 avril 1853 (1) fait observer qu'en attribuant aux notaires le droit de recevoir des actes de notoriété, la loi de vente n'a ni abrogé, ni modifié les dispositions toutes spéciales de la loi du 28 floréal an VII qui règlent le mode de transmission des rentes sur l'Etat ; le notaire qui, au mépris des dispositions de cette loi, dresserait un acte de notoriété et délivrerait, en s'appuyant sur lui, un certificat de propriété, engagerait donc sa responsabilité, s'il résultait de cet acte un préjudice quelconque pour les tiers. L'usage qui a pu s'établir d'abandonner la rédaction du certificat de propriété au notaire dans le cas spécifié, n'était donc qu'un abus qui ne saurait l'emporter sur le texte de la loi. Eloy estime que les dispositions de la loi ont pour but d'assurer la transmission des titres de rente aux véritables ayant-droit, et d'empêcher les erreurs et les fraudes qu'il serait facile de commettre si l'on pouvait, pour obtenir le certificat de propriété, ou l'acte de notoriété qui lui sert de base, s'adresser à d'autres fonctionnaires ou officiers qu'à ceux que la loi a expressément désignés (2).

(1) D., 1854, 2, 70. Confirmé par Cass., 8 mai 1854; D., 1854, 1, 146.

(2) ELOY. *De la responsabilité des notaires*, n° 905.

Cependant, lorsque la mutation n'a pas d'autre cause de transmission que le fait du décès, cas dans lequel le juge de paix semblerait être le seul fonctionnaire désigné par la loi, le certificat délivré par un notaire et basé uniquement sur la minute d'un acte de notoriété ou sur le brevet original de l'acte de notoriété déposé pour minute, est reconnu comme suffisant et peut être admis (1).

Il nous semble que la solution adoptée en pratique par le Trésor dans ce dernier cas pourrait être sans inconvénients étendue, en interprétant un peu largement les textes, sans s'en tenir exclusivement aux dispositions de la loi. L'art. 6 de la loi de floréal an VII, qui a attribué aux juges de paix le droit de délivrance du certificat de propriété dans le cas d'absence d'actes authentiques, ne fait pas obstacle à ce que le notaire dresse un acte de notoriété authentique, constatant les qualités héréditaires de l'ayant-droit et délivre, en conséquence, un certificat de propriété basé sur cet acte, et permettant d'effectuer la mutation au nom des héritiers du titulaire décédé. Aucune disposition du texte n'est contraire à cette manière de procéder, et d'ailleurs nous ne voyons pas pourquoi on refuse au notaire rédacteur d'un acte de notoriété une compétence qu'on ne refuse pas au notaire qui a dressé un intitulé d'inventaire non suivi d'inventaire. Pourquoi

(1) Note de la *Dette inscrite*, janv. 1906, déjà citée n° 4.

le certificat délivré par le juge de paix offrirait-il plus de garantie ? Fondé sur l'existence d'un simple inventaire, le certificat notarié est admis sans difficulté. Or, lorsqu'il est basé sur un acte de notoriété, la garantie offerte par la signature du notaire est encore complétée par celle des témoins certificateurs, tandis que dans l'inventaire, œuvre de la partie seule, cette garantie supplémentaire n'existe pas. Il n'y a donc pas de raisons bien probantes pour interdire dans ce cas au notaire la délivrance du certificat de propriété.

Une autre difficulté, tranchée aujourd'hui, s'est posée pour le cas où le notaire se trouvait détenteur seulement d'un acte de réquisition de délivrer le certificat de propriété. Cet acte n'est pas par lui-même attributif ou translatif de propriété. Il ne peut donc, en principe, rendre le notaire compétent pour la délivrance du certificat. Mais il en serait autrement, si cet acte était signé par toutes les parties majeures et maîtresses de leurs droits, et était accompagné d'une déclaration expresse de leur part contenant division des rentes ou consentement de rester dans l'indivision (1). En effet, c'est dans ce cas seulement que l'acte de réquisition serait en même temps un acte attributif de propriété.

Tels sont donc les cas où le notaire est l'officier public compétent pour délivrer le certificat de propriété,

(1) DE BRAY, *Traité de la Dette publique*, n° 336.

Dans tous les autres cas, cet officier public est le juge de paix ou le greffier dont nous n'avons pas à examiner les attributions respectives. Remarquons seulement que la compétence des notaires est de beaucoup la plus étendue et que leur intervention est admise dans toutes les circonstances qui nécessitent la production d'un certificat de propriété, tandis que pour les juges de paix et les greffiers, le droit d'instrumenter est limité aux seuls cas déterminés par la loi.

En ce qui concerne la question de savoir quel est le notaire compétent, nous nous contenterons d'énoncer une règle générale, cette question n'étant plus qu'une question de discipline notariale. Lorsque la translation ou l'attribution de la propriété résulte de divers actes qui n'auraient pas été reçus par le même notaire, le notaire compétent et le notaire détenteur de l'acte qui fixe la propriété des parties prenantes au jour du certificat (1). Le certificat de propriété peut d'ailleurs être valablement délivré par deux notaires exerçant dans le même ressort et certifiant collectivement les droits des héritiers.

B. — *Rôle.*

Le rôle du notaire consiste dans la rédaction du certificat de propriété.

(1) Délibération de la Chambre des notaires de Paris du 9 ventôse an XIII art. 7.

Le notaire, au rang des minutes duquel se trouvent les actes établissant la propriété des ayant-droit, choisit parmi ces actes ceux qui lui semblent fonder d'une façon suffisamment claire et probante les droits des héritiers, et les mentionne par ordre chronologique en faisant une analyse sommaire de chacun d'eux.

D'abord, il indique et vise l'acte de décès, origine de la mutation. Lorsqu'il y a un inventaire, le visa de cet acte dispense du visa de l'acte de décès ; l'inventaire est considéré, à tort ou à raison, comme faisant suffisamment la preuve de la date du décès. Lorsqu'il y a seulement un acte de notoriété, l'acte de décès est visé séparément comme y étant annexé ; la notoriété ne fait pas foi de la date du décès.

Le notaire vise ensuite le titre établissant la qualité : inventaire ou acte de notoriété, s'il s'agit d'un héritier ; donation ou testament s'il s'agit d'un ayant-droit donataire ou légataire, accompagné de l'ordonnance d'envoi en possession si le testament est olographe, ou de la délivrance de legs s'il y a lieu.

Enfin, le certificat de propriété indique les actes de cession, renonciation, transport, partage de toute nature, établissant la propriété divise et définitive des ayant-droit, qui serviront de base pour la détermination exacte des nouveaux propriétaires, des conditions dans lesquelles ils possèdent, et, s'il y a lieu, des restrictions apportées à la libre disposition des biens qui leur sont transmis.

L'intervention et le rôle personnels du notaire se manifestent donc à deux moments dans la rédaction du certificat de propriété : d'abord dans le choix des actes qu'il doit viser pour établir complètement le droit des parties sur le bien successoral, et ensuite dans la rédaction du certifié qui doit énoncer ce droit comme une conséquence logique du visa des pièces.

Mais ce rôle, le notaire est-il tenu dans tous les cas de le jouer et en conséquence d'accepter la responsabilité qui en découle, lorsque étant compétent, il est requis par les parties de délivrer le certificat de propriété ?

L'art. 3 de la loi du 23 ventôse an XI fait au notaire une obligation de prêter son ministère lorsqu'il en est requis. Cela est vrai en principe des actes notariés ordinaires. Mais nous avons vu que le certificat de propriété constitue un acte notarié d'une nature spéciale. Dans la plupart des actes, le notaire recueille les déclarations ou constate les conventions des parties qui ont comparu devant lui ; son rôle de rédacteur, de conseil des parties est un rôle de second plan : ce sont elles qui agissent, et qui prennent la responsabilité de leurs actes. Le notaire n'est en quelque sorte qu'un témoin. Dans le certificat de propriété, au contraire, le notaire atteste seul et sous sa responsabilité certains droits. Ces droits sont le résultat d'une appréciation de faits nécessairement abandonnée à sa sagacité. Il doit juger si le droit dont on

lui demande la constatation est bien établi par les actes dont il se trouve avoir la possession, et reconnaître la régularité des actes et pièces qu'il a entre les mains.

Un notaire dépositaire d'un testament contenant une substitution se refusa à délivrer un certificat de propriété pur et simple, et crut devoir transcrire dans le certificat la clause relative à la substitution, en y joignant l'expression de ses doutes personnels sur la validité du legs, qui lui paraissait constituer une substitution prohibée. Il ne pouvait être tenu, disait-il, d'attester comme certain un droit de propriété susceptible d'être contesté. La Cour de Nancy, dans un arrêt du 6 décembre 1853, répondit que le légataire grevé avait tout au moins un titre apparent, et que la propriété ne pouvant rester incertaine, la responsabilité du refus de délivrance retombait tout entière sur le notaire.

Il n'en reste pas moins vrai que le notaire se trouve exposé à fonder son attestation sur des titres contenant des lacunes, des inexactitudes, ou même des irrégularités dont il lui sera peut-être difficile de corriger l'insuffisance. Si donc la démonstration de la propriété des nouveaux titulaires ne lui semble pas complètement faite par les actes se trouvant au rang de ses minutes, il doit refuser la délivrance du certificat de propriété, car cette délivrance compromettrait sa responsabilité. Cependant, si le refus de délivrer le cer-

tificat paraissait injustifié de la part du notaire, il pourrait être condamné, en vertu de l'art. 1382 du Code civil, à des dommages-intérêts pour le préjudice que son refus aurait causé à ses clients.

Nous venons de voir que le notaire peut quelquefois refuser, lorsqu'il en est requis par l'héritier, la délivrance du certificat de propriété. Mais dans le cas où la question de délivrance ne fait pas doute, est-il besoin d'une réquisition pour que le notaire délivre le certificat ? En principe non : le certificat est délivré en dehors des parties par le notaire seul. Cependant, en droit strict, les notaires n'ont pas qualité pour suivre l'exécution des actes qu'ils reçoivent et il ne leur appartient pas de faire constater, sans autorisation, les mutations qui en résultent. Aussi, dans la pratique, les notaires ont-ils l'habitude de ne pas délivrer le certificat en dehors du consentement des parties ; mais on considère généralement que ce consentement n'a pas besoin d'être expressément formulé, et que le notaire est suffisamment requis par la demande verbale des parties et par la remise du titre (1). Une façon commode de constater cette réquisition tacite consiste à faire signer le certificat de propriété par l'héritier à qui il profite : cette façon de procéder a l'avantage, en outre, de dispenser de faire certifier séparément la signature de l'ayant-droit lors du paiement ; la signature du notaire

(1) AMIAUD, *Traité formulaire du Notariat*, v^o *Certificat de propriété*, n^o 44.

au bas du certificat, à côté de celle de l'héritier, sert de légalisation pour la signature de celui-ci.

La réquisition formelle par acte séparé ou la réquisition tacite résultant de la signature de l'ayant-droit sur le certificat est d'ailleurs souvent indispensable pour mettre à couvert, ainsi que nous l'avons vu, la responsabilité du notaire lorsque l'héritier n'a pas encore pris qualité. Au moyen de la réquisition, le notaire sera à l'abri du recours des parties auxquelles cette prise de qualité pourrait porter préjudice. Aussi la Chambre des notaires de Paris a-t-elle décidé, dans ses délibérations du 9 ventôse an XIII déjà citée et du 2 décembre 1844, que la délivrance des certificats de propriété devait être effectuée en vertu d'une réquisition consignée dans un acte particulier lorsque le certificat n'aurait pas été précédé d'un acte attributif ou déclaratif de propriété constituant une prise de qualité de l'ayant-droit.

Ici encore, comme au sujet de sa compétence, la Chambre des notaires de Paris a pris soin de délimiter strictement le rôle du notaire pour mettre à l'abri sa responsabilité.

C. — *Responsabilité.*

Le principe général en matière de transfert opéré par le moyen du certificat de propriété consiste à interposer entre l'ayant-droit et l'Administration chargée du transfert, un agent certificateur sur lequel reposera la responsabilité de la transmission. Notamment en ce qui concerne les rentes sur l'État, le notaire joue en matière de mutations un rôle analogue et parallèle à celui de l'agent de change en matière de transferts. L'agent de change certifie l'identité et la capacité civile du propriétaire des rentes nominatives, sa signature, et les pièces produites ; et par le seul fait de cette attestation il se trouve responsable tant vis-à-vis du Trésor que vis-à-vis de l'ancien titulaire, de la validité du transfert en ce qui concerne les points qu'il a certifiés (1). De même, en matière de transmission héréditaire, le notaire est responsable tant vis-à-vis du Trésor qu'à l'égard de la succession, de l'identité et parfois de la capacité civile des ayant-droit, et de plus de la véracité des faits contenus dans le certificat ; c'est-à-dire qu'il a vérifié les pièces établissant la mutation et la régularité de la transmission aux mains de l'héritier. En somme, c'est sur sa tête seule que repose la responsabilité de la matérialité du trans-

(1) Arrêté du 27 prairial, an X, art. 43 et 46.

fert. Le Trésor fait reposer cette responsabilité matérielle sur l'agent de change en matière de transfert de rente et sur le notaire rédacteur du certificat de propriété en matière de mutations. Tel est le principe.

Voyons cependant dans quelles limites exactes il faut enfermer la responsabilité du notaire du chef des énonciations contenues au certificat de propriété.

Lorsque le notaire délivre un certificat de propriété, il doit avoir une connaissance parfaite des faits et des actes sur lesquels il base l'attestation contenue au certificat. L'examen attentif des pièces lui est d'ailleurs facile puisqu'il n'énonce dans le certificat que des actes se trouvant au rang de ses minutes, des actes dont la plupart ont été rédigés par lui. Il est donc responsable, lorsqu'il a relevé et mentionné dans son certificat les dispositions essentielles de ces actes pour le but que l'ayant-droit veut atteindre, de la vérité des faits énoncés par lui au certifié.

Cependant il n'y a pas lieu, en partant de ce principe, d'étendre en dehors de leurs prescriptions les dispositions de la loi du 28 floréal an VII et du décret complémentaire du 18 septembre 1806.

D'abord, en ce qui concerne la capacité civile des ayant-droit il semble bien qu'il faille s'en tenir aux énonciations des textes. Or, la loi n'exige que les noms, prénoms et domiciles des parties, la qualité en laquelle elles procèdent, ou possèdent, c'est-à-dire l'indication de leur titre (légataire, héritier ou donataire) et l'indi-

cation de leur portion dans la rente. Il est vrai que parmi les modèles de certificats de propriété à délivrer par les notaires, annexés au décret de 1806, se trouvent des notes leur recommandant de déterminer avec soin l'état civil des ayant-droit pourvus de tuteurs naturels ou datifs. Mais, si le notaire a omis de constater l'incapacité de l'héritier, peut-on dire qu'il doit être rendu responsable du préjudice causé ? A s'en tenir au texte de la loi, il nous semble bien que non.

Mais que décider au cas où le notaire a, non pas omis l'indication de l'incapacité de l'héritier, mais donné une fausse indication de capacité ? Dans ce cas, l'inexactitude commise a une portée beaucoup plus grande que dans le cas précédent. Le notaire de plein gré a fait une mention que la loi n'exigeait pas de lui, et affirmé sans restriction sous sa responsabilité un fait de nature à porter préjudice aux tiers. Ceux-ci n'ont même pas pu être prévenus, comme dans le cas précédent, par l'absence de toute mention de capacité. Cette mention fausse de capacité doit donc être de nature à engager la responsabilité du notaire.

Cependant la Cour de cassation, dans un arrêt qui constitue toute la jurisprudence dans la matière, n'a pas admis cette responsabilité. Il s'agissait d'un incapable qui avait obtenu du notaire un certificat de propriété lui ayant permis de vendre un titre de rente et d'en toucher le prix. Dans cet arrêt, qui nous semble une décision d'espèce, la Cour a considéré « qu'on

n'attaquait pas la véracité des faits contenus dans le certificat délivré (à savoir la mutation résultant de la mort du père de l'incapable) ; que cet acte renfermait d'ailleurs toutes les énonciations prescrites par la loi de floréal an VII ; enfin que l'arrêt de la Cour d'appel ne déclarait aucun fait de nature à inculper le notaire de négligence ou d'imprudence ; que la responsabilité de tous les fonctionnaires et officiers publics est limitée aux seuls cas spécifiés dans les lois qui déterminent la nature et l'étendue de leurs obligations envers le Gouvernement et le public » (1).

Il y a toutefois des cas où la responsabilité du notaire n'est pas contestée en ce qui concerne l'état et la capacité des ayant-droit : ce sont ceux où un notaire délivre un certificat de propriété en conséquence d'un acte reçu par lui et dans lequel les ayant-droit ont agi dans des qualités déjà déterminées. Les énonciations du certifié doivent être alors conformes, sous peine de faute grave, à ces qualités. De plus, le notaire est toujours responsable de l'état civil des héritiers dont il a dû avoir connaissance, ou qu'il s'est fait attester lorsqu'il a reçu les actes en vertu desquels il délivre son certificat : l'article 41 de la loi du 25 ventôse an XI le mettait, en effet, dans cette obligation. En sorte que, si le nouveau titulaire était interdit ou autrement incapable au moment du certificat, si c'était une femme mariée sous le régime dotal à la même

(1) Arrêt DEBUSSY Cass., 8 août 1827.

époque, le notaire serait responsable s'il n'avait pas été fait mention de ces circonstances dans le certificat. Et si l'interdit, la femme dotale avaient, au moyen du certificat de propriété, vendu les rentes leur appartenant, les conséquences préjudiciables de ces aliénations retomberaient tout entières sur le notaire qui aurait commis une imprudence grave.

Que dire maintenant de la responsabilité des notaires en ce qui concerne les attestations contenues au certifié? Cette partie du certificat est l'œuvre personnelle du notaire, c'est le résumé de l'examen fait par lui des pièces visées dans le corps du certificat, et en vertu duquel il affirme le droit de l'héritier.

Nous ne reviendrons pas sur les erreurs de fait ou de droit qui peuvent être commises par le notaire dans la rédaction de cette partie de son acte : nous nous sommes posé la question en étudiant l'intitulé d'inventaire.

Nous ferons seulement remarquer que l'affirmation du notaire rédacteur reposant sur l'énonciation des actes qu'il a reçus et visés ne peut entraîner pour lui une responsabilité plus grande que celle qu'il encourt dans la rédaction de ces actes. Or, c'est sur l'acte de notoriété, l'intitulé d'inventaire, qu'il se fonde pour affirmer la qualité héréditaire de l'héritier : cette affirmation ne peut être pour lui une source de responsabilité si elle est conforme aux faits établis par cet intitulé d'inventaire ou cet acte de notoriété. Ainsi il

a été jugé que le notaire qui, sur un faux acte de notoriété, a dressé un certificat de propriété, au moyen duquel le prétendu titulaire vend frauduleusement une inscription de rente, ne doit pas répondre du préjudice souffert par l'acquéreur qui n'a pu ni obtenir l'inscription ni rentrer dans ses déboursés (1).

Ce qui précède revient à dire, en somme, qu'en matière de transfert obtenu par voie de production des pièces justificatives de la qualité héréditaire, comme en matière de transfert obtenu par le moyen du certificat de propriété, la responsabilité est la même; l'erreur ayant pour effet la remise des valeurs successorales entre les mains d'un autre que de l'héritier véritable, a pour principe l'acte d'établissement de la qualité héréditaire. Peu importe que l'agent responsable en fait du transfert ne soit pas le même dans les deux modes de procéder : dans un cas comme dans l'autre sa responsabilité est semblable.

Le notaire sur lequel le Trésor rejette le soin d'affirmer le droit de l'héritier encourt la même responsabilité que la Compagnie de chemins de fer qui examine elle-même la qualité héréditaire de l'ayant-droit. Or, pour celle-ci, nous avons vu que sa responsabilité est mise à couvert par l'art. 1240 du Code civil qui la décharge lorsqu'elle paie au possesseur de la créance. Aussi donnerons-nous la même décharge au notaire.

(1) Cass., 9 août 1843; — ARRÊT CARY-MONTRAND; D., 1843, 1, 458.

« De même que provision est due au titre apparent parce que la propriété ne peut rester incertaine, de même le notaire peut délivrer à l'héritier apparent un certificat de propriété de rentes sur l'Etat, sans avoir à craindre l'action de l'héritier véritable qui viendrait à se présenter . . En droit, du moment où la qualité d'héritier n'est pas contestée à celui qui appréhende la succession, où les témoins ont attesté la qualité héréditaire de celui-ci, le notaire peut délivrer le certificat de propriété ; c'est toujours là se conformer à la loi, et la jurisprudence tend de plus en plus à la faire exécuter dans son véritable esprit » (1).

Donc, malgré la formule absolue du certifié et l'attestation que le notaire fait sans restriction de la propriété de l'ayant-droit, sa responsabilité n'est pas, en définitive, aussi formelle que son affirmation. Il n'a pas pouvoir pour apprécier les actes qu'il vise au certificat, il ne peut soumettre l'intérêt des parties au gré de son appréciation personnelle. Il ne répond que de la matérialité des faits constatés aux actes visés, et n'est garant que de l'attestation de ces faits.

(1) ELOY. *Responsabilité des notaires*, t. II, p. 331.

CONCLUSION

Au cours de cette étude, nous nous sommes efforcés de faire ressortir les deux points suivants :

1° Les divers actes par le moyen desquels les héritiers se mettent en possession du patrimoine héréditaire, ne peuvent être invoqués comme une preuve de la qualité d'héritier. Ils ne sauraient faire obstacle aux prétentions d'autres personnes qui, se prévalant soit d'un testament, soit d'une parenté plus proche, réclameraient les biens par l'action en pétition d'hérédité.

2° Cette preuve ne saurait d'ailleurs être faite complètement à moins d'imaginer une organisation de l'état civil dont les mentions seraient tellement complexes et touffues que la tâche du notaire deviendrait celle d'un généalogiste, et que d'ailleurs, elles resteraient toujours impuissantes à parer à la révélation tardive de dispositions testamentaires.

Nous nous sommes surtout préoccupés de la situation des débiteurs de l'hérédité à l'égard des héritiers apparents, qui présentent comme justification soit

l'intitulé d'inventaire, soit l'acte de notoriété, soit le certificat de propriété. Nous avons reconnu que la validité de leur libération peut soulever des difficultés. Mais ils trouvent protection dans les dispositions de l'art. 1240 du Code civil : « Le paiement fait de bonne foi à celui qui est en possession de la créance est valable, encore que le possesseur en soit par la suite évincé. »

Le principe énoncé par cet article est ancien. Nous avons vu que l'introduction dans notre droit coutumier de la règle : « Le mort saisit le vif », n'avait pas été sans rendre plus difficile la situation du débiteur héréditaire. Et bien qu'aucun brocard de nos anciens textes et qu'aucune disposition formelle des coutumes ne permette de préciser l'origine de l'art. 1240, nous savons par le témoignage de Pothier que l'ancienne pratique admettait comme valable le paiement fait au créancier putatif (1), et la jurisprudence du parlement de Bretagne fournit des exemples de l'application de cette règle (2).

Quoi qu'il en soit, parmi les actes que nous avons étudiés, il y a au point de vue de l'art. 1240 une différence à établir. La question de savoir quels titres constituent l'héritier apparent est une question de fait sur laquelle les tribunaux ont un pouvoir souverain

(1) POTHIER, *Traité des obligations*, II, 467 ; — TOULLIER, 7, n° 29.

(2) D'ARGENTRÉ, *Sur l'art. 410 de l'Ancienne coutume de Bretagne*. GLOSS, 3, n° 1 ; — POUILLAIN-DUPARC, *Journal du Parlement de Bretagne*, t. IV, p. 437.

d'appréciation. Or, la valeur de l'intitulé d'inventaire et du certificat de propriété est reconnue comme efficace à ce point de vue, tandis que nous avons rencontré des arrêts qui condamnent à payer de nouveau à l'héritier véritable la somme une première fois payée à l'héritier apparent porteur de l'acte de notoriété.

Malgré ces différences de traitement, le développement, si souvent étudié et constaté, de la richesse mobilière depuis un siècle, a donné à l'art. 1240 des applications de plus en plus fréquentes. Innombrable en effet est aujourd'hui la liste des créances qui sont représentées par une vignette circulant de mains en mains à l'insu du débiteur : titres de rentes, bons, actions, obligations, parts de fondateur, etc... Grâce à la règle qu'il énonce, l'administration débitrice paie les coupons, rembourse les capitaux, renouvelle les titres, sous la protection des dispositions de l'art. 1240.

Cette diffusion des valeurs au porteur a rendu incessante l'intervention du notaire ; mais il n'aurait pas été possible de faire de cette intervention pour l'officier ministériel une cause de responsabilité que ne justifiaient nullement les conditions de son concours aux actes que nous avons étudiés en détail. La jurisprudence, nous l'avons dit également, s'est nettement (et à très juste titre) refusée à étendre le cercle déjà si vaste des responsabilités pécuniaires du notaire,

Mais, à défaut d'une responsabilité directe à propos des actes étudiés, il n'en reste pas moins la responsabilité générale à propos des fautes qu'il peut commettre dans l'exercice de sa profession. Et nous estimons qu'en cette matière il faut entendre avec rigueur les obligations du notaire.

Les devoirs que constitue au notaire d'aujourd'hui le caractère spécial de sa fonction, doivent avoir pour conséquence une appréciation plus stricte de la gravité de ses fautes. La garantie qu'offre la seule signature du notaire en dehors de l'exercice de sa fonction est en fait acceptée partout aujourd'hui. Le Crédit foncier, dont les rapports avec les notaires sont nécessairement très fréquents, se contente, dans nombre de cas, d'une simple lettre ou même d'une simple note portant l'en-tête de l'étude du notaire pour dispenser les parties de justifications, et faciliter au public les opérations de prêts hypothécaires. Toutes les grandes sociétés de crédit, la Caisse d'épargne et de prévoyance de Paris, et nombre de banques et administrations particulières remettent au notaire, sur sa simple demande, tous les renseignements concernant les fonds ou les valeurs qu'elles détiennent au nom de ses clients. Ce traitement de faveur, accordé aux énonciations émanées du notaire dans le domaine extra-notarial, se justifie pleinement par le caractère spécial que revêt aujourd'hui son ministère.

Les relations personnelles, qui s'établissent entre le

notaire et sa clientèle, permettent d'exiger de lui une connaissance parfaite de celle-ci, connaissance qui n'est pas exigée pour d'autres officiers ministériels. De nos jours, en Allemagne, le notaire mentionne expressément dans les actes rédigés par lui que la partie qui comparait lui est personnellement connue. Chez nous cette énonciation n'est ni obligatoire ni de style, mais en fait l'existence de ces relations personnelles n'est pas niable. La loi de ventôse an XI ne semble pas les avoir ignorées (art. 11) ; depuis cette époque, les rapports entre le notaire et ses clients n'ont perdu ni en intimité, ni en confiance, et l'on peut dire encore avec Eloy : « Le législateur a fait du notaire l'homme de confiance des citoyens ; le public est guidé vers lui, soit parce que la loi l'oblige à recourir à son ministère, soit spontanément, mais toujours avec une confiance, une estime incontestables ; les parties ont besoin d'être éclairées sur leurs droits, sur la portée de leurs obligations, sont attirées à la confiance parce qu'elles sont sûres de la discrétion, au point qu'elles n'hésitent pas à avouer au notaire les secrets les plus intimes de famille, de considération ; enfin, le notaire, lorsqu'il se croit capable d'embrasser la noble profession du notariat, sait que l'honorabilité attachée à son exercice, l'estime des citoyens, sont plutôt encore l'apanage des qualités de l'homme, du citoyen, que de l'officier public, dont les obligations seraient circonscrites dans les textes précis, et qui, tout en se

soumettant à la loi, pourrait ne jamais acquérir cette estime et cette honorabilité » (1).

Ces lignes résument avec une noblesse peut-être empathique la mission sociale du notariat, mais la pensée est juste qui demande au notaire une science juridique, une connaissance des hommes, et une dignité personnelle irréprochables ; aussi n'hésitons-nous pas à nous ranger, quant aux sanctions qui peuvent atteindre ses fautes, à l'avis des plus exigeants. Particulièrement dans la matière que nous avons étudiée, quand il s'agit de la liquidation d'une succession, le notaire doit s'astreindre aux plus minutieuses vérifications, n'admettre que des déclarations soigneusement contrôlées, obliger, par ses questions et ses observations, ses clients à bien préciser leurs intentions et leurs dires, et mettre dans ses conseils, selon l'antique formule, la prudence du « *meilleur père de famille* ».

Ces sanctions de la responsabilité notariale, entendue au sens le plus strict, sont d'autant plus nécessaires que c'est derrière son utilité et son honorabilité que la profession doit s'abriter pour échapper aux coups qui la menacent. Bien des projets ont été formés, rédigés et déposés devant le Parlement, qui tendent à transformer le ministère indépendant du notaire, pour faire de celui-ci un fonctionnaire dont la responsabilité serait bien moins étendue.

(1) ELOY, *Responsabilité des notaires*, t. I, ch. IV.

Sans doute ce n'est point la science juridique qui manquerait à ces fonctionnaires, mais auraient-ils la connaissance de la clientèle que nous demandons au notaire ? Sauraient-ils être les conseils des familles, lors même qu'il ne se présente immédiatement aucune affaire à traiter ? Mettraient-ils le même soin et le même zèle à sauvegarder les intérêts qui leur seraient confiés, ne s'y trouvant point obligés par la concurrence, qui stimule les efforts du notaire aussi bien que de tout autre travailleur ? Il faut, dans l'intérêt public, prévoir ces objections avant de sacrifier « ces conseils désintéressés, ces rédacteurs impartiaux, cette espèce de juge volontaire » ainsi que le Conseiller d'Etat Réal définissait les notaires dans l'exposé des motifs de la loi de ventôse.

Vu :

Le Président de la Thèse
AMBROISE COLIN.

Vu :

Le Doyen,
LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	1
A. — Objet de cette étude.....	1
B. — Évolution historique.....	7

PREMIÈRE PARTIE

De l'intitulé d'inventaire.....	17
I. — Formes de l'intitulé d'inventaire.....	18
II. — Nature des énonciations de l'intitulé d'inventaire..	20
III. — Valeur juridique de l'intitulé d'inventaire.....	28
IV. — Rôle et responsabilité du notaire.....	40
A. — <i>Rôle du notaire</i>	40
B. — <i>Responsabilité du notaire</i>	48
α) Responsabilité du notaire rédacteur.....	49
β) Responsabilité du notaire, interprète et conseil.....	57

DEUXIÈME PARTIE

De l'acte de notoriété.....	63
I. — Origine des actes de notoriété.....	64
II. — Diverses sortes d'actes de notoriété après décès....	70
1 ^o <i>Acte de notoriété dressé à défaut d'inventaire</i>	70
2 ^o <i>Acte de notoriété rectificatif d'inventaire</i>	72
A. — Erreur dans l'indication des noms, prénoms, qua- lité de l'un des héritiers.....	72
B. — Omission de l'un des héritiers.....	73
C. — Absence de l'un des héritiers portés à l'intitulé..	74
D. — Incertitude sur les droits ou la qualité des héritiers.	74
III. — Du choix et du rôle des témoins.....	75
IV. — Valeur juridique de l'acte de notoriété.....	84
V. — Rôle et responsabilité du notaire.....	96

APPENDICE AUX DEUX PREMIÈRES PARTIES

	Pages
Responsabilité du notaire en matière d'établissement de la propriété des immeubles	99

TROISIÈME PARTIE

Du certificat de propriété	105
I. — Législation du certificat de propriété et des cas dans lesquels il y a lieu à sa délivrance	106
1. — <i>Rentes sur l'Etat</i>	111
2. — <i>Cautionnements des fonctionnaires publics</i>	112
3. — <i>Livrets de Caisses d'Epargne</i>	112
4. — <i>Fonds de la Caisse nationale des Retraites pour la vieillesse</i>	113
5. — <i>Arrérages de rentes, pensions, traitements et secours dus par l'Etat, les départements et les communes</i>	114
II. — Forme du certificat de propriété	117
III. — Valeur juridique du certificat de propriété	119
IV. — Compétence du notaire. — Son rôle et sa responsabilité	131
A. — <i>Compétence</i>	131
B. — <i>Rôle</i>	138
C. — <i>Responsabilité</i>	144
CONCLUSION	151



Saint-Brieuc. — Typ. F. GUYON (1223-5-7).

Travail exécuté en commandite par des ouvriers syndiqués

